

PEPS

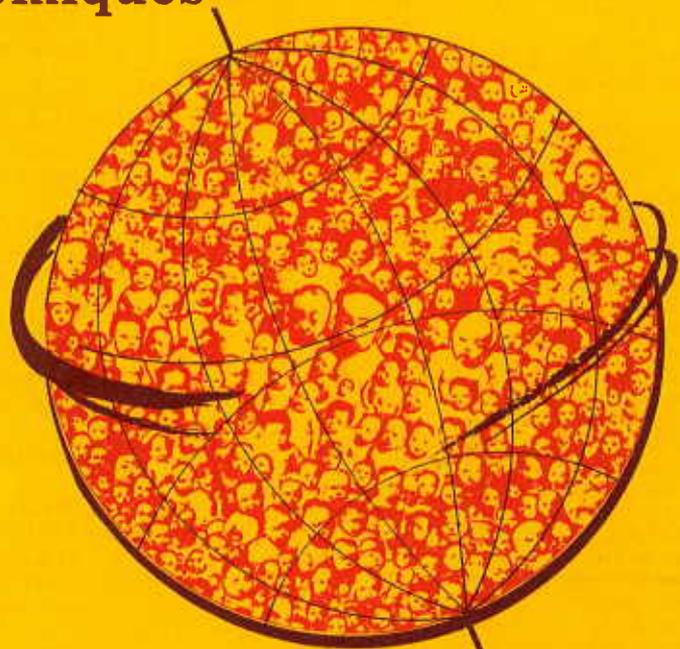
A PROPOS...

de nouvelles pratiques sociales et économiques

Université d'Été 85
« Chômage, Loisirs et
Economie Sociale »

CREAF, Forum :
« Autres regards
pour la relation éducative »

PEPS,
Forum-Rassemblement
« Travailleurs Sociaux,
Acteurs de l'Avenir du
Social »



NUMERO SPECIAL
PEPS 15/16 - CREAF
4/5 - AEUF

ISSN 0754-8761

30 F

HIVERS 85-86

Bimestriel
Edité par l'Association
Paroles et Pratiques Sociales
Loi 1901 - JO du 11.04.1982

Directeur de Publication :
Philippe Mondolfo

Composition :
Editions Sans-Frontière
33, bld. St-Martin, 75003 Paris

Conception graphique :
Michel Baillet

Imprimerie : Montholon Service
26, sq. Montholon, 75009 Paris

Dessinateurs :
Maurice Mermet Guyenet
Michel Baillet

Promotion Publicité - Annonces
Philip Mondolfo

Diffusion Librairies :
Brigitte Trocmé

Diffusion tables de presse :
Régine Lebellier
Brigitte Gerenton

Coordination collectifs
Diffusion :
Hugues Bazin (PEPS)
Patrick Fréhaut (CREAF)
Daniel Tartier (Université d'été)

Collectif Région parisienne
ouvert à tous, réunions les premiers et
troisièmes samedis du mois de 9 h 30 à
12 h 30 au, 8, impasse des 3 Sœurs,
Paris 11^e.
Vous pouvez contacter PEPS par
téléphone au 16.1.-43.42.14.69.

Collectif parisien :
Hugues Bazin
Catherine Boulanger
Sylvie Catona
Jacqueline Dufresnes
Rémy Gaté
Brigitte Gerenton
Laurence Grange
André Jaunay
Régine Lebellier
Philip Mondolfo
Francisco Peral
Françoise Sellier
Brigitte Trocmé
Catherine Verdenaud

Correspondants
Edith Fonteneau
7, avenue Gambetta
94400 Vitry-sur-Seine
Tél. : 46.82.23.76
Didier Strasser
1, allée des Ecoles
Bâtiment H.
93110 Rosny-sous-Bois

Région Champagne
Régine Poncet
12, rue de Challouet
10000 Troyes

Région Aquitaine
Philippe Bourglan
Résidence Compostelle M 52 G
33600 Pessac - Tél. : (56) 80.43.90

Région Centre
Marie-France Dutheil
3, rue du Béarn
41000 Blois - Tél. : (54) 78.47.51
François Mourier
« Les Mouches » Chassignolles
36400 La Chatre - Tél. : (54) 78.47.51

Tous les articles publiés expriment
exclusivement les opinions de leurs
auteurs.

SOMMAIRE

ASSOCIATION PAROLES ET PRATIQUES SOCIALES
— REVUE PEPS, 8, impasse des Trois Sœurs — 75011
Paris. Forum - Rassemblement : « Travailleurs sociaux Ac-
teurs de l'Avenir du Social ».

P 5 POURQUOI UN RASSEMBLEMENT DE TRAVAILLEURS SOCIAUX DE TERRAIN ?

FORUM 1 :
Comment réagir face à la régression des conditions de vie et
de participation aux activités sociales et économiques d'une
partie grandissante de la population ? Comment participer à la
défense de ses droits économiques, politiques et humains
fondamentaux (logement).

6 Droits économiques ; « Travail social : au secours de
l'Économique ? ! »

10 Droits politiques : « Sommes-nous dans l'idéologie ou dans le
champ professionnel ou dans les idéologies de la
profession ? »

Droit au logement : « Quelles stratégies possibles des
travailleurs sociaux ? »

FORUM 2

14 Face au politique, quel espace d'autonomie pour le travail
social ?

15 Stage de femmes sans qualification.

Une expérience parisienne.

16 Collectif du Personnel Concourant à l'Action sociale à Paris.
Est-ce un échec ?

FORUM 3

A travers la diversité de nos professions, existe-t-il des prin-
cipes, voire des forces convergentes pour élaborer des
stratégies communes sur les plans statutaire, éthique et
organisationnel ?

18 LE FORUM - RASSEMBLEMENT : UN PREMIER PAS...

INFOS

ABONNEMENT

PRESENTATION DE PEPS

LES DOSSIERS DE PEPS

Université d'été
« Chômage, loisirs, économie sociale »

- P — Présentation de l'Université d'été.
27— Se réapproprier l'espace collectif : débat avec Jean-Paul
Blais et Michel Herou de Banlieu 89.
28— Lucia Martini : l'habitat nomade.
32— André Henry : Une histoire de l'économie sociale.
37— Patrice Sauvage : les Entreprises alternatives, une répon-
se à la crise ?
42— Jean Chesnaux : Modernité.
48— Forum Communication.
46— Forum Vers une nouvelle citoyenneté.
47— Forum Formation.
49— Bilan de l'Université d'été.

AEUF : 32, rue Traversière, 75012 Paris. Tél. :
43.41.57.05.

CREAF - 26, avenue de la Porte d'Asnières, 75017 Paris.
Tél. : 47.66.44.22.

« Autres regards pour la relation éducative » Forum de
Lavallée Du Lot du 26 au 29 septembre 1985.

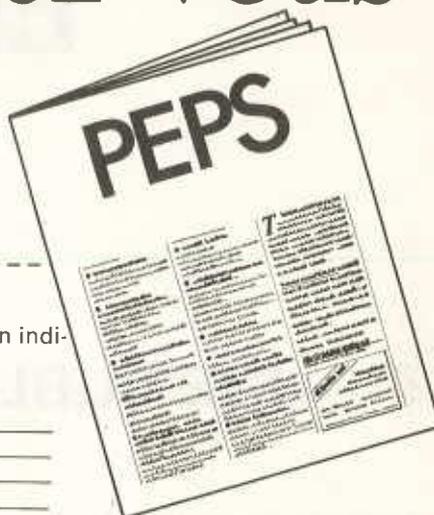
- P 50— Texte introductif.
51— Le premier forum de la Vallée du Lot par Jacques Lesage
de La Haye.
53— Administration, établissement, lieux de vie : Perceptions
réciproques et logiques en contradiction par Henri Petit.
59— Echo d'un « Lieu de vie » se questionnant sur les réalités
vécues au quotidien par Catherine Manghetti.
61— Réflexion sur l'économie en lieu d'accueil par Jean-
Louis Thenail.
62— Un nouveau « Fer de lance » par l'action éducative :
l'esprit d'entreprise par Patrick Fréhaut.
63— L'association « Fontenay » à la fin de l'année Internatio-
nale de la Jeunesse, par Roger Bouffe.
64— Le CREAF aujourd'hui.

Un moyen efficace d'aider votre revue : **abonnez-vous**

Abonnements individuels (8 numéros) — Soutien : 180 F et plus
— Simple : 120 F

Abonnements institutionnels 150 F
Le numéro : 30,00 F + 5,00 F de frais d'envoi
Envoi groupé pour diffusion militante : nous écrire.
— Etranger
Europe : 150 F
Autres pays : 180 F (par avion)

Pour toute correspondance, joindre un timbre. ✂
Chèque à l'ordre de PEPS à retourner à :
Paroles et Pratiques Sociales — 8, impasse des 3 sœurs — 75011 Paris, en indi-
quant le numéro de départ de l'abonnement (numéros 1, 2, 6 épuisés).



NOM _____
Prénom _____
Adresse : n° _____
rue : _____
Code Postal _____
Localité _____
Profession _____



UN CARREFOUR D'IDÉES, DE PAROLES ET DE PRATIQUES

PEPS est née à l'initiative d'un groupe indépendant de professionnels et d'étudiants rassemblés en association.

Les Travailleurs Sociaux s'interrogent souvent sur leurs professions mais leurs propositions sont rarement transcrites, et les réponses retenues sont généralement celles de spécialistes ne se situant pas directement dans la pratique quotidienne.

Quant au champ du travail social, malgré quelques expériences innovantes, il se trouve découpé en secteurs isolés les uns des autres, en concurrence, s'abandonnant à l'individualisme et au corporatisme.

PEPS, un défi !

Notre existence et notre participation à la revue se fait moins sur la base d'un accord idéologique que sur la volonté de mettre en place un véritable outil qui bouscule les habitudes.

Nous pensons que les spécificités des Travailleurs Sociaux doivent s'exprimer dans un même lieu ; nous voulons, avec vous, faire exister une aire de mouvance et surgir autre chose, modifier les manières d'exercer nos professions, d'y réfléchir, de suivre nos formations par :

- *l'appropriation de nos paroles et de nos réflexions, leur inscription dans une mémoire sans laquelle il n'y a ni conscience ni force collective.*
- *l'existence d'un espace d'échange et de large confrontation ouvert à tous les secteurs du travail social, aux courants politiques, idéologiques et syndicaux.*
- *la prise en main de la conception et de la réalisation de la revue par les travailleurs sociaux eux-mêmes et de façon décentralisée.*
- *la mise en place d'une formule vivante dans le ton, la forme et le contenu.*

Rechercher le débat et l'expression des travailleurs sociaux, formuler, questionner et analyser nos vécus et nos pratiques, s'engager sur les terrains professionnels, institutionnels et lieux de formation par nos critiques, propositions et initiatives, rendre compte et participer à ce qui s'élabore dans le champ des idées et des pratiques nouvelles, telles sont les orientations actuelles de la revue.

EDITORIAL

POURQUOI UNE PUBLICATION COMMUNE ?

S'il ne s'agit pas de faire de l'eucuménisme à tout prix, plusieurs raisons nous ont amené à réaliser ce document.

Trois associations ont organisé en 1985 leurs journées nationales où trois centres de recherche qui se complètent et se renforcent, ont été développés : un autre regard sur la relation éducative, les alternatives dans le travail social, l'économie sociale.

Motivé par des préoccupations communes nous avons échangé sur le contenu de ce qui a été organisé et vécu lors de ces rencontres. Nous avons fait le constat que même travaillant et réfléchissant dans des domaines distincts, nos actions se complétaient.

Sur les quartiers, les cités, nous sommes confrontés à la même situation économique et sociale et les mêmes difficultés dans la mise en œuvre des moyens pour y répondre ; difficultés liées en particulier à la fin de ce que l'on a appelé « l'état providence ». Quant à la décentralisation, elle apporte une nouvelle donne des pouvoirs de décisions.

La confrontation des idées et des pratiques permet de mieux cerner et d'affirmer l'identité de chacun, condition nécessaire pour bien travailler en commun.

Cette publication est donc l'occasion d'approfondir nos connaissances réciproques, de montrer, au-delà des spécificités, si nos analyses et nos volontés de mise en mouvement des acteurs sociaux se rejoignent dans certains de nos champs d'activité.

Elle est une première initiative, les informations et propos recueillis font part d'une recherche, de questions. L'objet n'était pas de chercher à faire toute la lumière, mais d'exposer les préoccupations et les attentes de partenaires dans le champ social et économique ; partenaire qui sont et deviendront de plus en plus des acteurs d'une redynamisation de la vie locale et régionale s'ils prennent les moyens de travailler ensemble et de s'investir dans ce domaine.

Or ce qui apparaît comme point de convergence, c'est qu'il n'est plus possible de faire l'économie d'une confrontation des idées et des expériences si on veut s'investir dans les rapports sociaux.

Chaque mouvance a des problèmes qui lui sont propres, mais aussi, face aux mutations actuelles, elle exprime la volonté de définir un nouvel espace de travail.

Un lien entre associations qui évoluent dans les domaines du socio-culturel, de l'économique, de l'intervention sociale et éducative peut être à l'origine d'une force de proposition et d'interpellation.

Il sera donc important de continuer à entretenir les relations qui se sont constituées à l'occasion de cette publication, faire part de nos réflexions et de nos initiatives de façon informelle mais suivie.

Le Collectif

8, impasse des Trois Sœurs - 75011 PARIS - Tél : 43.42.14.69

Forum - Rassemblement
Travailleurs Sociaux Acteurs
de l'Avenir du Social

Paris - Octobre 1985

POURQUOI UN RASSEMBLEMENT
DE TRAVAILLEURS SOCIAUX DE TERRAIN ?

Que sera le Travail Social demain ?

Depuis plusieurs mois la revue PEPS, dans ses colonnes, a interrogé les différents acteurs sociaux, les travailleurs sociaux bien sûr mais aussi les syndicats, les élus...

La crise de l'Etat providence et donc des moyens du travail social, la paupérisation grandissante des populations, la montée des intolérances, la mise en place de la décentralisation qui ouvre un espace pour une nouvelle citoyenneté mais aussi engage les travailleurs sociaux dans de nouveaux rapports ; tous ces éléments ont de grandes répercussions dans le champ du travail social.

Serons-nous de simples exécutants, des administratifs ? Devrons-nous nous investir dans des coups spectaculaires mais de courte portée comme les « étés chauds » ? Appliquerons-nous des politiques sociales discriminatoires en particulier envers les populations immigrées, comme l'ont déjà mis en place certains politiques ?

Toutes ces questions ont déjà été abordées dans divers colloques et réunions rassemblant des personnalités universitaire, politique, les représentants de nos hiérarchies professionnelles. Mais les enjeux semblaient avant tout d'ordre institutionnel.

La revue PEPS et l'association « Paroles et Pratiques Sociales » proposent depuis plus de deux ans : « l'appropriation de nos paroles et de nos pratiques, leur inscription dans une mémoire sans laquelle il n'y a ni conscience, ni force collective ».

Ainsi il nous a paru nécessaire de rassembler des acteurs de terrain afin qu'émerge à partir de nos pratiques un autre discours, d'autres questions.

Il était donc urgent de se rencontrer, mettre en commun nos interrogations, nos réflexions pour promouvoir une identité propre au travail social, voire de revendiquer les moyens d'une pratique adaptée aux exigences actuelles.

Le Forum-Rassemblement « Travailleurs Sociaux, Acteurs de l'Avenir du Social », s'est organisé autour de trois grands axes :

— comment réagir face à la régression des conditions de vie et de participation aux activités sociales et économiques d'une partie grandissante de la population ? Comment participer à la défense de ses droits économiques, politiques et humains fondamentaux (logement, santé) ;

— dans le cadre de la décentralisation, face aux politiques, quel espace d'autonomie revendiquer et comment ?

— à travers la diversité de nos professions, existe-t-il des principes, voir des forces convergentes, pour élaborer des stratégies communes, définir une identité propre au travail social sur les plans statutaire, éthique et organisationnel ?

Le compte rendu ou la synthèse de chaque forum et atelier essaie de retranscrire toute la richesse des débats. Si les questions paraissent plus nombreuses que les réponses, ce rassemblement a apporté, nous le croyons, la base nécessaire pour une mise en mouvement des travailleurs sociaux qui commence à se dessiner.

Travail social : au secours l'économique !?..

Comment réagir face à la régression des conditions de vie et de participation aux activités sociales et économiques d'une partie grandissante de la population ? Comment participer à la défense de ses droits économiques, politiques et humains fondamentaux (logement, santé).

Dans le cadre de l'atelier « droits économiques », deux questions ont été abordées : quelle légitimité ont les travailleurs sociaux à intervenir dans l'économie et quels sont les moyens et les freins qui peuvent influencer ce type de démarche ?

Nous avons choisi de relater la dynamique du groupe à travers la réplique fidèle des propos échangés.

1. La question de la légitimité

PEPS : quelle légitimité les travailleurs sociaux ont-ils à intervenir dans le champ économique ? Cette question constitue un préalable qui nous permettra de savoir si nous pouvons investir dans cette voie.

Intervenant : dans mon équipe, c'est une question que nous ne nous sommes absolument pas posée. Nous avons décidé de sensibiliser des partenaires pour la mise en place d'une entreprise intermédiaire. Nous nous sommes interrogés de savoir si c'était notre rôle ou pas.

En septembre, chacun a donné ses idées sur l'avenir, et sur ce qu'il voulait voir se mettre en place sur la circonscription. Il y a eu entre autre une proposition de susciter la mise en place d'une entreprise intermédiaire. L'ensemble de l'équipe des assistants sociaux est en formation en travail collectif depuis janvier 1984. Dans le cadre de cette formation, se sont produits certains déblocages permettant d'envisager des projets plus complexes que ceux que l'on peut faire habituellement sur une circonscription. Plusieurs idées sont apparues dans cette proposition d'entreprise intermédiaire. Dans le cadre de cette formation, il y a eu dès le départ une analyse de la clientèle, ce qui a fait émerger certains problèmes dont celui de l'emploi chez les jeunes mais aussi chez les plus de 50 ans.

PEPS : avez-vous d'autres expériences à relater ?

Intervenant : j'essaie dans ma pratique de polyvalente de secteur de me mobiliser pour accompagner les jeunes dans certaines démarches à l'ANPE.

Intervenant : des éducateurs se sont déjà retrouvés chefs d'entreprise, ils sont donc à moitié éducateur, à moitié patron. Il faut s'interroger sur ce double rôle qui allie respect de la discipline et négociation du poste de travail. Le jeune choisit quel horaire il adopte mais une fois qu'il a choisi, il s'y maintient.

Il y a là une question : celle du pouvoir par rapport au jeune. Etre patron pour un travailleur social est donc un des rôles possibles avec toutes ses implications.

2. Pourquoi cette interrogation aujourd'hui ?

PEPS : pourquoi en tant que travailleurs sociaux se pose-t-on la question de l'économique aujourd'hui ? Est-ce que cela va de soi !

Intervenant : pourquoi ressent-on en tant que travailleur social la nécessité d'une insertion économique aujourd'hui ? Il y a un problème d'emploi. Au niveau social, il y a une envie de sortir de la logique d'assistance de la part du travailleur social. Dans cette logique, le travail pourrait être une représentation majoritaire puisque c'est quand même lui qui est la première source de revenu



et deuxièmement un moyen de reconnaissance sociale ; enfin, une volonté politique de ressusciter le tissu social local, aider les gens entre autre les chômeurs à créer leur emploi.

PEPS : il y a effectivement aujourd'hui toute une série de mesures qui rendent possible l'intervention des travailleurs sociaux dans le domaine économique.

Intervenant : avec la crise, il faut trouver une autre orientation des budgets sociaux... L'Etat providence semble avoir atteint ses limites, le libéralisme pour les usagers est impossible donc les travailleurs sociaux doivent susciter la modification, l'orientation des transferts sociaux vers d'autres formes d'aide... une aide qui peut elle-même devenir par la suite productive.

PEPS : arriverons-nous à faire émerger en tant que travailleurs sociaux autre chose que la solution libérale ? Il y a là un enjeu fondamental et nous avons un rôle à jouer dans ce sens. Les assistantes sociales spécialisées participent à l'intervention dans la sphère économique depuis longtemps (ex. : les surintendantes d'usine). Par contre, en polyvalence de secteur, nous sommes de plus en plus amenés à s'inscrire dans l'économie à travers les commissions d'allocations mensuelles, d'impayés de loyer...

Nous sommes donc de plus en plus impliqués dans l'économie alors que paradoxalement, nous le nions.

3. Coupables d'assister ?

PEPS : pourquoi cette négation de notre fonction économique, cette résistance idéologique à s'investir dans l'économique ?

Intervenant : le chômage qui se développe chez les travailleurs sociaux doit les motiver à s'intéresser aux problèmes économiques. On vit différemment le chômage des autres que le sien.

Par ailleurs, il faudrait distinguer Etat providence et assistance. La Sécurité sociale par exemple rompt avec l'assistance. Il y a quelque chose dans le vocabulaire qui se manifeste comme si l'indemnisation chômage était de l'ordre de l'assistance alors que des gens ont travaillé, ont cotisé et qu'il s'agit là d'un système d'assurance solidaire.

PEPS : nous assistons à une espèce de recouvrement de tous les mécanismes de solidarité par cette notion d'assistance. Il y a un amalgame qui est fait.

Intervenants : il y a vingt ans, les travailleurs sociaux n'étaient pas plus portés vers l'assistance qu'aujourd'hui car la plupart des choses fonctionnaient en terme de droits. Bien sûr, il y avait l'aide sociale mais elle était destinée à des gens trop âgés pour avoir cotisé, qui avaient échappé pour des raisons historiques au système de Sécurité sociale. L'assistance, il ne faut pas la rejeter.

PEPS : il y a là aussi une lutte à mener concernant le vocabulaire en empêchant que tout ce qui est acquis par des droits ne devienne dans le vocabulaire de l'assistance.

Intervenant : il y a un système de culpabilisation des chômeurs, il faut trouver des boucs émissaires. Il ne faut pas que les travailleurs sociaux qui se sentent facilement coupables de tout se sentent aussi coupables d'assister.

Intervenant : c'est bien se demander s'il est légitime pour les travailleurs sociaux d'intervenir dans l'économique mais il faut aussi se demander si les autres nous reconnaissent ce droit.

Intervenant : il ne faut pas attendre cette reconnaissance des autres pour agir.

Intervenant : j'ai l'expérience d'une municipalité qui a demandé à la Caisse d'allocations familiales de recruter des TUC pour elle par l'intermédiaire de ses travailleurs sociaux.

PEPS : cela pose la question de la fonction que l'on nous fait jouer.

Intervenant : pour reprendre la question de notre légitimité, on peut dire qu'en période de prospérité, il y avait l'économique d'un côté et le social de l'autre mais c'est au moment où le coût du social ne peut plus être assuré qu'il doit être réfléchi aussi en terme d'économique.

Intervenant : en polyvalence de secteur où je travaille, une étude sur les problèmes de logement a démontré en matière de coûts sociaux qu'il était plus économique à long terme de donner à une famille un logement HLM adapté à la dimension de la famille plutôt :

— que la voir dépenser plus de 30% de ses revenus dans un hôtel sans droits à l'allocation logement et sans la sécurité du lendemain ;

— que d'assumer le coût d'un placement à l'ASE pour un enfant ou une fratrie du fait des mauvaises conditions de logement ;

— que de soigner les problèmes ORL répétés chez un enfant habitant un logement insalubre, etc.

PEPS : sur une cité où je travaille, il y a une opération de réhabilitation qui se traduit notamment par une hausse des loyers parce qu'un certain nombre de prestations sont améliorées (entretien, nettoyage, réfection des parties communes...). Pour payer ces augmentations dans une cité où il y a un fort taux de chômage, il y a des problèmes donc de ne pas payer son loyer car c'est mettre à terme l'OPHLM en cessation de paiement ou dans l'impossibilité de rendre le service d'entretien... on entre alors dans un cercle vicieux.

Si l'on veut donc permettre aux gens d'être citoyens, c'est-à-dire de pouvoir exiger de l'OPHLM des prestations, il faut que les locataires aient les moyens de payer leur loyer.

Pour que les gens aient et jouent leur rôle de citoyen, il leur faut des ressources autres que l'assistance.

Intervenants : il nous faut apprendre à démontrer notre crédibilité.

4. Les résistances à investir l'économique

PEPS : les freins de la part des travailleurs sociaux à intervenir sur le plan économique est aussi un contenu idéologique qu'il convient d'aborder. On peut aussi repérer différentes raisons telles que :

— confronter l'image dominante de sortir de la crise : c'est à chacun de se débrouiller à travers le développement du petit artisanat par exemple.

Chez certains travailleurs sociaux, il n'est donc pas légitime d'intervenir économiquement parce que les solutions possibles sont idéologiquement combattues ;

— autre idée : si on favorise l'implantation de petites entreprises, nous favorisons des patrons qui vont rétribuer au SMIC... et qu'il vaut mieux rien du tout que des smicards exploités ;

— un autre volant consistait à articuler professionnels du travail social et réseau de bénévoles compétents en matière de gestion, comptabilité, etc. intervenants comme supports. Or, travailler avec des bénévoles, c'est empêcher l'embauche de techniciens qui sont aujourd'hui au chômage.

Intervenant : le service social ne changera pas tant qu'il n'y aura pas un niveau de lutte à l'extérieur pour le faire évoluer afin qu'il devienne agent de changement social dans le cadre d'un travail communautaire, ce qui nécessite beaucoup d'efforts. Il faut passer de la bonne volonté à une technique de changement social. Au Chili, nous avons eu la chance de pouvoir faire cela avec les moyens financiers, c'est-à-dire avec des gens solidaires, prêts à s'unir pour monter des coopératives et construire des maisons.

Notre rôle était d'aider les gens à chercher des ressources pour qu'ils puissent participer à la construction économique de leur quartier.

Dans ce contexte, « nos usagers » : les travailleurs avaient conscience de leur pouvoir, de la nécessité de se prendre en charge. L'assistant social était engagé à développer, approfondir la solidarité, orienter dans un but de changement social.

PEPS : il faut se poser la question de l'idéologie mais sans que cela ne devienne un frein au changement. Les dogmatiques refusent de voir une réalité qui n'est pas en noir et blanc mais en demi-teinte. Il faut donc pratiquer le pragmatisme tout en limitant celui-ci par des principes bien clairs.

Intervenant : la référence idéologique surgit du terrain, du besoin des gens, de ce à quoi ils aspirent.

Intervenant : il faut distinguer : idéologie, dogmatisme et confusionisme. Ne pas confondre constamment capital et entreprise car quand j'entends dire que créer des entreprises, c'est faire le jeu du capitalisme, c'est étonnant... C'est le pire danger du travail social actuellement.

Il faut donc plutôt définir des finalités et des objectifs que de parler en terme d'idéologie... imaginer qu'il suffit de revendiquer contre des salaires réduits au SMIC, c'est se substituer idéologiquement aux gens. L'un des principes du travail social est que les gens décident de ce qui est bien pour eux et non les travailleurs sociaux...

5. Dans ou hors la société ?

Intervenant : en tant que travailleurs sociaux, nous devons nous dégager de l'idée que nous sommes en dehors de la société, qu'on ne vit pas les problèmes des gens venant d'un milieu social protégé...

Contradicteur : de moins en moins.

Autre intervenant : on s'est rendu compte qu'il y avait au contraire un rapprochement sociologique entre la population cliente du travail social et les travailleurs sociaux. A 1 000 F près par mois, ce n'est pas une différence de classe sociale. Les travailleurs sociaux se recrutent dans des classes plus moyennes qu'avant et par contre les populations clientes se recrutent de plus en plus dans les classes moyennes.

PEPS : on entend d'ailleurs chez certains professionnels du travail social, sans que l'on puisse généraliser, l'idée que la crise frappe les classes moyennes moins en terme de chômage que de restrictions d'avantages. Ce sont des populations « limite » dont les ressources proches du seuil minimum ne leur permettent pas de bénéficier de certains avantages alors qu'elles subissent toutes les charges. Se développe cette idée qu'il y en a marre que ceux qui sont un peu en dessous d'eux bénéficient dans les faits de plus d'avantages.

Intervenant : c'est vrai que les jeunes professionnels qui démarrent quand il leur faut trouver un logement, payer un loyer, c'est très difficile... je pratique le découvert bancaire comme pas mal d'usagers bien qu'issu effectivement de classe moyenne.

J'ai une collègue qui a une saisie pour les impôts... nous ne sommes pas du tout à l'écart des problèmes habituels des usagers, même si nous vivons un peu mieux.

Ce contexte de crise peut être efficace pour pousser le service social à changer.

Intervenant : le chômage n'existe pas que d'aujourd'hui, il a touché en priorité la classe ouvrière et on n'a jamais tant parlé du phénomène de pauvreté que depuis que le chômage touche les classes moyennes.

Intervenant : où nous situons-nous ?

Intervenant : en fait, on vit d'une rétrocession de plus-values, on ne produit rien, nous vivons de ce qui reste après le travail des autres... c'est un statut social de petit bourgeois.

6. Que faire ?

PEPS : cela dit, nous jouons un rôle dans le système économique, dans sa fluidification-redistribution. Avec la crise, est-ce que nous serons amenés à occuper une autre fonction, à être agent de changement idéologique et économique. On peut saisir l'occasion de la crise pour impulser d'autres solutions économiques dans le cadre par exemple de l'économie sociale qui s'appuie sur des principes de fonctionnement différents : un homme, une voix avec des décisions collectives en matière d'investissement (associations, SCOP, etc.).

La crise peut donc être l'occasion d'une restructuration économique qui soit aussi porteuse d'une autre idéologie.

Intervenant : quels sont nos moyens ?

Intervenant : il faut se situer par rapport à un problème de recherche-action à l'intérieur de son travail... Nous n'avons pas l'habitude d'aller négocier avec des patrons. Nous ne faisons pas assez de recherches en tant que professionnels sur les niveaux d'intervention.

PEPS : tu poses la question de notre compétence à intervenir.

Intervenant : de notre manque d'habitude de recherche-action dans le domaine précis.

Intervenant : il serait dommage de perdre de vue pour l'ensemble des travailleurs sociaux l'action sociale dans ses rapports à l'économique. Il faut comprendre en quoi le social est en relation avec l'économique dans les deux sens.

Il faut voir là où on est, quelle est la situation économique du bassin de l'emploi, quels sont les débouchés professionnels, comment s'organise l'orientation professionnelle des jeunes et des adultes et comment le social et le culturel sont « préparateurs » de l'économique.

PEPS : nous avons à inventer les modalités d'intervention des travailleurs sociaux dans l'économique. La manière dont est enseigné l'économique dans les formations initiales ou permanentes n'est pas adaptée.

Intervenant : nous devons aussi réfléchir au problème de transplantation, au déracinement. Quelle position prend-on quand l'on sait qu'il existe pour des personnes un emploi adapté à 500 km ?

Que pense t-on par rapport à cela, est-ce la mobilité ou le droit pour tout le monde de rester à sa place et d'attendre que cela arrive.

PEPS : cela rejoint le problème des immigrés qui n'ont pas de carte de séjour, ni de travail..., que reste t-il comme solution ? Faut-il aborder avec eux la question du retour au pays ?

Est-ce que l'on se contente de faire mûrir la personne dans sa décision ou se donne t-on les moyens d'avoir une capacité de l'influencer sur le problème.

7. Le contexte d'intervention

Intervenant : en tant que travailleurs sociaux, nous nous positionnons par rapport à un projet économique construit en dehors de nous, qui a telle ou telle conséquence et duquel nous nous accommodons en cherchant une légitimité professionnelle.

Intervenant : c'est un mythe de croire qu'il y aurait en France et dans le monde quelqu'un qui aurait le « projet » et qu'il faudrait se situer par rapport à lui. Le gouvernement a un projet mais il y a aussi une réalité économique qui se développe indépendamment et notamment la pression de la situation internationale.

PEPS : on peut s'imaginer que le projet du gouvernement est de gérer la macro-économie et de déléguer toute l'économie locale aux petits entrepreneurs c'est-à-dire à la petite et moyenne bourgeoisie avec éventuellement l'aide des travailleurs sociaux. Est-ce que nous nous situons dans ce projet ou non ? Est-ce une façon à un moment donné de subvertir l'ensemble ?

Intervenant : il y a bien une direction donnée par le gouvernement qui favorise par telle ou telle législation ou circulaire le « local ».

PEPS : il y a effectivement une logique, si le gouvernement a mis en place une délégation interministérielle à l'économie sociale, c'est pour qu'émerge une gestion locale de l'économique. Cela peut vouloir dire « tenez, on vous donne des miettes et laissez-nous gérer la grande économie ».

Est-ce que l'on se satisfait ou non de cela ? Quels moyens a t-on d'intervenir et comment ? Quelle est notre place en tant que travailleurs sociaux dans cet espace là ?

Intervenant : il y a un moyen d'intervention par rapport à la macro-économie, c'est le secteur de l'économie sociale mais aussi toute l'économie parallèle qui n'est pas légitimée et qui permet à pas mal de gens de voter... le gouvernement ferme les yeux là-dessus mais c'est un facteur régulateur. En tant que travailleurs sociaux, nous avons des possibilités d'intervention mais avons-nous l'information nécessaire et la volonté de le faire (ne sommes-nous pas freinés par le maintien de nos formes de travail ?).

PEPS : il faudrait voir l'articulation possible entre cette micro-économie et la macro-économie. Faut-il se contenter de travailler sur le local ou peut-on aussi travailler à rendre ce modèle prototype reposant sur des principes différents généralisables par la diffusion dans tout le corps social, auquel cas nous serons agents de changement.

Actuellement, nous travaillons avec une personne désireuse de monter un atelier de confection et toute notre démarche avec lui a été de faire émerger de la clandestinité, du travail au noir. Est-ce notre fonction économique de travailleur social de faire émerger la clandestinité et de recycler les personnes dans l'économie visible avec ses droits en matière de santé et de chômage et ses devoirs (paiement des cotisations et impôts) contribuant ainsi à l'enrichissement général ?

Ceci situe où est notre nouvelle place dont l'une des fonctions serait de remettre l'économie clandestine dans le pot commun.

8. L'économie sociale ?

Intervenant : il n'y a pas que dans le cadre de l'économie sociale que l'on pourra exercer une pression en tant que professionnels du travail social. C'est le lieu où peut se rencontrer la vivacité du terrain, les initiatives gouvernementales par le biais des circulaires et des lois et le travail social. Ainsi, la conception initiale des entreprises intermédiaires a pu être amendée sur la base des propositions des travailleurs sociaux de terrain ; il y a donc actuellement une écoute des ministères.

Intervenant : il y a aussi une masse d'argent concernant le budget économie sociale en 1984 qui n'a pas été dépensée, ce qui pose la question : « les travailleurs sociaux ont-ils suffisamment de propositions, utilisent-ils tous les moyens dont ils ont connaissance et pourquoi ? »

PEPS : tout à fait d'accord pour faire le choix de l'économie sociale mais est-ce que les usagers, eux, feront ce choix ? Ils peuvent opter pour le salariat, choisir d'être petit patron individuel. Alors, comment faire passer l'économie sociale dans la population et faut-il faire passer cette idée ?

Intervenant : pour faire passer cela, il faut un travail communautaire, aller là où sont les gens, parler avec eux d'où l'importance de l'organisation pour qu'ils se prennent en charge eux-mêmes, c'est la mobilisation des gens en montrant que de tels moyens existent qui répondent à de tels objectifs. Tout cela signifie aussi une autre formation et la reconnaissance de notre statut.

PEPS : il ne faut pas oublier que nous sommes dans un contexte où la référence à l'individu prime. Tout ce travail de conscientisation doit être mené mais ce n'est pas gagné d'avance.

Intervenant : d'autant plus que la hiérarchie n'est pas elle-même gagnée à ce type de pratique, ni forcément les équipes.

ALLEZ Y ! POSEZ VOTRE QUESTION...



9. Des expériences

PEPS : nous allons essayer en partant d'expériences concrètes de situer les problèmes que nous avons rencontrés et les moyens que nous nous sommes donnés pour les résoudre.

La première expérience à X. a été la mise en place d'une mission locale dans le cadre de laquelle a fonctionné un groupe de travail sur l'emploi constitué d'un membre de l'ANPE, d'une économiste qui a organisé plus tard un service économique à la mairie, deux enseignants détachés et un assistant social de secteur à raison d'une demi-journée par semaine de participation.

En tant qu'assistant social, je rejoignais une équipe constituée dans un cadre précis : une mission locale dont l'objectif était d'agir en direction d'un public bien ciblé : les jeunes.

Le premier problème pour moi a été d'élargir la population cible dans notre réflexion, d'arriver à faire passer le problème d'emploi pour les adultes. Le second problème a été de ne pas disparaître ou du moins de ne pas effacer la raison pour laquelle j'étais présent en tant qu'assistant social. Cela, je n'y ai pas prêté attention car dans le contexte où nous étions tous a été subordonné la construction d'un projet économique qui soit crédible vis à vis de la mairie et donc l'aspect social a été mis entre parenthèse. Il y a dès lors eu une absence de prise en compte par mon service de ce projet, je n'ai pas été interpellé par l'équipe, ce qui n'a pas permis de rectification de ma pratique.

Le fonctionnement de la mission locale m'interpelle dans la mesure où il s'agit d'un personnel mis à la disposition par différents organismes (mairie, ANPE, service social, Education nationale...) très motivé au départ et qui s'est démotivé au bout de deux ans. C'est un personnel pas toujours compétent sur le traitement des questions économiques, ni sur les méthodes de travail à employer.

Cette démobilisation du groupe a suivi l'absence de prise en considération de ses propositions par la municipalité mais aussi a été liée à une surcharge de travail pour les membres permanents de la mission locale qui ont privilégié l'accueil des jeunes et leur orientation, un peu au détriment de la recherche de solutions sur les problèmes d'emploi. Plusieurs participants ont demandé à réintégrer leur service d'origine.

L'on peut aussi se poser la question de la proximité institutionnelle et idéologique du personnel de la mission avec la municipalité. En effet, dans cette situation beaucoup de choses se traitent non pas par les circuits officiels mais par les circuits officieux. Tout cela est incontrôlable, opaque pour un travailleur social extérieur à la municipalité et tout se traite ailleurs que dans les réunions d'où l'impression d'impuissance et de manipulation. Une des raisons pour laquelle la municipalité n'a pas répondu favorablement à nos propositions vient d'un à priori idéologique. Pour elle, la seule façon de résoudre le problème du chômage est d'introduire de grosses entreprises créatrices de certains emplois et non de bricoler avec l'économie de petites unités.

Elle craignait aussi d'avoir à sa charge les frais de fonctionnement de la structure d'impulsion que l'on voulait mettre en place. Elle avait à gérer suffisamment d'associations et redoutait aussi de supporter les conséquences d'un éventuel échec, tant sur le plan financier qu'électoral, bref une position très frileuse !

Enfin, confrontée à la rénovation d'un grand ensemble qui absorbait énergie et finances, l'emploi ne constituait pas une priorité alors que dans les discours, la lutte contre le chômage apparaissait toujours comme en avant. Nous n'avons pas réussi à faire prendre en compte l'idée selon laquelle rénover une cité sans procurer les moyens aux locataires de payer leur loyer avec les ressources tirées de leur activité professionnelle était à terme condamner la réhabilitation d'où la nécessité de ne pas dissocier les deux aspects.

Nous sommes arrivés à la conclusion suivante — en tout cas en ce qui me concerne — qu'un dossier même bien présenté ne convainc pas beaucoup et je suis de plus en plus partisan de la stratégie du fait accompli, de la preuve par les faits plutôt que de s'épuiser à négocier quand la conjoncture ne s'y prête pas quitte à y revenir quand la situation aura évolué favorablement de part nos initiatives.

Chaque membre du « groupe emploi » de la mission locale a donc repris son autonomie pour tenter de mettre en application son projet à partir de ses propres moyens.

Pour ma part, je me suis donc replié sur le service social pour rechercher avec mes collègues les solutions pour mener la mise en place d'un dispositif de création d'activités.

Intervenant : ceci recoupe ma propre expérience dans une municipalité de gauche à dominante PC où du jour où leur ministre Rigout a cédé la place à un autre, toutes les municipalités PC ont abandonné la formation professionnelle.

Au départ, l'idée était aussi de fonctionner dans les missions locales à l'interinstitutionnalité. Or, ce qui domine est bien souvent la discrimination idéologique par volonté de contrôle politique sur tout ce qui se fait d'où l'échec du dispositif par la mise à l'écart des dynamiseurs de l'action au départ.

La seule chance du technicien pour qu'on le laisse faire est qu'il n'y ait personne d'autre pour proposer. Dès que politiquement, cela n'intéresse plus soit qu'il y ait diminution du financement ou qu'électoralement ce ne soit plus intéressant, les précurseurs disparaissent.

Intervenant : autre expérience concernant une entreprise intermédiaire : chantier intérieur + restaurant avec des toxicomanes au sein d'un théâtre.

Les problèmes rencontrés par les équipes de travailleurs sociaux qui se lancent dans ce type d'expérience concerne une grande méconnaissance des questions économiques concrètes tels que les problèmes de TVA, etc. Un des jeunes inclu dans cette initiative a renvoyé la question de l'absence de cotisations URSSAF, etc. et ainsi les travailleurs sociaux ont été obligés de se mettre au clair avec tous ces problèmes de législation.

Au départ, les encadrants techniques assumaient aussi le rôle d'éducateur, ce qui devenait trop lourd et confus. Il y a donc eu spécialisation avec d'un côté l'encadrement technique et de l'autre côté tout un travail pédagogique assuré par les éducateurs de la cellule toxicomanie.

Une réunion hebdomadaire à laquelle participent les jeunes, les encadrants techniques et deux éducateurs aborde les différents problèmes. Parallèlement, existe un bilan individuel régulier entre les jeunes et un des travailleurs sociaux.

Cette entreprise intermédiaire s'est montée sur la base d'une association regroupant les travailleurs sociaux d'une cellule toxicomanie et d'un club de prévention. Le conseil d'administration a été élargi pour permettre des ramifications sur la ville concernant les rapports d'une structure de ce type avec les pouvoirs locaux.

Au départ, l'association devait gérer la cafétéria du théâtre municipal qui offrait l'intérêt d'introduire les jeunes dans un monde qu'ils ne connaissaient pas. Le projet était bien engagé mais en 1983, il y a changement de la majorité municipale qui passe à droite et alors le projet disparaît par crainte de « voir des toxicomanes partout dans le théâtre ». Il a donc fallu trouver une autre solution. L'association disposant d'un petit local, celui-ci a été mis à la disposition du restaurant.

Intervenant : les travailleurs sociaux travaillent-ils dans ce restaurant ?

Intervenant : surtout pas car le but poursuivi est que les jeunes arrivent à gérer ce restaurant eux-mêmes. Ils ne sont présents que pour l'évaluation pédagogique et le suivi.

Dans cette expérience, les jeunes qui entrent dans l'association en tant qu'employés ont déjà été suivis au préalable et ce projet est en quelque sorte une phase équivalente à une « post-cure ».

PEPS : souvent, les expériences évoquées sont issues du milieu spécialisé mais en tant qu'assistant social de secteur, nous avons peu d'expérience d'intégration de la dimension économique dans le cadre de la polyvalence de secteur.

Ce débat constitue une première approche et ne présente que des pistes de travail et de réflexion qui se poursuivent actuellement avec certains membres du groupe de l'atelier « droits économiques » avec pour objectifs :

- l'inventaire des différentes expériences et initiatives dont les travailleurs sociaux sont à l'origine ainsi que l'analyse de celle-ci avec exploration des problèmes méthodologiques et opératoires ;
- une interrogation : « en quoi, le travail social est-il concerné aujourd'hui par l'économie avec essai de théorisation et conceptualisation ? ».

VOS RECITS D'EXPERIENCES SERONT LES BIENVENUS. GROUPE TRES ACCUEILLANT ET PRET A S'ELARGIR...

Pour prendre contact, écrire à la revue PEPS, Atelier économique.

8, impasse des Trois Sœurs
75011 PARIS
Tél. : 43.42.14.69 (répondeur)

Atelier « droits politiques »

Sommes-nous dans l'idéologie ou dans le champ professionnel ou dans les idéologies de la profession ?

La politique se formule à des niveaux très différents. Ce peut être la politique des partis ou celui des idéologies ou bien c'est la politique dans son bon sens le plus complet, le plus noble, mais aussi le plus abstrait et pourtant inscrit dans la quotidienneté et que d'aucuns définissent comme la participation à la gestion de la cité.

Que faut-il entendre par « droits politiques » ?

On peut parler des droits des gens ; ils sont alors posés souvent en fonction des codes, des règles, des réglementations lorsqu'ils sont formels, mais ce sont aussi des droits informels, implicites. On peut certes parler du droit de certains à participer à la gestion de la cité en évoquant, par exemple, le droit de vote des immigrés, des mineurs ou des incapables (tout près de chez nous en Suisse, il faut encore en 1985, parler tout simplement, dans certains cantons, du droit de vote des femmes).



Quelle participation des individus à l'action sociale ?

Dans le champ de l'action sociale, au plan du travail social individuel comme au plan du travail social à dimension collective, on relève des pratiques qu'il faut bien appeler vétérinaires et par lesquelles le travailleur social prend à sa charge les problèmes et leurs solutions en interdisant bien à ceux dont ce sont justement les problèmes de s'en mêler.

Au plan de l'action à dimension collective, le travailleur social peut se poser la question d'une autre façon, de la participation des usagers à la gestion de leurs difficultés : puisqu'il est indispensable de penser au droit des citoyens non usagers du travail social de « contrôler » l'action des travailleurs sociaux. On rencontre ce problème très souvent dans la relation que les travailleurs sociaux établissent avec des groupes d'usagers ou des groupes proches des usagers : on pense en particulier aux associations de malades ou d'anciens malades ou par ailleurs aux conseils d'administration des centres sociaux ou aux comités d'entreprise sur les lieux de travail, etc.

La situation se complique avec la décentralisation. Initialement, l'équation est simple : un travailleur social, un client ; quel droit de regard a le client sur les pratiques du travail social qui le concerne ?



Au deuxième niveau, on sort de la relation duelle entre le travailleur social et son client puisqu'apparaît comme acteur de cette relation l'institution qui emploie le travailleur social. Le droit de l'usager ne se pose plus seulement quant aux pratiques dont il bénéficierait, il se pose aussi face à l'institution, souvent anonyme et totalitaire et peu tolérante aux prétentions de l'usager d'avoir un droit de regard sur son propre dossier.

Au troisième niveau, la situation se complique encore. Il y a toujours l'usager, le travailleur social et l'institution et apparaissent, dans le panorama, des groupements bénévoles ou militants d'usagers, d'anciens usagers, de familles d'usagers, d'amis d'usagers. Le groupement est un lieu où l'usager a ou n'a pas la parole, mais le groupement prétend aussi avoir légitimement le droit de s'intéresser aux pratiques du travail social et, *a fortiori*, aux pratiques de l'usager.

Jusqu'à maintenant, le pouvoir politique réel était très loin dans l'arrière-fond des institutions qui rassemblent les moyens de ce pouvoir et inscrivent leur action dans une politique sociale, elle-même partie de la politique générale.

Au quatrième niveau, le pouvoir politique est rapproché, la décentralisation met pratiquement l' élu tout près de l'usager, tout près des groupements, tout près des institutions : le travailleur social aura de plus en plus de mal à se réfugier derrière son institution pour échapper aux regards que porte sur son action l' élu responsable et, ne l'oublions pas, en quête de sa réélection.

Les droits politiques sont maintenant complexes ; il y a, bien sûr, celui de l'usager et celui du travailleur social, et même celui de l' élu naturellement fort de sa légitimité, mais, bien sûr, dans tout ce concert, celui qu'on entend le moins, c'est celui qui a la voix la plus faible. Nous savons que dans un système social (de gauche ou de droite), celui qui, pour quelque raison que ce soit, fait la preuve qu'il est incapable de gérer tout ou partie de son existence, celui-là a perdu *ipso facto* son droit à revendiquer un contrôle sur son existence et, bien sûr, son droit à participer à la vie de la cité.

Nous savons tous qu'une très grande part des abstentionnistes se rencontre justement chez les clients des travailleurs sociaux. Ces pauvres-là, par la tête ou par le corps ou par l'économie, ne peuvent et le plus souvent ne veulent que du secours permanent et cette préoccupation est tellement première qu'elle gomme toutes les autres. Ainsi, les assistés sociaux s'excluent-ils eux-mêmes du politique par une sorte d'auto-censure, parfois dissimulée derrière un désintérêt agressif ou résigné.

Il en est ainsi partout entre l'homme qui a besoin de son semblable et celui qui est considéré comme supérieur puisqu'il a ce que les autres n'ont pas. Nous savons que c'est vrai dans la relation entre le malade et le bien-portant qui s'occupe de lui, et que c'est vrai aussi dans le rapport entre l'ignorant et celui qui sait des choses que l'ignorant ne connaît pas. C'est donc sûrement vrai, hélas, dans le rapport de celui qui est incapable de satisfaire à ses propres besoins à l'égard de quelqu'un qui sait ou qui peut répondre à ces besoins.

La relation d'aide

La situation d'être aidable quand elle vous met en présence d'un aidant potentiel est, quel que soit cet aidant, une situation basse pour ne pas dire une situation d'infériorité. Dans une société comme la nôtre, on sait que la capacité est une vertu puisque l'incapacité est le plus souvent vécue comme une faute que sanctionnent des déchéances multiples. C'est ainsi que l'handicapé physique qui a donc perdu une partie de sa capacité à bouger, à vivre seul, etc. se trouve totalement infériorisé puisque le système produit des valides qui s'occuperont de lui et qui, c'est bien connu, sauront toujours mieux que lui ce qui lui est bon ou mauvais.

C'est au nom de cette infériorisation qu'il est très difficile à ceux qui aident, les aidants, de reconnaître la plénitude de leurs droits aux aidables. Qui plus est, ceux qui ont gardé la capacité mais ne sont pas dans la situation des aidants sont encore parfois plus féroces à l'égard des aidables que ceux qui vont produire de l'aide. Les disqualifications sont nombreuses, parfois totales.

Au cours de l'atelier, de nombreux exemples ont été donnés relatifs aux chômeurs, aux toxicomanes, aux handicapés physiques, aux femmes en difficulté, aux immigrés, aux personnes âgées, déçus de leurs droits en raison de la nécessité où ils se trouvent d'avoir recours à un aidant ou à un entr'aïdant. On a proposé la transparence comme un moyen de permettre aux aidables d'avoir un droit de regard sur le traitement de leur affaire. Mais, on s'est demandé si la transparence ne fonctionnait pas comme un mythe et dans ce cas, où pouvait se situer le contre-pouvoir du pouvoir de ceux qui peuvent occulter, cacher, dissimuler. On a mis en évidence, semble-t-il, que l'isolement ou la solitude posés comme conséquence de désolidarisation sont des situations qui entraînent, en même temps, les déchéances prononcées et les auto-dévaluations.

Quels engagements pour les travailleurs sociaux et avec qui ?

Il semble qu'aussi bien au plan de la formation qu'au plan des fonctionnements, le travail social doit remettre en évidence les notions des droits personnels et sociaux en allant bien sûr au-delà de la référence aux droits de l'homme. Dans l'atelier, certains se sont faits les avocats d'une politisation du travail social, ou plus exactement de la nécessité, pour les travailleurs sociaux de se situer politiquement. D'autres, sans nier ce point de vue, ont cherché à faire entendre cette idée que l'engagement politique du travailleur social n'était pas suffisant pour garantir à l'usager le plein exercice de ses droits. On est revenu beaucoup sur ce qu'on a appelé la passivité ou la résignation ou cette sorte d'attitude d'auto-ségrégation qu'on retrouve dans les fonctionnements des usagers.

On voit que le « droit » devient de plus en plus souvent attribué et de plus en plus rarement un droit revendiqué. Serait-ce que les usagers réussissent à exercer ailleurs leurs droits fondamentaux ?

L'apparition, dans le champ du travail social, de nouveaux professionnels du social qui ne ressemblent plus tout à fait aux travailleurs sociaux formés et diplômés que nous connaissons, repose extensivement la question du droit politique dans le champ de l'action sociale. En effet, à certains égards, ces néo-professionnels sont plus militants que les professionnels traditionnels, mais il leur arrive aussi d'être plus naïfs ; on les voit donc simultanément plus sensibles au respect du droit des autres et, dans le même mouvement, inattentifs au piétinement de droits élémentaires.

Il semble bien que le garant le plus sûr, sur le plan du respect du droit des gens, soit l'exercice des solidarités. Certes, on connaît des solidarités oppressantes, voire totalitaires, mais on en connaît d'autres qui valorisent la personne, les adhérents, les solidaires et permettent justement aux membres des solidarités de trouver leur juste place en fonction de leurs aptitudes et caractéristiques propres.

L'intérêt que nous portons les uns et les autres aux différents lieux de pouvoir, l'intérêt que nous portons aux paroles et aux pratiques et aux rapports entre les pratiques et les institutions reste, en définitive, le seul garant d'une mobilisation permanente sur ce thème.

On le voit bien, certes, sont posées de façon permanente les questions fondamentales sur les droits politiques des usagers lorsqu'on entend politique au sens démocratique du terme, c'est-à-dire le droit de voter, d'être représenté etc.

Mais, en réalité, le problème est bien plus important puisque le premier des droits politiques, c'est de gérer sa propre vie et que ce droit est systématiquement « contesté » dans les situations de vulnérabilité voire de dépendance que vivent les usagers du travail social.

A cela s'ajoute bien sûr la difficile question, au-delà de la proclamation de l'égalité des hommes en droit, des moyens du droit et cette question bien sûr se pose d'abord en termes économiques : certes, comme on le dit souvent « tous les hommes sont égaux en droit » ; certains, hélas, (et ce sont bien sûr les plus pauvres) sont moins égaux que d'autres.

Droit ou logement : quelles stratégies possibles des travailleurs sociaux

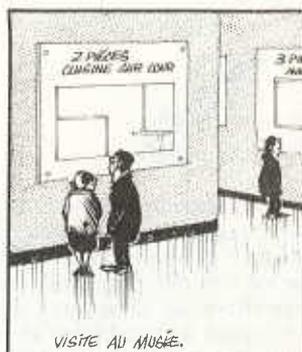
L'atelier intitulé « droits humains fondamentaux » a choisi d'aborder uniquement le thème du droit au logement. La discussion entre les participants s'est principalement organisée autour des expériences de travailleurs sociaux intervenant concrètement sur cette question.



Impayés de loyer

Des assistances sociales employées par une société d'HLM de la banlieue parisienne ont expliqué comment un service social a été créé dans cet organisme à la demande des habitants regroupés et représentés par une association de locataires.

Le service social de la société HLM s'est tout d'abord orienté vers le problème des impayés de loyer en étroite



liaison avec les locataires du quartier ; une importante collaboration avec les assistant(es) sociaux de secteur a permis d'approfondir ce travail ; c'est ainsi qu'une commission d'impayés de loyer a été mise en place mais elle ne fonctionne pas comme la plupart des autres commissions avec un fond de roulement connu tel que le prévoit la circulaire ministérielle du 20.07.1982 (relative à la mise en place des dispositifs d'aide aux familles ayant des difficultés pour faire face à leurs dépenses de logement). En effet dans cet exemple plusieurs organismes sont représentés tels que CAF, CRAMIF, élus locaux mais aussi ASE et ANPE ; leur participation est très différenciée selon les organismes et ils contribuent financièrement à la résorption des dettes sous forme de secours financiers (et non de prêts). Selon les cas examinés par la commission, l'ANPE intervient également pour la recherche d'un emploi. Il est à noter que cette commission a examiné des dettes de loyers très importantes ce qui n'est pas prévu non plus par la circulaire du 20.07.1982. Il faut préciser que la situation locale était particulière ; sur ce quartier, il y avait 65% d'arriérés de loyers. Quant à la moyenne des dettes par famille, elle était de 60 000 F à 80 000 F.

Cette commission d'impayés de loyers a permis de poser collectivement le problème de la Cité, de réfléchir aux causes de ces impayés. Elle a pu démontrer aux organismes sociaux leur lenteur dans la résolution des problèmes administratifs (déblocage de l'allocation logement par exemple), et aussi de résorber pour les familles concernées une partie de leur dette.

Cette négociation des dossiers s'est appuyée sur une étroite concertation avec les assistant(es) sociaux du quartier (polyvalent(es) et spécialisé(es)).

Attribution des logements

Le service social de la société d'HLM a ensuite travaillé sur un projet de réhabilitation d'un quartier avec les architectes et la population concernée. Dans ce cadre, le service social a participé au relogement de près de 200 familles et a pu servir d'intermédiaire pour faire connaître leurs besoins (par exemple : nécessité de grands appartements, car beaucoup de familles nombreuses).

Ce travail effectué pourtant très en lien avec les habitants du quartier n'est pas sans poser des interrogations aux travailleurs sociaux qui y participent.

Un travailleur social doit-il participer aux commissions d'attribution des logements, aux commissions d'impayés de loyers ? En fonction de quels critères ? Comment préserver le secret professionnel dans le cadre de ces commissions face aux administrateurs des sociétés d'HLM et les élus, tout en défendant la situation des familles en difficulté ?

D'autres expériences ont été rapportées dans le cadre de cet échange. Une assistante sociale de secteur travaillant dans une ville de Haute-Marne nous a parlé de sa participation à une CIL, de son fonctionnement, de ses limites et de la place du service social de secteur qui présente les dossiers.

Depuis quelques mois, cet instance est dans une impasse, car les dettes sont trop élevées et au-delà de 10 000 F d'impayés elle ne peut plus intervenir. Par conséquent des expulsions risquent d'être exécutées faute d'autres solutions.

Cette assistante sociale note l'opposition entre deux logiques : d'une part le service social « défenseur des usagers » et d'autre part la logique de gestion des HLM, qui veulent que « l'argent puisse rentrer dans les caisses ».

Un autre assistant social de secteur travaillant dans les Yvelines rappelle que les négociations, y compris dans le secteur social se font à travers l'argent. Que doit faire le TS pour éviter les expulsions ? Doit-il essayer d'obtenir des secours financiers ? Doit-il permettre aux habitants de s'organiser sur les quartiers ? Peut-il les aider à changer de cadre de vie ?

Il ressort de la relation de ces expériences des questions portant sur la participation des travailleurs sociaux aux instances de décisions (CIL, attributions de logements etc.). Cette question n'a pu être tranchée tant il est vrai qu'elle dépend des contextes locaux.

Toutefois, il semble que pour ceux qui décident d'y participer, il soit nécessaire de s'appuyer sur un projet précis qui suppose au préalable une coordination et un consensus au niveau local des travailleurs sociaux. L'autre voie est de se limiter à une simple présentation des dossiers, mais n'y a-t-il pas dans ce cas risque d'utilisation du travailleur social comme simple agent de renseignements ?

Foyers d'hébergement

Des éducateurs ont aussi relatés leurs expériences, et les contradictions qu'elles soulèvent.

Un éducateur de centre maternel à Paris nous rapporte les difficultés que doivent affronter les femmes qui sortent du foyer. Elles n'ont pas de priorités particulières pour l'accès au logement et doivent parfois se résoudre à être hébergées dans un autre foyer pour éviter d'être à la rue.

Quant à l'hébergement en région parisienne il n'y a pratiquement aucune possibilité, les délais d'attente pour l'admission dans ces centres étant presque toujours de plusieurs mois.

Une éducatrice en prévention spécialisée sur Paris explique les limites du travail éducatif quand la situation matérielle des familles est complètement bloquée et que les conditions de vie sont trop difficiles. Elle reprend certaines questions : qui interpeller pour permettre un relogement ? Nos employeurs, les élus ? Les travailleurs sociaux doivent-ils se regrouper pour faire aboutir ce droit ? Doivent-ils se faire aider par des associations d'usagers ?

Selon cette collègue, les travailleurs sociaux doivent

adopter une stratégie permettant aux familles en difficulté d'obtenir des logements. En effet dans certains cas, des accords ont pu être négociés entre des Offices d'HLM et certains services ou associations.

Logement des jeunes

Dans ce débat, nous avons également pu évoquer la question du logement des jeunes. Ce n'est pas un droit reconnu notamment pour certaines catégories de jeunes défavorisés ou à la recherche d'un emploi. Il existe une peur des populations face aux jeunes, l'implantation des jeunes travailleurs qui pose parfois des problèmes, en est l'illustration.

Un assistant social en formation actuellement en stage dans une mission locale (en banlieue parisienne) nous précise que le logement peut être un outil d'insertion prioritaire. C'est une nécessité pour l'autonomie des jeunes, certains pensent qu'une fois le logement réglé, les problèmes de formation ou de recherche d'emploi peuvent être envisagés. Sur cette ville un comité local pour le logement des jeunes a été créé. Il est envisagé de négocier des appartements pour ces derniers, et d'obtenir des financements pour leur installation. Un travail avec les jeunes des associations est amorcé pour mettre sur pied ce projet.

Une assistante sociale nous fait part aussi de la création sur sa commune d'une association pour le logement des jeunes. Les travailleurs sociaux y adhèrent de façon individuelle ainsi que des membres d'autres organismes. L'association sera locataire de plusieurs studios, de chambres, et d'un grand appartement. Des subventions ont été obtenues pour la mise en état des locaux, l'achat des meubles, et le paiement du salaire d'un gestionnaire. Des critères ont été définis pour permettre à des jeunes aux faibles ressources (en formation, stage, ou TUC) de pouvoir être admis dans ces logements. Un contrat sera passé entre chaque jeune et l'association.

Une éducatrice nous fait part également de son expérience de travail auprès d'handicapés mentaux où des associations sont locataires d'appartements permettant à ceux-ci de se loger. Ces associations se portent garantes auprès des sociétés d'HLM dont elles sont les locataires en titre. Ces dernières expériences ou des travailleurs sociaux, des usagers, regroupés au sein d'associations se portent locataires de sociétés d'HLM ou de logements privés pour des familles défavorisées, ouvrent-elles la voie à de nouvelles perspectives ? Au côté des travailleurs sociaux créateurs d'emplois, pourquoi pas des travailleurs sociaux gestionnaires de logement ?

Cependant, ces expériences bien qu'ayant valeur d'exemples ne résolvent que quelques cas.

Ne doit-on pas parallèlement continuer à interpellier les élus, les organismes sociaux, nos institutions sur ce problème ?

Mais quelle stratégie serait à mettre en œuvre pour que le maximum de personnes puisse bénéficier de ce droit fondamental à un logement correct ?

A l'issue de cet atelier, tous les participants ont émis le souhait qu'un prolongement soit donné à ce débat. Après plusieurs propositions concernant un cadre de rencontre possible autour de la revue et de l'association PEPS, un principe simple a été retenu ; les deux assistantes sociales employées par la société HLM centraliseraient les coordonnées de chacun des participants et se chargeraient de les redistribuer.

De fait, des contacts ont été pris ultérieurement sur un même département mais se sont limités à la question précise de la participation des travailleurs sociaux aux commissions d'impayés de loyers.

Nous souhaitons qu'un groupe de travail plus large s'organise sur le thème général du droit au logement et des « stratégies » à mettre en œuvre par les travailleurs sociaux pour assurer aux populations ce droit fondamental.

PEPS se propose donc de servir d'intermédiaire et de cadre de rencontre pour une telle initiative ; Si vous êtes intéressés par cette initiative, prenez contact avec PEPS.

Face au politique quel espace, d'autonomie pour le travail social ?

Dans un premier temps, lors de ce débat, il est apparu très important de cerner le plus concrètement possible notre réalité de travailleurs social.

1. Quelle est cette réalité, qui sommes-nous ?

Le travailleur social est-il le technicien de la relation individuelle (c'est en tout cas ce à quoi sa formation l'a préparée), ou un agent de changement et de développement social ? A t-il un rôle de relais ou d'oppression.

Si nous même, nous ne sommes pas clairs sur ce thème, comment pouvons-nous être reconnus par les autres partenaires ?

Lors des discussions, il a semblé important d'avoir une réflexion pour déterminer « un seuil au-dessous duquel le TS ne peut aller » (sur le plan de la négociation : éthique professionnelle et sur le plan social : droits élémentaires de la population).

La réalité du travail de terrain baigne dans une forte demande individuelle. Comment au milieu de cela acquérir une capacité d'analyse qui permette de se situer, de connaître les circuits et les pouvoirs de décision ?

Car en effet s'il y a une opposition à avoir face à un partenaire, on ne peut s'opposer sans de solides arguments.

2. En fonction du rôle que nous nous attribuons, quelle autonomie avons-nous réellement ?

L'autonomie du travailleur social, en fait pour le groupe de travailleurs sociaux, n'existe pas. Nous avons préféré utiliser le terme de « marge de manœuvre », qui elle, est bien réelle.

Il nous est apparu normal que l'employeur puisse « demander des comptes » sur notre action.

Cependant, pour pouvoir acquérir une véritable marge de manœuvre, il faut d'abord devenir, face aux diverses instances avec lesquelles on travaille, un véritable partenaire (savoir remettre en question ses pratiques de travail, définir des objectifs globaux, élaborer une stratégie), tout en connaissant les préoccupations de nos partenaires (logique du discours politique ou administratif, aspects électoraux, image de marque...).

Cependant cette marge de manœuvre est parfois réduite, et ce que les travailleurs sociaux refusent de faire, d'autres salariés l'appliquent. Où se trouve alors le respect de la population ?

Il est aussi parfois difficile aux travailleurs sociaux de faire leur place quand toute l'institution dont ils dépendent, y compris la hiérarchie, souhaite qu'ils restent des exécutants d'une politique sociale et ne fait pas remonter leurs demandes.



3. Comment négocier notre autonomie ?

Il a paru évident à chacun, que cette autonomie relative, ou cette marge de manœuvre doit pouvoir être réfléchie collectivement. Il est donc nécessaire pour les travailleurs sociaux, de se créer des lieux d'échanges et de réflexions ou d'utiliser ceux qui existent déjà. Cette initiative peut avoir plusieurs conséquences :

- se connaître entre travailleurs sociaux ;
- centralisation et circulation des informations ;
- être l'interlocuteur unique pour les autres partenaires, donc être reconnu et avoir un réel rôle à jouer ;
- définir une stratégie unique ;
- créer un espace dynamique où on capitalise les expériences pour pouvoir les analyser et les reprendre.

Pourtant on se heurte parfois à une certaine léthargie des professionnels qui « ronronnent » dans le travail social, et aussi aux exigences d'autres partenaires parfois incompatibles avec les bases élémentaires que les travailleurs sociaux se donnent pour travailler.

Des questions se sont aussi posées sur le rôle des syndicats dans cette problématique, les avis étant divergents. Pour les uns, ils ne défendent qu'un aspect corporatiste. Pour les autres ils sont liés au pouvoir politique... Certains ont posé la question : sait-on vraiment utiliser l'organisation syndicale et est-on au clair sur l'aspect engagement ou neutralité du travail social ?

Cependant, les différentes expériences qui ont pu être décrites démontrent que malgré tout, il y a de réels potentiels à utiliser.

Si l'autonomie du travail social n'existe pas, il a cependant une véritable marge de manœuvre qu'il doit savoir mettre en valeur.

Les textes suivants relatent des initiatives qui furent exposées dans ce forum.

Stage femmes sans qualification

A partir d'un besoin émanant d'usagers du service social de secteur, des assistantes sociales ont décidé de mettre en place une action collective et se sont confrontées aux difficultés d'un travail avec différents partenaires.

Origine et objectif du projet :

Les assistantes sociales de la DASS travaillant sur un quartier îlot sensible sont saisies de nombreuses demandes d'emploi de femme de 25 à 45 ans chargées de famille, souvent sans qualification, avec un niveau d'étude proche du CM2, elles ont besoin d'un emploi stable pour trouver une indépendance financière.

Ces femmes rencontrent régulièrement le service social et vivent des prestations familiales et d'aides financières diverses. Elles ne se sont pas intégrées à la vie professionnelle pour diverses raisons : enfant en bas âge, aucune qualification, inadaptation aux exigences du monde du travail, difficultés familiales.

Dans un premier temps, compte tenu du marché de l'emploi, nous avons proposé des réponses individuelles sous forme de dépannage. Un cahier d'offres et de demandes d'aide aux personnes âgées et handicapées a été créé.

En mars 1984, nous avons recensé ces femmes et leurs possibilités de travail sur une grille d'analyse qui nous a démontré leur besoin de formation.

Sur la commune, une maison de retraite médicalisée doit ouvrir ses portes fin 1986 avec la création de 100 emplois environ. Ces emplois regroupent des qualifications à la fois différentes et complémentaires dont des agents de service hospitalier.

Ces perspectives nous ont permis d'envisager un stage préqualifiant pour les femmes recensées sur la grille d'analyse.

Sa réalisation : démarches-contacts

Pour envisager ce stage nous avons travaillé avec une structure municipale, le centre socio-culturel, centre avec lequel nous avons l'habitude de fonctionner.

Nous nous sommes adressés : au service des stages d'insertion de la DASS, à la direction départementale des droits de la femme, à la direction départementale du travail ; à la suite de ces différentes démarches la direction des droits de la femme donne son accord pour le financement du stage.

La rémunération des stagiaires n'étant pas possible dans ce type de financement, nous avons envisagé avec le centre socio-culturel de chercher un financement comprenant l'indemnisation des stagiaires. Cette rémunération nous semblait indispensable pour une réelle reconnaissance de cette formation.

Le centre socio-culturel, dont la PAIO, déjà agréé centre de formation ont pris le relai pour poursuivre les négociations avec les institutions concernées.

Le quartier étant « îlot sensible », le conseil régional a accepté de financer le stage, et s'est adressé à la direction du travail pour la rémunération des stagiaires. Cette rémunération est égale au minimum à 70% du SMIC.

Parallèlement à la recherche du financement un travail en commun entre la CAF, le centre socio-culturel, les institutions médico-sociales locales, la DASS a permis d'envisager le contenu du stage.

La DASS acceptait de détacher une assistance sociale à tiers de temps pour le stage, la CAF déléguait une conseillère en économie sociale et familiale à tiers de temps également.

La municipalité envisageait l'embauche d'une permanente responsable du stage.

Une quarantaine de femmes (connues des services sociaux de la commune) étaient intéressées par cette formation.

Les critères de sélection, âge, situation de famille, niveau scolaire ont permis de retenir 17 candidatures.

Une réunion d'information en septembre 1985 a permis à 5 femmes de trouver une autre orientation.

Restaient 12 femmes qui ont commencé le stage le 7 novembre 1985.

Analyse-aspect positif-négatif :

Avant que ce projet aboutisse, nous avons rencontré des difficultés. Notre propre formation d'assistante sociale est centrée sur le travail individuel, nous nous situons difficilement dans un projet collectif. Nous appartenons à un service qui a des exigences particulières souvent orientées vers le travail individuel ; les tâches diversifiées auxquelles les assistantes sociales polyvalentes de secteur doivent faire face monopolisent 90% de leur temps. Nous ne nous sentons pas réellement soutenues dans de tels projets sauf lorsqu'ils ont abouti.

Nous avons dû pour réaliser ce projet compter sur la municipalité car notre service ne pouvait être organisme de formation. Lorsque des projets novateurs sont proposés les différents partenaires sociaux ont des difficultés à s'y intéresser.

Pour réaliser de tels projets, nous avons fait appel à différents intervenants dont la municipalité, ce projet ne correspondait pas forcément aux objectifs politiques de celle-ci. Ce projet ne représentait pas un impact électoral.

Nous avons subi également la pesanteur de l'administration qui nous a encouragé à différentes reprises.

Le stage a enfin démarré, nous nous apercevons qu'il répond réellement aux désirs d'insertion des femmes retenues, notamment au niveau de la rupture de la solitude qu'elles vivaient. Elles ont actuellement un sentiment d'espoir qui leur permet d'envisager l'avenir.

Le service social a répondu collectivement à des besoins individuels et donne une image de lui autre que le contrôle social dont on veut l'affubler de plus en plus. Le service social fait là la preuve de ses capacités d'adaptation.



Collectif du personnel concourant à l'Action sociale à Paris.

Est-ce un échec ? Une expérience parisienne

En octobre 1984, les travailleurs sociaux ont découvert l'existence de deux notes confidentielles de M^r Tibéri, Vice Président du conseil général et de M^r Lafouge, directeur du Bureau d'aide sociale. Elles visaient à installer un fichage systématique de la population parisienne sollicitant une aide financière à l'Aide sociale à l'enfance.

L'action menée

Rapidement une partie du personnel concourant à l'Action sociale impliqué directement ou indirectement par ces notes de service, se réunit en collectif avec trois objectifs principaux :

- abrogation de la note « Tibéri » du 20.07.1984 ;
- abrogation des notes « Lafouge » du 20.09.1984 et du 12.12.1984 ;
- destruction des fichiers.

Le collectif, après avoir examiné les notes incriminées s'est engagé dans l'action :

- information du personnel concerné sur l'existence des deux notes et les dangers qu'elles représentent pour la population et la profession ;
- refus de fournir les photocopies des titres de séjour et d'identité ;

- refus de mentionner la nationalité lors de la constitution des dossiers ;
- lettre à l'administration pour réclamer des précisions sur la constitution des fichiers ;

- saisie de la Commission nationale de l'informatique et des libertés (CNIL), le 30.09.1984 à propos des notes du 20.09.1984 émanant de M^r Lafouge, directeur du BAS de Paris ;
- recours au tribunal administratif de Paris le 19.11.1984 par la CFDT au sujet de la légalité des deux notes de service ;

- demande d'audience à M^r Lacaze, sous-directeur de l'Aide sociale à l'enfance ;
- saisine de la CNIL le 15.01.1985 à propos de la note du 27.07.1984 émanant de M^r Tibéri ;

- rassemblement devant la Mairie de Paris.

M^r Chirac a refusé de recevoir cette délégation. Celle-ci a cependant été reçue par les élus du Parti Communiste et du Parti Socialiste.

Par ailleurs plus de cinq cents personnes ont signé la pétition soutenant l'action du collectif.

Les initiatives dans leurs ensembles ont été prises lors des assemblées générales du collectif.

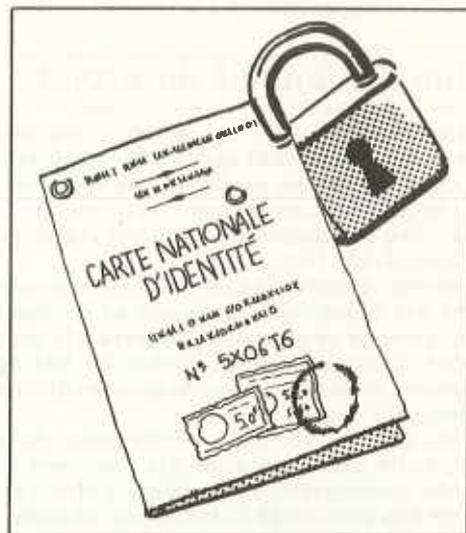
Le soucis principal du collectif a été de regrouper et coordonner les avis et les décisions des différents membres de cette organisation (syndicats, travailleurs sociaux, administratifs, associations de défense des immigrés) afin de rester groupé autour des trois objectifs fixés dès le début.

Cette action a été également longuement diffusée au sein des organismes sociaux de Paris afin d'informer et de coordonner les différentes initiatives sur le terrain.

Enfin, la presse a été contactée à plusieurs reprises et le collectif a constitué en mars 1985 un dossier réunissant les actions menées et les résultats obtenus.

Les résultats

Le premier résultat de ces démarches a été la décision de la CNIL du 13.12.1984 décrétant à propos des notes de M^r Lafouge (elles exigeaient la production de photocopies des pièces pour toute demande d'aide sociale afin de procéder à des vérifications à la préfecture de police), que celle-ci constituait un détournement de finalité des fichiers et qu'une telle pratique devait cesser.



Les demandes d'audiences auprès de Messieurs Chirac et Lacaze sont restées, elles, sans réponse.

La CNIL a diligenté une enquête auprès des services de l'Aide sociale à l'enfance au sujet de la note de M^r Tibéri (elle exige la constitution de fichiers nominatifs des demandeurs étrangers d'aide en situation régulière et irrégulière pour transmission au président du Conseil général).

Elle a reçu le 27.01.1985 les parties en présence : le collectif, la CGT et M^r Tibéri, vice-président du Conseil général de Paris.

La CNIL confirme le 18.07.1985 la légalité de la note et en précise, cependant, certaines modalités d'application.

Le bureau du collectif a été reçu par les services de Mme G. Dufoix qui précise également le 18.07.1985 la légalité de la note « Tibéri » et que, en tout état de cause, seule la CNIL est compétente pour examiner l'application de cette note.

Enfin, à notre connaissance, les différents recours auprès du tribunal administratif sont restés sans suite.

Il convient donc de noter qu'à la vue de ce bref récapitulatif, les trois exigences du collectif ont partiellement abouti : la transmission des pièces d'identité à la Préfecture de police par la BAS a été interdite et les fichiers détruits.

Les revendications concernant la note « Tibéri » ont été entendues par la CNIL. Cependant l'application de ce texte a été autorisée.

Peut-on parler d'échec ?

Courant juin 1985, le sentiment d'échec restait prédominant au sein du collectif. Ayant eu beaucoup d'espoir dans les demandes auprès de la CNIL et du ministère de la Solidarité nationale, la déception ne fut que plus grande devant les résultats de faible portée.

Néanmoins, deux points positifs restent à l'actif du collectif.

Le premier est d'avoir su mobiliser pendant un temps assez long une partie importante des travailleurs sociaux autour de revendications très précises, concises et non-catégorielles concernant des mesures sociales contestables.

La seconde est d'avoir créé un rapport de force professionnel avec l'aide de différents partenaires extérieur à la profession sur le plan de la politique sociale et de son application à Paris.

Ce rapport de force et la large publicité effectuée dans les milieux professionnels est un acte important dans la vie sociale à Paris.

Cela montre à l'évidence que dans le cadre de la décentralisation les travailleurs sociaux ont une place à prendre et à revendiquer dans le choix et l'application d'une politique sociale.

En effet, on peut aisément concevoir qu'après une telle action, les pouvoirs politiques et administratifs au sein des collectivités territoriales chargées de la mise en place d'une politique sociale ne pourront pas faire abstraction indéfiniment de l'avis, voir de la réaction des travailleurs sociaux confrontés à l'application de cette politique.

Il ne s'agit pas, à court ou à long terme pour les travailleurs sociaux de s'opposer systématiquement à l'application de politiques sociales mais de participer à leur élaboration en tant que professionnel connaissant bien la situation de terrain.

C'est l'une des conclusions à laquelle nous sommes parvenus lors du forum concernant les rapports travailleurs sociaux/élus dans le cadre de la décentralisation.

Suite à l'exposé de plusieurs expériences de collaboration ou de lutte entre travailleurs sociaux et élus de toutes tendances, il nous est apparu que la NEGOCIATION, le DIALOGUE, sont les seules voies d'une décentralisation efficace et harmonieuse.

Le seul enjeu important est donc de se faire reconnaître comme partenaire indispensable à l'élus dans l'élaboration et l'application de la politique sociale décentralisée.

Il ne s'agit pas pour nous, dans un dialogue avec les élus, de contester le fondement politique de leurs décisions et de leurs choix qui restent légitimes, mais de défendre les droits et besoins des populations administrées.

Il importe dans cette négociation d'obtenir en tant que professionnel et avant toute chose, qu'un « MINIMUM SOCIAL » (travail, logement, pouvoir d'achat, santé, éducation, droits fondamentaux, etc.) soit accessible à toutes populations.

Ce n'est qu'à partir de ce « minimum » qu'il sera possible pour nous de négocier sur la mise en place et l'application de telle ou telle politique sociale.

Si la question du « minimum » vous intéresse, il vous est possible de contacter le groupe qui travail sur ce sujet depuis deux mois en écrivant à PEPS.

STAGE FORMATION DE FORMATEURS

« Vie Quotidienne et Santé »

— Permettre aux personnels de santé, animateurs d'associations, travailleurs sociaux... de faire passer la prévention auprès de leur public.

— Réflexions sur la prévention, connaissance du public, méthode pédagogique utilisée...

Ce stage à lieu à Paris

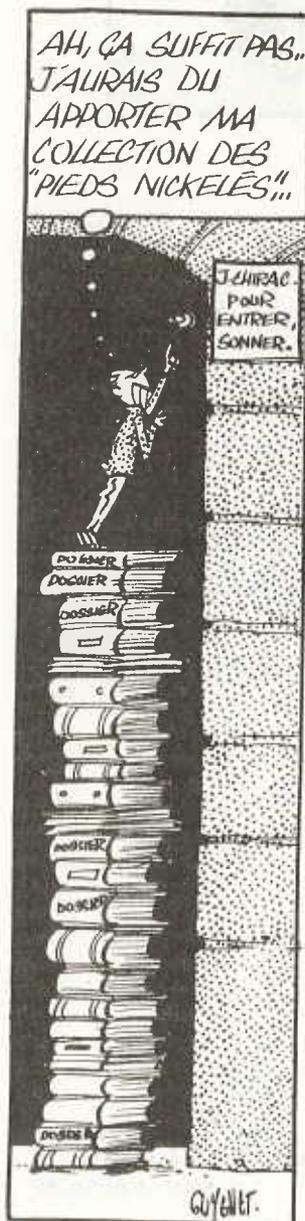
les 3, 4, 5 et 6 mars 1986 et entre dans le cadre de la formation continue.

RENSEIGNEMENTS et INSCRIPTIONS :

CLUB EUROPEEN DE LA SANTE

9, bld. des Capucines

75002 Paris. Tél. : 42.65.51.23.



« A travers la diversité de nos professions, existe-t-il des principes, voire des forces convergentes, pour élaborer des stratégies communes, définir une identité propre au travail social sur les plans statutaires, éthiques et organisationnels ? »



Intervenants invités :

- Un groupe d'assistantes sociales de Conflans-Sainte-Honorine.
- Un groupe d'assistantes sociales de La Courneuve.
- Un groupe d'assistantes sociales ayant tenté à l'intérieur de l'ANAS (Association nationale des assistants sociaux) de poser la question de l'ouverture aux autres professionnels du travail social.
- Jean-Marie Gallet, vice-président de l'ANED (Association nationale des éducateurs des DDASS).
- Gaby Tome, éducateur, responsable CFDT.
- Georges-Marie Salomon, représentant de la CFPS (Confédération française des professions sociales).

Une quarantaine de participants :

- Assistantes sociales.
- Educateurs.
- Sociologue du travail.
- Formateurs en travail social.

Animateurs

- Edith Fonteneau PEPS.
- Jean-Marie Gallet ANED.

Secrétaire :

- Laure Lasfargues participante.

La synthèse faite du Forum N° 3, tente ici de refléter la dynamique de la discussion, en essayant de retracer le cheminement du questionnement, pouvant s'énoncer comme suit :

I. Nos réflexions :

- A. Avant tout, où en sommes-nous et que constatons-nous ?
- B. Qui sont les travailleurs sociaux ?
- C. Y a-t-il dans les travailleurs sociaux une résistance à l'évolution ?
- E. Comment travailler en commun ? deux exemples :
 - a. Conflans-Ste-Honorine
 - b. La Courneuve.
- F. Face aux problèmes de la décentralisation, l'éparpillement des professionnels (et leur isolement) permet-il de se défendre ? (Faut-il, d'ailleurs se défendre. N'est-ce pas un mythe ?)

II. Quelle est la position des associations professionnelles et des syndicats ?

- A. Groupe d'assistantes sociales au sein de l'ANAS ayant tenté « l'ouverture ».
- B. L'ANED.
- C. La CFPS.
- D. La CFDT.

Conclusions formulées

par les participants :

- Nécessité d'aller vers une unification des statuts permettant peut-être plus facilement le travail en commun, voire des stratégies communes, avant de trancher sur la question du travailleur social unique.
- Pourquoi pas des associations interprofessionnelles ?
- Le rôle de PEPS souhaité par les participants : mise en place d'espaces de rencontres pour élaborer une suite à ce forum.

Les thèmes de réflexion proposés dans le troisième FORUM, ont d'emblée amené les participants à se poser un problème de définition. Qu'est-ce que veut dire être travailleur social ? Quel est son rôle ? Dans le constat fait préalablement au FORUM, on a noté la multiplicité des professions sociales. Au-delà de cette diversification pouvons-nous (devons-nous) élaborer une stratégie commune ? N'est-il pas, aussi, possible ou souhaitable d'envisager un statut de travailleur social unique ? Ou, en gardant la spécificité du travail de chacun, d'évoluer vers un statut commun ? Ensemble de questions, préambule au débat, au cours duquel il sera apporté certains éclaircissements.

1. NOS REFLEXIONS :

A. Avant tout, où en sommes-nous et que constatons-nous :

Aujourd'hui, malgré des formations et des approches différentes, chacun travaille sur un même problème et à un même niveau. Il y a là complémentarité. Dans certains services (comme le SSAE), les rôles des différents travailleurs sociaux (TS) sont identiques : il n'y a plus de différenciation. Ailleurs, dans certains secteurs, les statuts ont été unifiés : c'est le cas, dans les prisons, pour les éducateurs et les assistants sociaux.

Divers événements reflètent aussi une évolution :

1. La création du Conseil supérieur du travail social (circulaire question de juillet 1981 et mise en place en mai 1985) peut-être presque comme une ouverture symbolique. Le Conseil supérieur du travail social fait place à huit commissions spécifiques correspondant aux principales professions sociales (éducateurs, tuteur, etc.) y siègent des représentants syndicaux : les associations professionnelles en ont été exclues (problème de représentativité).

2. Parallèlement à la naissance de Conseil supérieur, madame Questiau expliquait la nécessité d'établir un code commun de déontologie. Vœu resté pieux jusqu'ici. Pourtant n'est-il pas regrettable d'observer autant de disparité de statuts et de conditions d'exercice ? (Pour ne citer qu'un exemple : seuls les assistants de service social sont soumis au secret professionnel. Or travailleuses familiales et éducateurs passent autant de temps auprès des familles et on de la même manière connaissance de données confidentielles.)

3. Autre élément qui peut être perçu comme une affirmation et une reconnaissance du travail social : c'est la prise en compte récente par l'INSEE, dans ses statistiques de la catégorie socio-professionnelle « travailleur social » (inscrit parmi les professions intermédiaires).

4. Enfin, et nous y reviendrons, les associations professionnelles semblent « bouger ». Nous analyserons notamment la tentative d'un groupe de travailleurs sociaux auprès de l'ANAS pour ouvrir cette association à d'autres catégories de professionnels.

B. Revenons un moment sur la question posée initialement : Qui sont les travailleurs sociaux ?

Question primordiale car on observe aujourd'hui que d'autres professionnels que ceux des professions sociales traditionnelles se déclarent être travailleurs sociaux. Ce sont souvent des professions très spécialisées : médecins, conseillers d'orientation, etc.

Il semble que cette attitude soit liée à un besoin de reconnaissance d'une pratique sociale, revendiquée comme similaire à celle des assistantes sociales, éducateurs etc., puisqu'elle s'exerce sur un public commun.

Cependant, ce rapprochement entre technicité et connaissance des populations peut-être utilisé de manière disqualifiante.

En effet, à Paris, la municipalité recrute des conseillers sociaux sans formation initiale. La mairie leur reconnaît une compétence du fait de leur connaissance de populations étrangères (il s'agirait par exemple, de retraités ayant connu ces populations sur d'autres continents en temps de guerre...).

Cette distorsion entre formation et fonction, sous prétexte d'efficacité, peut conduire à des situations caricaturales.

Ainsi, dans le secteur psychiatrique, il est donné l'exemple de médecins-chefs qui décrètent pouvoir se passer du service social. Ils confient alors les « tâches » sociales à la surveillante générale du Pavillon (infirmière chef).

Face à ces professionnels qui se revendiquent très souvent travailleurs sociaux, ou face à des employeurs qui décident quel « type » de travailleurs sociaux employer, n'y a-t-il pas à défendre une éthique de travailleur social ?

Mais comment éviter, alors, le piège de la défense corporative ?

En effet, qu'est-ce qui différencie un vrai travailleur social d'un « faux » ?

La formation, les attributions ?

Il y a semble-t-il urgence à définir une position commune, qui pourrait être un garde fou, évitant une résistance corporatiste, peu propice au travail avec d'autres professionnels.

C. Vers quoi est-il souhaitable de tendre ?

Comme il a été dit en introduction, doit-on se contenter d'établir une stratégie commune ?... Lorsque l'on parle de stratégie commune, on entend interprofessionnalité (les professions restent différentes, même s'il y a, par exemple, un tronc commun dans les formations, et cherchent à établir une stratégie commune de travail sur le terrain) et complémentarité (à trouver et à coordonner).

Où, doit-on aller vers un statut de travailleur social unique ?

Cette question amène à approfondir diverses notions. Identité et spécificité : est-il nécessaire de rechercher la spécificité de chaque profession sociale et de préserver l'identité de chacune d'elles ? La spécificité de professions sociales s'est établie, dans le temps, sur une réalité technique différente : à un problème nouveau posé au niveau social, réponse était faite en créant un nouveau technicien (exemple : la travailleuse familiale). Le parallèle est fait avec le phénomène de la Taylorisation dans l'industrie : plus on définit une attitude à avoir, plus on définit de fonctions. Aujourd'hui, défendre une spécificité : est-ce stratégique (comme cela l'a été jusqu'à présent) ou corporatiste ? Défendre une spécificité n'est-ce pas défendre par rapport à un statut ? Or, la différence de statuts a pour conséquence actuellement un accès différent sur le marché de l'emploi. Le statut, c'est à la fois les avantages sociaux acquis (salaire, retraite...), et aussi l'image sociale que l'on donne. (Si l'on dit : « je suis assistante sociale », le public a une image de la profession... « je suis assistant social » : le public est perdu... « je suis travailleur social » : le public ne sait pas à quoi cela correspond.) Vouloir préserver sa spécificité peut donc correspondre à une position défensive (protéger des acquis particuliers). On reviendra à ce propos sur l'attitude de l'ANAS et de l'ANEJI.

Il semble d'ailleurs, qu'un débat sur la spécificité soit dépassé. De même, débattre sur l'identité risquerait de tourner court, car une telle discussion ne peut plus aujourd'hui s'enrichir (comment, à qui le faire savoir... ?) Face à la multiplicité des professions sociales, usagers et pouvoirs publics ne s'y retrouvent pas. C'est le flou artistique. Au lieu, donc, de perdre son temps à répondre à ces questions, n'est-il pas plus important de parler des straté-

gies possibles et de les définir ensemble ? C'est-à-dire d'aller au terrain, là où il faut régler des problèmes concrets (ceux des disfonctionnements sociaux). Le lieu le plus propice pour définir ces stratégies communes serait des unités géographiques (dont une taille peu importante semble permettre plus d'efficacité. Exemple cité : une école où se réunissent les « acteurs obligés ». Il est nécessaire, bien entendu, de chercher à mettre en présence toutes les « ressources » possibles — sans oublier psychiatres, psychomotriciens, etc.

On a créé d'année en année différentes fonctions sociales (d'où la difficulté de répondre à la question : qui est travailleur social ?). Au cours de leurs formations les travailleurs sociaux apprennent (recherchent) la spécificité de leur travail. Mais plus tard, sur le terrain, il s'agit de travailler ensemble : ce n'est donc plus une question de spécificité mais de stratégie. Or, il existe un divorce entre ce que l'on est supposé faire et ce que l'on fait (ou pour le dire autrement : il existe un fossé entre celui qui commande et celui qui exécute). D'où un problème d'image et d'identité. Parler du travailleur social (unique) peut permettre aux différents praticiens de se reconnaître et donc de se revendiquer « autre chose » que ce qu'on voudrait leur faire faire. Ce n'est plus une question d'étiquette, d'identité (défensif) mais de savoir-faire (code de reconnaissance entre praticiens).

Revenons à une question évoquée plus haut :

D. Y a-t-il, chez les travailleurs sociaux une résistance à l'évolution ?

(Parallèle à une défense corporatiste de chaque profession.)

Pour y répondre, observons la façon dont s'organise le travail en commun :

Les circonscriptions de travail social peuvent être considérées comme une concrétisation d'un désir d'évoluer ensemble (il s'agit de matérialiser et de rendre possible le travail en commun entre les différentes professions sociales). Quant aux coordinations des services sociaux, elles tombent en désuétude et la tentative d'ouvrir cette structure à d'autres professions reste vaine. Ces dernières n'ont vraisemblablement pas envie de répondre à l'appel et préfèrent se retrouver dans une structure qui a d'emblée été créée pour tous, telle que la circonscription.

Le travail est à faire en commun : cette nécessité du terrain (ce constat obligatoire) a entraîné une évolution (on peut penser d'ailleurs que l'évolution ne s'est pas faite en amont, mais que ce sont ces contingences du terrain qui ont poussé à évoluer). Aujourd'hui, le responsable de circonscription est avant tout « animateur » social. Et il a indifféremment une formation d'éducateur, de conseillère en économie sociale et familiale, etc. Dans certains services (comme le service social à l'enfance de certains départements), assistants sociaux et éducateurs font le même travail (sans plus se poser la question de savoir qui est le plus compétent pour... ?).

Cette évolution a permis une bascule de l'histoire puisque l'on a reparlé d'une notion oubliée : la travailleuse sociale, du début du siècle (il y a même eu une ATS Association de travailleuses sociales).

Pour d'autre, parler de travailleur social est revendicatif (voire offensif). Cela permet d'unifier les statuts. Et quand il y a une unification, travailler ensemble est plus simple. Il est plus aisé d'avancer sur un travail commun (l'exemple est donné de la convention collective de 1966). A l'opposé, des statuts disparates peuvent être une source de conflits. Précisons que statut commun ne signifie pas magma où tout serait confondu (puisque chacun peut, d'ailleurs, garder sa spécificité).

E. Comment travailler en commun ?

Au-delà d'une nombrilisation défensive, des positions corporatistes et des désaccords, deux nécessités s'imposent. La première, on l'a déjà évoqué, est l'unification des statuts, (plus aisée si la formation comporte un tronc commun). La seconde est de répondre à un problème d'organisation : pour cela il est nécessaire d'élaborer un schéma structurel commun d'intervention (où chacun se retrouve de façon complémentaire ; personne n'est oublié mais on évite la douzaine de travailleurs sociaux sur une même famille). A noter que la CFDT a travaillé avec les écoles de Rhône-Alpes dans ce sens et établi un rapport à la DDRASS de Lyon. Une démarche commune dans l'action peut aider chaque professionnel à préciser (son identité ou) sa spécificité si tel est le souhait de chacun et si cela apparaît nécessaire. L'essentiel reste qu'une démarche commune permet de ne plus être « coincé » dans une étiquette.

Deux exemples de travail en commun nous sont donnés.

1. A Conflans-Sainte-Honorine, les travailleurs sociaux de la ville sont partis du constat suivant : ils se sont aperçus qu'ils travaillaient sur une population commune avec des méthodes différentes, alors qu'ils appartenaient eux-mêmes à des services différents. Et que, d'autre part, les disfonctionnements qu'ils pouvaient observer étaient liés à une absence de structure dans les cités. Ils ont donc créé un collectif, l'objectif étant, dans un premier temps, d'être reconnu par la municipalité.

En janvier 1985 un FORUM a réuni les élus, les employeurs, les représentants des différentes professions, les associations de la ville. Le but était de définir ensemble des politiques d'intervention. Les travailleurs sociaux de Conflans ont ainsi obtenu d'être présents sur la ville. Pour eux, leur rôle est d'impulser un changement. Et leur façon de travailler leur permet de « faire remonter » ce qu'ils observent.

2. A la Courneuve, un comité de travailleurs sociaux issus de la circonscription a cherché de la même façon à se faire reconnaître en tant que travailleurs sociaux auprès de la municipalité. Leur travail a débouché sur différentes initiatives comme par exemple un projet permettant de trouver une solution au problème de logement des jeunes. Ces deux exemples montrent qu'ensemble on peut dépasser l'individuel pour permettre une prise en compte du collectif — (et, ainsi, interpellé les élus par exemple). Cela nécessite recherche et méthodologie.

D'autre part une véritable prévention nécessite de repérer les besoins collectifs. Apporter une réponse collective est une responsabilité des travailleurs sociaux (à noter que rarement, lors d'une embauche d'un travailleur social, le contenu de son travail n'est ni précisé, ni une limite donnée).

On en revient à un problème de définition du social, si difficile à résoudre. Est-ce parce que le travailleur social est dans un état de crise permanente ? On l'a déjà dit : qui est producteur du social ? (qui en a l'exclusivité ?)

Le travail social, est-ce se rapprocher de ce que l'on aurait envie que ce soit ? Ne peut-on pas, à un moment donné, à partir d'expériences diverses, ne trouver qu'une définition ponctuelle et s'en contenter ? S'il est difficile d'apporter une définition du travail social, on peut en donner un schéma d'intervention commun. Un participant en précise le quatre temps :

- repérage d'un besoin précis ;
- que peut-on proposer, que peut-on faire (marketing social) ;
- projet : contrat avec les décideurs ;
- évaluation (par rapport au besoin initialement repéré)

Là, le travailleur social doit souvent faire appel à d'autres professionnels (sociologues, etc.) car les outils d'analyse lui manquent. D'ailleurs, les travailleurs sociaux ne sont-ils pas démunis, aussi, pour repérer les disfonctionnements (problèmes de logement, de relations, etc.).

TRAVAIL SOCIAL ACTUALITÉS **Droit et Société**

hebdomadaire d'information juridique
et professionnelle du secteur social

13 rubriques qui couvrent la totalité du champ d'action des intervenants dans la cité

- **ACTUALITÉ JURIDIQUE** : social, santé, éducation, famille, justice, statuts professionnels.
- **ACCORDS ET CONVENTIONS COLLECTIVES** : négociations en cours, accords signés, extensions, agréments.
- **DOSSIERS JURIDIQUES** : une question de droit fait l'objet d'une étude parce qu'elle est nouvelle, difficile, pratique. Notre souci : la clarté et la concision.
- **DONNÉES SOCIALES** : incidences du S.M.I.C. et du plafond de la Sécurité sociale, tableau des prestations familiales, aides au logement...
- **ENQUÊTES, INTERVIEWS, COMPTES RENDUS DE CONGRÈS.**
- **TABLEAU DE BORD** : les données indispensables. 27 postes, 200 informations sur une page.
- **LE SOCIAL EN MOUVEMENT** : les congrès et colloques, l'agenda de la semaine.
- **EN DIRECT DES MINISTÈRES** : les projets, les bilans, les plans d'action du gouvernement.
- **CARREFOUR** : la vie des associations, syndicats, mutuelles, grands organismes sociaux.
- **DOCUMENTATION** : la sélection des livres, revues, recherches et documents.
- **TRIBUNES LIBRES ET LIBRES PROPOS.**
- **EMPLOI** : les stages de formation, les concours, les vacances de postes et les examens.
- **PETITES ANNONCES** : offres et recherches d'emploi.

■ **ABONNEMENT 1 AN - 47 numéros : 240 F** ■
Abonnement d'essai gratuit d'un mois sur demande


**TRAVAIL SOCIAL
ACTUALITÉS **Droit et Société****

BULLETIN D'ABONNEMENT
à retourner à **TRAVAIL SOCIAL ACTUALITES**
5, rue d'Alsace, 75010 Paris - T. (1) 42.09.14.05.

Je m'abonne à T.S.A. pour :

- 1 an : 47 numéros 240 F
 2 ans : 94 numéros 400 F
Enseignants, étudiants
 (sur justificatif) 1 an 200 F

Ci-joint mon règlement par :

- Chèque bancaire C.C.P.
à l'ordre de **DRIT ET SOCIÉTÉ**
 Facture de régularisation

A le

Signature

M., M^{me}, Mlle : _____
(en capitales)

Adresse : _____

Code postal _____ Ville _____

Téléphone : _____

Ils devraient être capables d'observer efficacement la réalité, et comprendre ce qui se passe (démarche dite de « l'observatoire des faits sociaux »).

Les formations doivent s'adapter à une réalité qui bouge ; une évolution est nécessaire.

F. Face au problème de la décentralisation, l'éparpillement des professionnels (et leur isolement) permet-il de se défendre ? (Faut-il, d'ailleurs, se défendre — N'est-ce pas un mythe ?)

L'éparpillement est rendu nécessaire par la proximité avec le terrain. Cette proximité est une force mais il est nécessaire de repérer ce qui nous unit.

En tous cas, face à cette situation particulière de la décentralisation, comme en d'autres circonstances, il est primordial que ce soit les travailleurs sociaux eux-mêmes qui parlent d'eux (les exemples sont rares il est temps que cela cesse et PEPS est l'exemple d'une presse spécifique aux travailleurs sociaux, et faite par eux).

Il est temps aussi que le travailleur social combatte son inertie. Pourquoi tant d'inertie ?

Le travailleur social se sent souvent dans une tour d'ivoire où il ne se croit pas menacé. Aurait-il peur a priori de l'action... Ou peur de la récupération. Mais à force d'être sur la défensive (attitude justifiée à certains égards), le travailleur social risque de toujours « louper le coche ». Est-il possible de toujours être en dehors de, ou à l'avant de, alors que tout bouge tout le temps ?

Le travailleur social oublie d'ailleurs aussi parfois qu'il a des comptes à rendre « il a tendance à se sentir travailleur indépendant ».

Or, il a un employeur et il est l'exécutant d'une politique. Le travailleur social n'aime pas porter un regard sur ce qu'il fait, il a une réaction épidermique face à l'évaluation. Or, au lieu de refuser, il devrait plutôt rester vigilant sur la façon dont seraient utilisés les éléments qu'il livre. C'est à lui d'exiger cette garantie. Or, ce faisant, les travailleurs sociaux peuvent être amenés par exemple à refuser l'utilisation de l'informatique : n'est-ce pas un refus de modernisme ? A ce compte là tout risque d'évoluer sans lui et contre lui.

II. QUELLE EST LA POSITION DES ASSOCIATIONS PROFESSIONNELLES ET DES SYNDICATS ?

A. Revenons à la tentative d'un groupe d'assistantes sociales au sein de l'ANAS, pour ouvrir cette association. Leur objectif était de créer un lieu interprofessionnel qui puisse être porteur d'un projet plus large et qui soit une force d'interpellation face aux décideurs. C'est-à-dire substituer au pouvoir restreint actuel de l'ANAS (dû à une absence de représentativité) une force de négociation. Pour ce groupe, utiliser un espace déjà ancien et des acquis permettrait d'avancer plus vite (en profitant d'un potentiel de réflexion et d'une reconnaissance nationale). Leur idée est que l'interprofessionnalité vit sur le terrain : elle devrait pouvoir de même exister au niveau national (sur le terrain il est possible d'élaborer des stratégies communes, mais rien n'existe dans les associations).

Face à cette demande d'ouverture (il n'a jamais été question, pour ce groupe, de statut unique), le bureau national était partagé au départ, mais partie prenante. Toutefois, au congrès qui a suivi, c'est une réponse défensive qui a été faite = pas d'accord pour ouvrir l'ANAS. Les responsables se sont contentés d'exprimer leur accord pour favoriser, sur le terrain, le travail entre les différents professionnels et l'analyser au sein de l'ANAS. De la même manière, face au statut unique entre éducateurs et assistants sociaux dans les prisons, l'ANAS a eu une attitude de repli : préservons le service social ! Et les tentatives de la commission de déontologie de l'ANAS, pour élargir le code déjà existant à d'autres professions, ont été freinées par le bureau national. Comme en 1945, à sa création, l'ANAS se veut garant d'une « pureté » du travail de l'assistant social (il y aurait des assistants sociaux et les autres...). L'ANAS réagit comme un conseil de l'ordre du service social. En 1945, l'ANAS a refusé de figer la profession dans un statut pour en permettre une évolution. Mais, dans le contexte actuel, est-il possible de dire : « laissez-moi travailler, je vous montrerai qui je suis » ?

Comme l'ANAS, l'ANEJI a une position défensive. Elle veut se défendre et se protéger. Et ces deux associations, loin de se remettre en cause, essayent aujourd'hui de reconquérir le débat sur le contenu et la qualité du travail, débat qu'elles avaient laissé aux syndicats.

B. L'ANED quant à elle, s'efforce de travailler dans le sens d'une reconnaissance statutaire. Fermée au départ (aux autres éducateurs et professions) le prochain congrès réunira différents techniciens sociaux (travailleurs sociaux, usagers, élus, représentants du ministère...). Il sera alors décidé si l'association doit évoluer vers un fonctionnement plus ouvert.

C. La CFPS défend l'idée du statut unique. En dehors de l'appartenance à différents corps professionnels et différents employeurs, les pratiques des travailleurs sociaux se caractérisent par des compétences (communes) réparables. Les caractéristiques communes sont les suivantes :

- interventions fondées sur une rigueur (méthode expérimentale : hypothèse-action-vérification) ;
- interventions dans un champ pluri-dimensionnel : malgré la diversité des actions, celles-ci portent sur de mêmes objets et sujets. Les gens ciblés par le travail sont pluri-dimensionnels (on ne peut disjoindre le biologique, le juridique, le médical, le psychologique, le culturel...). Il faut obligatoirement prendre en compte la globalité des individus. Les références sont donc plurielles ;
- les exigences éthiques (communes à tous) amènent à mettre en œuvre des techniques relationnelles. Il ne s'agit plus seulement de connaissances mais d'entretien, de travail avec des groupes, d'actions recherches.

Les travailleurs sociaux doivent considérer les gens comme des sujets et non des objets. Ils doivent être porteurs de cette valeur essentielle et être défenseurs du respect et de la dignité. A la CFPS, on propose que cette exigence éthique renvoie à la déclaration universelle des droits de l'homme. Les travailleurs sociaux, qui travaillent avec les gens qui rencontrent le plus de difficultés, pour raient en être les garants. Cette exigence devrait être commune à tous. (Le travailleur social est né à la fin du 19^e siècle, comme dans tous les pays ayant connu, en Occident, un développement semblable. C'est un corps professionnel lié au développement — progrès ? — social)

Pour la CFPS, le travail social est une notion élastique non figeable ; les travailleurs sociaux doivent rester porteurs d'un certain nombre de valeurs sociales. On est loin aujourd'hui, de la vocation charismatique. Mais le travailleur social doit rester vigilant car l'homme devient de plus en plus objet.

Cette réflexion a poussé la CFPS à proposer, en avril 1982, un texte assurant la protection des usagers. C'est un texte commun aux professions sociales qui en définissent les conditions d'exercice (secret professionnel, etc.). Si ce texte a trouvé un écho favorable auprès de madame Questiau, le souhait d'établir un code commun de déontologie (s'inspirant de la proposition de la CFPS) n'a, pour l'instant, débouché sur aucune concrétisation.

N'est-il pas dangereux, d'ailleurs pour les pouvoirs publics (qui sont employeurs de travailleurs sociaux : la France est le seul pays où l'Etat reste employeur dominant), n'est-il pas dangereux, donc, de voir émerger un texte qui permette un repérage plus facile ? qui soit une référence commune, à différents niveaux (au niveau local, contre les expulsions par exemple ou face à des pressions administratives comme le fichage des populations immigrées à Paris). Posons-nous, à ce niveau là, une autre question : le travailleur social est-il agent de contrôle social ou de mouvement social (acteur ou otage du social se demandait PEPS) ?

N'y a-t-il pas divorce entre l'image qu'il souhaite donner et l'image qu'on lui donne ?

Du côté syndical, la CGT refuse la défense corporatiste des différentes professions sociales. Vous êtes des travailleurs (ou des salariés) comme les autres, répond-elle.

D. La CFDT est peu favorable au statut unique. Et elle aussi, s'interroge sur la façon de dépasser les corporatismes. Arrêtez de vous considérer comme des martyrs (d'autres professions ont des conditions d'exercice beaucoup plus précaires : les infirmières, les travailleuses familiales... on leur demande un rendement et peu d'initiative leur est laissée. Arrêtez aussi de faire des constats sur les échecs de la société, pour agir. Il faut bien, un jour, prendre partie pour un type d'aménagement de la société — (afin d'empêcher une situation d'éclater). Le travailleur social est concerné, au même titre que tout le monde, par les mutations culturelles et technologiques et il doit être capable de repérer les changements qui s'opèrent.

Pour la CFDT il faut changer l'image du travailleur social. Pour cela il doit accepter l'évaluation de son travail et les rapports écrits. Une autre question primordiale est la responsabilisation des usagers (manipulés, sans droit ni recours). Est-ce les travailleurs sociaux qui les représentent ? Comment mettre en place, sur une circonscription par exemple, la parole des usagers ?

Enfin, face au faible taux de syndicalisation, chez les travailleurs sociaux, la CFDT s'interroge sur la façon de lutter à la fois en tant que salarié et au niveau des politiques sociales. Il est d'ailleurs difficile qu'un syndicat porte dans son ensemble une lutte où les travailleurs sociaux sont engagés, car celle-ci pose toujours des problèmes de société plus larges (exemple : le fichage informatique)... il y a là une vacuité que le syndicat ne peut combler.

CONCLUSIONS :

Est-il prématuré de parler d'un travailleur social unique ? Faut-il encore laisser le temps aux différents professionnels de se retrouver sur le terrain, de s'affirmer et d'apprendre à travailler ensemble ? Il est de toute façon urgent d'aller vers une unification des statuts et d'élaborer des stratégies communes de travail. Pourquoi pas, aussi, envisager des associations reflétant la réalité du terrain ?

Où se situe, là-dedans, le rôle de PEPS ! Il semble utile qu'il reste organisateur de rassemblements : cette formule du forum permet la rencontre ; les échanges peuvent déboucher sur l'élaboration d'une plate-forme commune. Mais il faut éviter que cela ne devienne un lieu de négociation entre les associations.

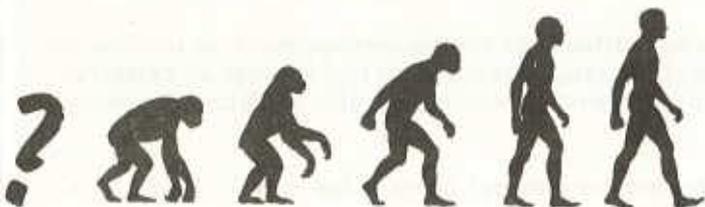
Il peut être un lieu de parole donc : pour que les travailleurs sociaux prennent la parole, réfléchissent sur ce qui cimente les professions sociales et clarifient leur(s) rôle(s).

Il peut être, en d'autres termes, un espace de réflexion et de convergences de forces qui existent déjà. Etre travailleur social c'est s'engager sur des valeurs sociales : il y a besoin d'un débat permanent qui soit un garde-fou et qui permette de définir des stratégies communes. Il est nécessaire que ce soient les travailleurs sociaux qui disent : « notre position, c'est... », et non plus l'ANAS, l'ANEJI ou d'autres associations qui s'approprient le seul débat... chacun restant libre d'utiliser ces réflexions comme il l'entend, dans son propre syndicat ou association.

OÙ SUIS-JE, QUE FAIS-JE,
QUEL RÔLE JOUE-JE ?



LE SPORT ET LA PHILOSOPHIE
SONT INDICQUÉS APRÈS LE
TRAVAIL SOCIAL...



LE FORUM - RASSEMBLEMENT : UN PREMIER PAS...

L'ORIGINALITE DU FORUM

Le forum fut une réussite, car il a permis d'atteindre un des premiers objectifs fixés par PEPS : se regrouper au-delà des clivages professionnels institutionnels, corporatistes.

Si se rencontrer et confronter nos interrogations, ce n'est guère suffisant, ce rassemblement, de par son existence, a témoigné la volonté de construire des ponts entre les travailleurs sociaux isolés dans des réalités diverses.

Même s'il ne s'agit que d'un premier jet, ce forum a lancé les bases d'une appropriation de nos expériences, de nos paroles, la définition d'une identité commune en recherchant à travers nos expériences de terrain, ce que pourrait être le contenu et le support d'une nouvelle forme de travail social.

LES PRIORITES ENNONCEES

— Face à la crise, dans le cadre des nouveaux rapports conséquent à la décentralisation, revendiquer les moyens d'une intervention sociale.

L'urgence est donc de pouvoir créer un espace où se regrouper et se faire reconnaître pour refuser la situation de simple exécutant et proposer une alternative.

Le forum a fait émerger la nécessité d'une interpellation directe des pouvoirs hiérarchiques et politiques, notre crédibilité étant fondée sur nos éthiques, nos pratiques professionnelles, la permanence de notre action même si celle-ci n'est pas spectaculaire.

Pour concrétiser cette démarche, deux groupes de travailleurs sociaux se sont créés. L'un concernant les problèmes liés au logement, l'autre cherchant à cerner le « minimum social » en-dessous duquel il n'est plus possible de négocier face aux politiques et à la hiérarchie.

— Face aux mutations actuelles, construire de nouveaux rapports sociaux.

Il est aujourd'hui indispensable d'entamer un travail de recherche en vue d'une redéfinition des pratiques et des théories qui les supportent ; en particulier l'engagement des travailleurs sociaux pour dynamiser la vie socio-économique, les réseaux locaux.

A partir de la relation d'aide individuelle qui reste incontournable, il est nécessaire d'analyser les potentialités, rechercher et trouver des configurations susceptibles de dynamiser la vie locale, permettre que les individus construisent les supports formels ou informels de cette vie. Dans cet esprit un groupe s'est créé sur travail social et économie locale.

QUELLE SUITE DONNER AU FORUM ?

Quels sont les supports adéquats pour répondre aux interrogations soulevées lors du forum ?

La revue PEPS peut offrir un relais et créer des liens. Il reste cependant à définir l'espace où pourra s'exercer ce travail d'interpellation et d'innovation, quelles relations entre les différents groupes qui se sont créés au Forum mais aussi quels objectifs communs.

L'Association Paroles et Pratiques Sociales ne veut pas se limiter à un simple recensement de paroles et d'écrits ou réduire cette dynamique en indiquant des pistes uniques. Mais elle peut représenter un carrefour où convergeraient à travers les différentes pratiques, nos éthiques professionnelles, afin de définir des initiatives communes et nouvelles.

Dans ce contexte, l'élargissement à d'autres groupes ou mouvances qui portent les mêmes préoccupations, serait souhaitable.

UNIVERSITE D'ETE
« Chômage, Loisir et
Economie Sociale



Il est de plus en plus difficile de séparer action culturelle, éducative sociale ou de loisir de la vie économique : la culture, la communication deviennent une industrie, les activités éducatives et de loisirs contribuent de plus en plus à la remise à jour des connaissances indispensables à la vie professionnelle, le travail social joue un rôle de plus en plus important pour l'insertion professionnelle des laissés pour compte.

De façon convergente, la crise aidant, les responsables et animateurs d'associations, les travailleurs sociaux se trouvent confrontés à un public qui les questionnent sur ces problèmes de travail, d'insertion sociale, d'adaptation aux évolutions de la société.

De lieu un peu périphérique par rapport aux autres aspects de la vie économique, politique et sociale, le monde associatif devient un lieu charnière, parfois sollicité et courtisé aussi bien par les administrations qui y voient un relai, une courroie de transmission indispensable pour des opérations que ne peut assumer sa bureaucratie, que par les politiques aussi, bien évidemment.

Pour faire front à ces questions le mouvement associatif cherche à se redéfinir une identité plus proche de son fonctionnement actuel et susceptible de préserver ce qui fait sa spécificité par rapport au « privé » ou aux institutions étatiques ou politiques. Et bien sûr, quand on recherche une identité, on recherche d'abord sa famille.

C'est un peu ce qui a poussé les organisateurs de l'Université d'Été à centrer la réflexion et la confrontation de leur pratique sur le thème de l'économie sociale : est-ce que la diversité des pratiques, des expériences, trouvent leurs valeurs communes de référence dans cette famille qu'est l'économie sociale ? Et aussi, inversement, est-ce que cette référence à l'économie sociale est susceptible de contribuer à une dynamique, à un mouvement qui permette au mouvement associatif de mieux répondre aux questions auxquels il est confronté en ces temps de crise.

Le malheur est que ce mot d'économie sociale est un mot fourre-tout et du coup bien pratique pour certains : quoi de commun entre le Crédit Agricole, les banques coopératives, les Mutuelles, les coopératives de productions, les grosses institutions du tourisme social, les entreprises intermédiaires, les petites initiatives locales. Y'a-t-il une économie Sociale dévoyée, intégrée aux lois du marché et souvent puissante, une économie Sociale récupérée avec le Secrétariat à l'économie Sociale, une économie Sociale pour marginaux, immigrés, drogués etc...

Depuis la rupture avec le mouvement syndical, l'économie Sociale s'est morcelée, n'est plus enracinée dans un mouvement social dynamique qui était porteur des valeurs qui voulaient s'y réaliser.

Parallèlement, la remise en question concrète, non seulement des systèmes idéologiques de références,

mais aussi des structures, des institutions, syndicats et partis politiques qui structuraient la vie de la société civile, donne place à une réflexion sur des pratiques jusque là considérées comme marginales. On peut multiplier les exemples, il suffit de citer l'incapacité de l'Etat Providence à faire face à la situation provoquée par ce qu'on appelle la crise, les mutations technologiques, de même l'incapacité des syndicats à prendre en compte sérieusement les problèmes des chômeurs, les difficultés de l'appareil de formation à endiguer l'échec scolaire. Il n'y a pas seulement crise des idéologies, des théories, mais aussi crise des appareils, des institutions chargées de jouer un rôle de régulation sociale et économique. À l'opposé, les partisans de la dérégulation à tout crin et du retour au libéralisme ne peuvent pas plus apporter des exemples convaincant de leur efficacité.

Du coup, des expériences, des pratiques limitées partielles, des démarches tentant d'autres types de solidarité, de justice, d'autres modes de formation de transmission et d'échange de connaissances peuvent prendre une signification importante dans ce contexte. A plusieurs conditions :

- d'abord que les acteurs de ces expériences prennent conscience de la portée possible de leur démarche, qu'ils puissent l'analyser, la confronter à d'autres et aussi la mettre en rapport avec une perspective à plus long terme, ce qui n'est pas une mince affaire quand on sait à quel point le monde associatif est toujours pris par l'urgence, les problèmes de survie.

- ensuite que ces démarches puissent être resituées dans une histoire, renouer avec une « tradition » et peut-être par là avec des forces sociales capables de lui donner sa portée générale.

- que ce type d'échange puisse se développer dans une relative indépendance par rapport aux urgences politiques, économiques et s'inscrire dans une perspective à moyen terme.

Dans cet esprit, un certain nombre de responsables et d'animateurs d'associations ont proposé une première rencontre dans le cadre d'une Université d'Été ce qui voulait dire d'abord qu'on voulait se donner du temps, du recul pour échanger et réfléchir.

Les textes qui sont publiés sont essentiellement les interventions des personnalités invitées à apporter des éléments de réflexion pour nourrir les échanges. Des différents forums où se confrontaient les expériences de chacun : seules, les grandes lignes de ces discussions ont été résumées et reproduites. Il est toujours très difficile de rendre compte par écrit de tout l'intérêt de ce type de discussion et de sa richesse, il n'en reste pas moins que les participants ont jugé très important de poursuivre et d'élargir ce type d'échange.

Cette publication est un premier élément pour contribuer avec les propositions qui figurent dans les conclusions de cette université d'été.

Daniel Tartier

« se réappropriier l'espace, vie de quartier, habitat collectif »

Débat avec Jean-Paul Blais, urbaniste et Michel Herrou, psychologue à banlieue 89

Le débat avait pour objet d'aborder les questions liées à l'appropriation de l'espace et les problèmes particuliers des banlieues.

Nous en avons retrouvés quelques fragments : nous laissons ici les questions qui font bien entrevoir les problèmes.

M.H. : Il y a une quarantaine d'années, à chaque carrefour, il y avait des grandes fontaines.

Pourquoi, parce que la plupart des maisons n'avaient pas encore l'eau en banlieue... beaucoup de gens venaient chercher l'eau à ces carrefours. En même temps, ils profitaient de l'épicerie-buvette. Il n'y avait ni voiture, ni supermarché, on avait à faire dehors quotiennement.

Tout cela a fortement changé : il y a les supermarchés, la télévision, les voitures... On n'a plus rien à faire dehors, quelle légitimité à s'arrêter sur un trottoir ? En banlieue, on ne va pas au bistrot à côté de chez soi, on va sur un lieu de travail ou en ville. Dans les villes essentiellement composées d'habitations, les bistrots sont même considérés comme une gêne (bruits, gens venant d'ailleurs...).

Devant ces constats, que peut-on dire sur l'appropriation de l'espace public ?

L'interrogation de Banlieue 89, c'est l'hypothèse que ces espaces sont pleins de possibilités, des points de repères dont on puisse être fier, des lieux marquants les villes, éventuellement monumentaux ou monumental, c'est marquer le souvenir, l'évènement important. L'appropriation c'est faire sien un espace public, et pas seulement son espace privé, car cela, on sait le faire.

La question porte bien sur les modes de socialité, d'urbanité que l'on peut imaginer, afin que l'on soit bien dehors, qu'il y ait beaucoup de monde ou personne.

J.P.B. : Quelques précisions s'imposent en matière de vocabulaire.

L'appropriation est un phénomène un peu naturel. A partir du moment où l'individu est dans un espace, automatiquement, il définit les limites. Il voit, il peut faire le tour, il peut marquer des traces. Que l'espace soit public ou privé, chacun a donc un territoire à soi.

Mais si au niveau individuel, divers problèmes peuvent apparaître, ce qui nous intéresse ici, c'est la différence entre individuel et collectif : un nouvel enjeu apparaît au niveau d'appropriation ou de réappropriation collective, en matière d'espace : comment chaque groupe social définit son propre territoire.

Si un groupe montre un endroit qui est son lieu, un autre ne pourra pas venir en même temps, (il suffit par exemple de penser aux bandes de jeunes), car il risque d'y avoir conflit : conflit latent ou entente partielle où s'organise une répartition, qui dans certains cas, peut être une succession d'usage dans la journée ou dans des périodes plus longues.

Ce qui fait la richesse de l'appropriation d'un quartier ou d'une ville ou d'une rue ou d'une place, c'est bien cette multiplicité de groupes différents qui sont là ou qui peuvent être là : plus il y a de différence, plus on a envie de rester, plus c'est la ville.

Il y a bien sûr l'architecture, la qualité du paysage de la ville, mais sa richesse est mise en valeur par la variété des usages. La pauvreté en banlieue c'est bien qu'il n'y qu'un seul usage : le lieu du sommeil ne suffit pas à faire la ville.

Sous le mot réappropriation, on peut préciser un autre enjeu : la façon dont un groupe social, dans une lutte ou dans un mouvement fort au niveau du pouvoir sur l'espace, affirme que cet espace là a été pris par un autre et qu'il faut qu'il le reprenne par lui-même (par exemple, un parcours populaire de manifestations ouvrières ne peut guère devenir un parcours du pouvoir officiel).

Ainsi, un même espace peut être perçu par les groupes de façon différente : approprié, réapproprié, détourné de son usage... Par rapport à un même espace, il y a des appropriations différentes qui se succèdent dans l'histoire.

M.H. : Dans l'idée de réappropriation, n'y a-t-il pas une démarche consciente, une volonté ?

J.P.B. : Un deuxième point est celui de la participation, de la concertation. Dans les discours politiques traditionnels, il faut que les gens participent à la vie de la cité, donc il y a bulletin de vote et réunion extra-municipale... et il y a aussi tout un tas de choses comme des réunions entre un office d'HLM et ses locataires... On peut faire des catégories, des typologies, mais la question est bien de savoir si les décideurs estiment qu'à des degrés divers, les gens pour qui il décide ont le droit de savoir comment et pourquoi ils décident. Ces limites sont des limites de l'ordre du pouvoir : c'est vrai dans l'entreprise autant que dans la ville.

Comme en matière de participation, la limite entre individuel et collectif est posée dans la participation, et n'y a-t-il pas confusion possible ? Lacher, pour un pouvoir, un peu de participation, c'est laisser à d'autres la possibilité de s'approprier cet espace. Le droit de s'approprier reste cependant différent du droit de participer : dans un espace donné, des règles, des normes, viennent fixer des interdits qui viendront bloquer l'appropriation sans interdire la participation.

M.H. : La banlieue devient de moins en moins libre, au niveau de l'espace et de ses occupations par des groupes différents. Les habitants se font chasser d'une couronne à l'autre, de plus en plus loin de la ville. Mais comment retourner cette absence de liberté, pour fabriquer, pour imaginer, pour s'approprier des espaces qui soient libres. La grande ville a bien su s'agglomérer à des zones libres : la place de la Concorde n'était-elle pas un champ d'épandage ? Plutôt qu'espace libre, mieux vaut alors parler d'espace disponible, libre de construction.

Il s'agit bien d'inverser les problèmes :

Parler d'espace, projets d'architectures ou d'urbanismes, c'est se demander ce que l'on a envie qu'ils soient, et non pas faire le catalogue des interdits, des règlements de DOS ou de COS, ou des habitudes de financement. La démarche de Banlieue 89, c'est bien cette inversion.

Il faut donc imaginer l'espace positif : ce qui ne sert à rien aujourd'hui, n'est-ce pas là qu'il pourra se passer quelque chose ?

J.P.B. : En caricaturant cela revient à boucher les trous ? Ça ne va pas du tout remettre en cause les ségrégations spatiales, les fonctions imposées par le système urbain d'aujourd'hui.

M.H. : Oui et non, si jamais on arrive à faire suffisamment d'endroits de qualité dans une agglomération, on a des chances d'atténuer les disproportions d'un quartier à l'autre. Ne veut-on pas, par exemple, faire les plus beaux logements de la région lyonnaise en transformant les tours de Venissieux.

J.P.B : Attention quand même au vocabulaire : on va employer des mots techniques et urbanistiques, fichier, dé-laisser, entre-deux, urbanité etc...

N'y a-t-il pas déviations de langage en risque de déviation : Ne va-t-on pas faire croire, parce que l'on a trouvé un nouveau mot que la vie a changé, que les solutions à une crise sont trouvées... mots magiques, qui transforment un « vide » en « entre deux ».

Un vide qui d'ailleurs n'est pas forcément vide, un vide se remplit au cours de l'histoire, tranquillement ou avec des vagues selon les moments. En ce sens, le projet Banlieue 89 nous intéresse, car c'est d'abord un travail idéologique : créer des mots, qualifier des espaces pour tenter de leur donner un sens.

Ce n'est pas tant la solution proposée elle-même qui compte, que ce qui est tout autour : l'ensemble des partenaires réunis pour qualifier un espace comme plein. Organiser la vie de la banlieue non pas à partir de l'état existant et de l'analyse qui reflètent les impasses, mais à partir de projets, d'évènements qui cristallisent une nouvelle façon de travailler collectivement, et ainsi fabriquer une nouvelle image de la banlieue.

11

1) Lucia Martini

Habitat nomade et terrain de stationnement aménagé ou de la difficulté qu'il y a pour une société majoritaire et ethnocentriste à reconnaître à une partie des siens la liberté de vivre et d'habiter différemment.

Depuis la deuxième guerre mondiale, à cause des déportations (1), la question de la place des *nomades tziganes*, des « gens du voyage », dans les communautés nationales est posée. En France, de 250 000 à 300 000 citoyens tziganes appartenant à différents groupes ethniques (2) des artisans et des professionnels du voyage constituent une minorité existant en tant que minorité nationale depuis plus de six cent ans. *Le voyage (le nomadisme) est constitutif de leur liberté*, ainsi que de l'exercice de leurs métiers. La plupart d'entre eux ont besoin pendant le voyage d'étapes : entre deux expéditions, pour des séjours de durée variable — même très longue — comme pause à l'errance, sédentarisation provisoire. Pour tout ça les tziganes ont toujours cherché des gîtes : un site pour la tente quand le moyen de transport était la roulotte, ou pour la caravane, des maisons à louer, à acheter ou à construire pour des séjours périodiques, pour la sédentarisation en voyage. La décision de résorber les bidonvilles dus au stationnement des tziganes et de les remplacer par des terrains aménagés date des années 60. Ainsi, quelques terrains, dont le quartier Ruisseau-Mirabeau à Marseille, ou chaque famille dispose d'une maison cabane et d'un remplacement pour la caravane, sont destinés à la fois au passage et à la semi-sédentarisation.

Le premier des terrains de stationnement créés plus spécialement pour les itinérants fut celui de la Jaunaie, au Portes de Laval, en 1967. Depuis, d'autres terrains ont été aménagés aux limites de certaines villes. Citons ceux d'Angoulême (Les Moulins), de Bordeaux (Labarde), d'Orléans (La Source), de Lyon (Villeurbanne et Vaux-en-Velin), de Tarbes (aire St Vincent de Paul), de Rennes (Les Gras Mollon), de Trappes dans l'Essone.

« Le terrain doit pouvoir accueillir pour quelques jours ou quelques mois, des véhicules motorisés et des roulottes hippomobiles, sur des parties bitumées et sur des parties herbeuses. L'équipement doit comprendre : gardiennage, approvisionnement en eau, éclairage électrique, bloc sanitaire, secrétariat, maison d'accueil, pavillons pour consultations médicales. L'assistance sociale et la scolarisation sont prévues. Un atelier permet aux conducteurs de caravanes de procéder eux-mêmes aux réparations nécessaires ». (F. de Vaux de Foletir « Le Monde des Tziganes Paris 1983).

L'analyse de la législation française a ce regard montre l'évolution de l'attitude des pouvoirs publics qui est passée du *rejet aux tentatives d'intégration* (3)

Le terrain de stationnement aménagé (t.s.a.) apparaît comme une étape vers la sédentarisation, vers l'assimilation... éventuellement en préservant des éléments de la culture traditionnelle...

Dans le monde actuel les droits des minorités à leur spécificité s'affirment, et le réveil des identités constitue un phénomène majeur dans la politique mondiale, européenne, française ! Peut-être les réfugiés politiques et/ou économiques sont de plus en plus nombreux et l'on se préoccupe de leurs droits. A certains égards, les tziganes s'apparentent à des réfugiés. Les tziganes pour autant qu'ils revendiquent une culture spécifique et « le droit à participer à l'élaboration de leur sort... » (« *Libres, ensemble* » « Tziganes et voyageurs... qui sommes-nous ? ONAT Paris 1985) (4), peuvent être valorisés par le mouvement des droits de l'homme et par l'évolution politique et juridique ambiante (4 bis). Evolution politique que l'on retrouve dans la prolifération des associations sur les problèmes généraux et locaux nomades.

Si le voyage est consubstantiel au fait des tziganes, l'« identité » tzigane indissociable du nomadisme, à ce regard le terrain de stationnement et le dynamique social qui provoque apparaît soit comme un *moyen de destruction du nomadisme* (terrain « technocratisé » qui doit servir dans l'optique du pouvoir public à l'apprentissage de la vie sédentaire, donc raison de résistance de la part des tziganes — voir la mémoire de Yasuhiro Omori sur les Manouches — ... durant notre séjour avec les Manouches qui se déplacent en roulettes hippomobiles, nous avons remarqué que les chefs du groupe ont tendance à éviter au maximum les aires de stationnement qui leur sont réservées... Le fait même d'être parqué sur les aires de stationnement municipales est perçu par le tzigane comme une source d'incidents et de tension... », ou bien comme un lieu de *protection* contre les volontés assimilatrices extérieures (*terrains « tziganisés »*) halte qui permet, même si elle est « obligée », aux tziganes de poursuivre le voyage.

L'histoire des terrains de stationnement s'inscrit également dans le développement des *politiques sociales* et du *travail social*. C'est-à-dire que des travailleurs spécialisés s'adressent à une population qui est confrontée à une difficulté d'accès (source d'inégalités en rapport aux autres citoyens) des droits fondamentaux : comme le droit à la santé, à la famille, au logement, à l'éducation, au travail (voir ONAT cit.).

Le t.s.a. est donc un fait résultant du développement des politiques sociales et d'une gestion rationnelle de l'espace. Dans les derniers vingt ans l'espace français a changé dans son organisation et fonctionnement et plus encore dans sa conception et gestion : spécialisation des zones, contrôle des actions menées, homogénéisation des types d'espaces et des modèles d'aménagement, et surtout tendance à la suppression des *espaces intersticiels* ou « sauvages » (bidonvilles notamment). Cette évolution a mis en cause l'espace tzigane traditionnel. Le fait que la majorité des municipalités cherche à éviter d'accueillir les tziganes s'explique autant par la *disparition des espaces intersticiels* que par la *montée de l'idéologie et le sentiment d'insécurité* (voir racisme) chez les électeurs. Les t.s.a. seront des équipements spécialisant et isolant un espace (soumis à un contrôle rigide).

La systématisation de la surveillance sur l'espace comporte pourtant des interstices, des nouvelles failles où circule un flux anarchique, et le nomadisme est toujours une

déchirure du monde sédentaire, un ferment de dissociation du monde moderne, (voir Esprit n° 5 mai 1980) « un élément de base d'une évolution future qui peut tirer la modernité hors de l'impasse actuelle ». *La société sédentaire* semble-t-elle avoir besoin alors des valeurs nomades pour une genèse de l'homme à venir (J. Duvignaud « Nomades et vagabonds » UGE 1975).

La politique d'aménagement en général (« l'insécurité du territoire » P. Virilio Paris) aboutit à un contrôle permanent du comportement des sujets vis à vis d'un milieu devenu mesure et loi, figure de l'Etat. *Le nomadisme est alors un disfonctionnement social et politique, élément de dérèglement idéologique* : « ... une petite minorité d'individus qui agissent collectivement et qui ne revendiquent rien, échappe à l'engrenage sans créer de panne mais aussi sans laisser de traces sur le parcours institutionnel réalisé ». (R. Cauli « Nomadisme, un usage autre de la ville, les tsiganes de Paris » 1979 maîtrise ESA Paris.)

D'ailleurs dans les régions il y a des problèmes d'accueil pour tous les sans domicile fixe, pour les travailleurs des grands chantiers, les nouveaux errants intellectuels, jeunes gens qui ont besoin des t.s.a. même si ceux-ci n'ont pas comme les nomades tsiganes — ou pas encore — un territoire mental à eux-même, à adapter chaque fois à l'utilisation des espaces.

D'ailleurs, pour les tsiganes il y a encore le problème du rejet. Les municipalités avec leurs panneaux d'interdiction de stationnement, les contrôles, les expulsions, les violences même (« Expulser le nomade, le cas de Lille » Esprit mars 1981 et les exemples, provenant des multiples communes in Pluriel n° 28 1981 « Rejets éternels, les collectivités locales face aux tsiganes et nomades » n'ont jamais arrêté de le faire. Ni les autorités préfectorales, ni les directives gouvernementales ne permettent de mettre fin à ce rejet. Les pouvoirs publics ont de toutes façons pratiqué au-delà de l'exclusion ouverte, une politique d'assimilation ou de réclusion pas moins délétère : les t.s.a. risquent de devenir des lieux de contrôle et d'assistance, de réponse insuffisante autant aux transformations qu'à la demande des gens du voyage aujourd'hui aux prises avec radio-tv et automobiles, changements de travail et religions, associations et assistance publique comme nouveau terrain de « chine » (cueillettes des aides).

Lucien Lauier, préfet de la région de l'Île-de-France et de Paris dans une mémoire en 1981 « L'accueil des nomades dans la région Île-de-France fait un premier bilan de la situation des t.s.a. dans la région ».

Cette étude fait le point sur la répartition géographique des nomades dans les départements de la région. Il est intéressant d'en citer les conclusions :

— dans les Hauts-de-Seine, quelques stationnements sauvages existent à Nanterre et à Clamart, la surdensité urbaine décourageant tout campement ;

— dans les Yvelines, si l'aire de stationnement de Trappes a répondu à certains besoins, rien n'existe à Buc, Poissy, Les Clayes-sous-Bois ;

— dans le Val-de-Marne, des terrains privés servent de campements à Champigny, Villiers-sur-Marne, Limeil-Brevannes ;

— en Seine-Saint-Denis, la présence de 5 000 nomades (2/3 sédentarisés, 1 000 Roms Yougoslaves environ) pose d'importants problèmes de cohabitation. Il n'existe que de très petites aires de stationnement et des villes comme Marne-la-Vallée, Montfermeil, Chichy-sous-Bois, Bondy n'ont rien à offrir comme emplacements ;

— dans l'Essonne, les problèmes les plus importants se posent surtout au nord du département — 3 000 à 5 000 nomades circulent, formant des rassemblements importants à Arpajon, Evry et d'une façon générale le long des axes routiers. Quelques aires aménagées, Verrières-le-Buisson et Palaiseau pour ne citer que les plus récentes ont une capacité d'accueil limitée ;

— en Seine-et-Marne, 2 500 nomades se retrouvent autour des grandes villes, Chelles, Meaux, Melun, Provins...

— le Val-d'Oise connaît le nombre le plus important de nomades (entre 7 000 et 8 000 personnes) et reste un lieu traditionnel de passage. Dans ce département une politique active d'équipement à Sarcelles, Argenteuil, Pontoise, Eragny... a été menée.

Les nomades cherchent à s'installer là où leurs activités professionnelles trouveront le plus de débouchés, là où les hôpitaux et organismes sociaux leur permettront de bénéficier des prestations sociales et sanitaires diverses.

Les terrains aménagés sont rares (les communes hésitent à se lancer dans une politique d'équipement d'un coût élevé) l'accueil organisé des gens du voyage est mal vu du reste de la population.

La complexité des financements existants est telle qu'il reste à la charge des collectivités locales une part importante des investissements, il est indispensable d'ajouter de nouvelles aides afin d'inciter les communes à réaliser des aires de stationnement répondant aux besoins des gens du voyage, là est visé l'opportunité de l'aide régionale puisqu'il s'agit d'une action d'intérêt régional bénéficiant à une population très mobile.

Les exemples permettent de mettre en relief la diversité des terrains de stationnement aussi bien au niveau de leur conception que de leur vécu.

Cette diversité est le reflet des idées qui ont prévalu lors de la réalisation de ces espaces spécifiques.

Si une commune crée un terrain pour résoudre sur son territoire les problèmes de stationnement, sans se soucier de la population à laquelle elle s'adresse, elle se contente d'appliquer les normes des terrains de camping.

Elle « parque » alors les « indésirables » et les contrôle. Par contre lorsque des communes (souvent sous l'impulsion des associations) s'intéressent aux gens du voyage et sont soucieuses de leur offrir des espaces décents, elles effectuent au préalable une recherche qui tient compte de la spécificité des populations tsiganes et des différences qui peuvent exister au sein de ces populations. Cette recherche se lit alors dans la réalisation finale.

Il est incontestable que la politique des pouvoirs publics face aux tsiganes s'est transformée tout au long de ce siècle. A une politique de rejet s'est substituée peu à peu une politique d'intégration dont la « première étape » passe par la sédentarisation des « nomades ».

Pour les pouvoirs publics, les terrains de stationnement sont des espaces qui permettent l'apprentissage de la vie de sédentaire.

Pour les tsiganes, ces espaces « réservés » sont des terrains « obligés », puisque le stationnement est de plus en plus réglementé. Ne les désirant pas à priori ils les réclament cependant, sachant pertinemment qu'ils doivent assumer cette contradiction s'ils veulent garder leur mode d'habitat original et continuer le voyage.

Les terrains de stationnement sont donc perçus par les pouvoirs publics et par les tsiganes de deux façons fondamentalement différentes. Possibilité de continuer le voyage pour les uns, moyen de sédentarisation pour les autres, quelle sera la fonction réelle de ces espaces spécifiques ?

En outre, les terrains ont une signification différente selon les « usagers ». Pour les tsiganes qui voyagent fréquemment et n'ont pas de réels problèmes matériels, ils peuvent être perçus comme des simples lieux de repos et être vécus comme des espaces inhérents au voyage et le permettant. Pour d'autres, ils peuvent ressembler à des espaces clos et à des centres d'enfermement et de contrôle. Pour les « éléments » les plus pauvres enfin, ils sont sans doute la bouée de sauvetage à laquelle on se raccroche lorsqu'on ne peut plus voyager.

M. Girau dans sa thèse sur le même territoire : « L'espace des gens du voyage » conclut :

L'étude des terrains peut-elle permettre de lire la mutation des gens du voyage qui viendrait de l'utilisation de ces lieux spécifiques ? Il est difficile de répondre actuellement à une telle question. Il faudra certainement attendre une génération afin de pouvoir étudier les comportements des adultes, qui enfants, auront pratiqué ces terrains.

A contrario, l'approche de ces comportements et de leur évolution permettra alors de décrypter la signification réelle de ces aires de stationnement.

Pour le moment, on ne peut que se contenter, étant donné les problèmes de plus en plus aigus que rencontrent les gens du voyage pour stationner, de souhaiter la multiplication de ces espaces.

Depuis l'avènement du nouveau gouvernement, un dialogue s'était instauré entre les tsiganes (par l'intermédiaire de la Fédération tsigane de France) et les pouvoirs publics (ministère de la Solidarité) (7).

2. Des autres opinions :

Selon les estimations fournies par l'étude de D. Musset et J.P. Zirotti (« Le stationnement des voyageurs dans les Alpes Maritimes »), entre 1 550 et 1 600 caravanes ont séjourné durant l'hiver 1980-1981 dans les Alpes-Maritimes.

L'ensemble des groupes socio-culturels liés au voyage sont représentés dans cette migration : les *Sinti* sont majoritaires (42%), s'y rattache un groupe d'*industriels forains* qui se reconnaissent comme *Sinti*, *Manouche* ou *Pirde* : les *Kales* composent 29% de l'effectif alors que les familles *Manouches*, *Yéniches* ou *Roms* sont minoritaires (entre 3,5 et 2%). Les métiers exercés sont variés, certains voyageurs sont forains, d'autres pratiquent la revente de marchandises déclassées, les plus prospères vendent des tapis ou des objets d'Extrême-Orient au porte à porte, sur les marchés, dans les grandes surfaces ou dans les hôtels : de leur côté, certains tsiganes poursuivent des activités artisanales conformes à la tradition de leur groupe, ainsi quelques *sinti* sont vanniers ou rempailleurs, les *roms* sont étameurs ou chaudronniers.

La rentabilité des métiers exercés par les voyageurs conditionne directement l'ampleur de leurs circuits de voyage et leur mode de stationnement. Ainsi les familles fortunées s'organisent pour acheter des terrains en divers centres d'intérêts de leur parcours régional, national voire international et stationnent en général sur l'un de ces terrains lorsqu'elles viennent sur la Côte. Les voyageurs moins riches rencontrent pour leur part, beaucoup plus de difficultés. L'étude montre qu'une faible proportion d'entre eux trouve un emplacement durable de stationnement en raison de l'urbanisation importante du littoral, en raison de la fermeture hivernale de nombreux terrains de camping, des tarifs élevés qu'ils pratiquent, en raison aussi d'une discrimination des gérants ou des propriétaires de terrains qui craignent, par la présence des voyageurs, des dégradations matérielles et une désaffection de leur clientèle touristique. Le département ne possédant aucune aire aménagée prévue pour recevoir les voyageurs, plus d'un tiers d'entre eux est soumis aux aléas du stationnement sauvage, aux problèmes d'hygiène et de voisinage qu'il pose. La plupart des communes de la Côte interdisent le stationnement des nomades. L'intolérance des sédentaires qui les obligent par pétitions et forces de police interposées à changer sans cesse d'emplacements dans une illégalité totale, perturbe l'exercice de leurs métiers et détériore leurs conditions de vie.

Dans « Diagonal » n° 28, janvier 1982, bulletin de liaison des équipes d'urbanisme qui dépend du ministère de l'Urbanisme et du Logement sont décrits des exemples de réalisation : l'aire Saint-Menet à Marseille mise en service en décembre 1979 destinée aux tsiganes itinérants, et des réalisations diverses. Et concernant les sédentarisés, une aire de reclassement à Monaux-Sartoux dans les Alpes-Maritimes, des groupes familiaux devenus propriétaires de leur terrain à Mongins, campings privés ouverts toute l'année pour d'autres familles.

L'auteur du dossier cherche à faire percevoir la conception des réalisations :

- prise en compte de modes de vie ;
- enquêtes et études préliminaires ;
- politique municipale pour l'habitat plus favorisé ;
- démarches sociales.

Cependant aucune initiative semble tout à fait satisfaisante, peut-être parce qu'aucune ne vient des tsiganes eux-mêmes...

Dans le « chemin d'un conflit ou la différence rencontrée » mémoire de C. Veutelon-Laise EHESS 1982, l'exemple est celui du terrain de Loos-Lès Lille qui sert d'illustration de « ... ce difficile vivre de deux communautés » et occasion de réflexion quant à la pratique du travail social.

G. Lazara dans sa thèse de doctorat en urbanisme « habitat et différence » Aix-en-Provence, en conclusion d'une recherche axée sur les problèmes posés par l'habitat des familles tsiganes note que la société actuelle cherche à les assimiler de plus en plus en les sédentarisant mais que cette voie risque de transformer ces populations en sous-prolétaires dépendant et doublement marginaux (par rapport à leurs propres valeurs et par rapport à une société qui les assiste et ne les accepte pas). La résistance opposée par les tsiganes veut affirmer leur spécificité manifestée, entre autre, par leur mode d'habitat différent de l'urbanisme contemporain.

J. Beauchard dans « le tiers social, stratégie et politique de médiations » Paris 1981 s'attache à dénoncer deux dangers qui risquent d'emprisonner toute politique sociale et de favoriser les tensions :

- la destruction d'espaces sociaux en marge d'un développement dominant ;
- le renforcement de l'appareillage social.

L'exemple d'une cité transit en tant que petite unité sociale sert à démontrer les dynamiques conflictuelles internes, la dissolution des différences dans la pauvreté, l'exclusion et le rejet de ceux qui sont hors normes. La multiplication des services spécialisés, de contrôle institutionnel, l'assistance par aides toujours plus complexes découvrent des inadaptations nouvelles et contribuent à l'éclatement d'une identité déjà précaire. L'auteur propose alors « la stratégie du tiers social » : le travailleur social en occupant une position de tiers (ni « agent de la conformité sociale » ni infirmier du système », favorise le pur échange par le groupe lui-même des situations de crise et de leur négociation, et une nouvelle stratégie identitaire, pratique nouvelle de transactions, autonomie des personnes. « Construire l'autre ville » (éd. Epale 1982).

Dans une première partie les auteurs tentent de définir les populations dont l'hétérogénéité est trop souvent gommée par les pouvoirs publics. En effet, des groupes différents par leurs ethnies, leurs degrés de mobilité, leurs métiers sont parfois contraints de cohabiter, ce qui ne se fait pas sans heurts.

La communication entre sédentaires et nomades se traduit quant à elle, par le rejet, soit par « la tentative de réduction des nomades à la condition de sédentaires », soit plus subtilement par « la reconnaissance affichée du nomadisme non suivie du maintien ou de la restauration des conditions nécessaires à ce nomadisme ». Une de ces conditions est le stationnement, et l'on ne pourra « construire l'autre ville » qu'en référence constante au voyage.

Dans une seconde partie, le document propose quelques types courant de terrains de stationnement et la création, pour le Nord et le Pas-de-Calais, d'une maison du voyage ayant pour objet principal de servir les nomades, pour objet secondaire de permettre l'information et la sensibilisation du public sédentaire.

Note 1

400 000 tsiganes exterminés par le régime nazi dans le cadre de la suppression des « associats ».

En France la loi votée en 1912 obligeant notamment les tsiganes au port d'un carnet anthropométrique (comme les repris de justice) à faire viser à l'arrivée et au départ du séjour est resté pourtant en vigueur jusqu'en 1969.

En 1948, le ministère de la Santé publique fit une enquête pour l'amélioration des conditions de vie des populations nomades. En 1950 et 1966 des circulaires rappellent l'illégalité des arrêtés interdisant le stationnement sur le territoire de la commune, de la loi 1969 qu'efface la loi 1912 seront émises plusieurs circulaires.

PERSONNES EN DEPLACEMENT ET NOMADES

Tsiganes, Tattares (nomades de Suède), Tinkers (nomades de Grande-Bretagne), Yéniches (nomades d'origine européenne blonde), Forains (certaines Tsiganes sont forains, mais tous les forains ne sont pas Tsiganes, représentants de commerce, autres (vagabonds, hippies, beatniks, sans domicile fixe). Groupes tsiganes : Rom, Manouch ou Sinte, Katé.

- TSIKANES — FORAINS AUTRES
- TATTARES — REPRESENTANTS (vagabonds, hippies)
- TINKERS DE COMMERCE beatniks, sans domicile
- YENICHES fixe)
- ou BARENGRE

— TATTARES : nomades de Suède d'origine peu précise : d'origine suédoise pour les uns, mélange de Tsiganes et de Suédois pour les autres (86 et 1, p. 28).

— TINIKERS : nomades de Grande-Bretagne d'origine peu précisée. Ils parlent un dialecte, le **cant**. Il existe en Grande-Bretagne d'autres groupes, comme les **poshrats** et **Didakais** (Poshrat peut venir du romani pash r'at qui signifie « **demi-sang** »).

— YENICHES ou BARENGRES : nomades d'origine européenne qui auraient pris la route à la suite de guerres, d'invasions, de délinquance. Grands, blonds, ils parlent un dialecte dérivé de l'allemand. Ils sont souvent vanniers et rémouleurs. Nomades sans traditions à mettre en commun, ils ne forment pas un groupe ethnique.

— FORAINS : certains Tsiganes sont forains, mais tous les forains ne sont pas des Tsiganes et n'aiment pas être confondus avec les Tsiganes.

Il y a bien sûr des Tsiganes sédentarisés mais pour l'élaboration de ce tableau nous sommes partis du principe — vérifié — que c'est avec des nomades que l'on confond le plus souvent le Tsigane.

Le tableau est valable pour l'Europe Occidentale.

NOTE 2

LES GENS DU VOYAGE ET LES PROBLEMES DE STATIONNEMENT

Textes réglementaires du problème de stationnement :
 Circulaires n° 128/199/357/694/69-58/72-37/78-202/80-262 de 1966 à 1980 sur les terrains et les aires de stationnement pour les gens du voyage.

Voir aussi :

Circulaires 28/9/83 Ministère de l'Urbanisme sur les « populations défavorisées », logement des populations défavorisées dans le parc social. Amélioration des conditions de vie et des ménages en difficulté (personnes âgées, immigrés, réfugiés, nomades...).

NOTE 4

Titre du tract donné à la manifestation du 14 juin 1984 à la Concorde pour réclamer entre des *titres de circulation* valides dix années, la création de *terrains de stationnement* suffisamment équipés, *écoles* et *formations* professionnelles adaptées au mode de vie des gens du voyage, reconnaissance de la caravane *comme lieu d'habitation* normal.

GROUPES	SOUS-GROUPES	LANGUES	DIALECTES
Rom	Kalderasha Lovara Tchourara	romani	Kalderash Lovari Tchourari
Manouch ou Sinte	Valshtiké Manouch (Sinté français) Gastshkené Manouch (Sinté allemands) Piémontesi (Sinté italiens) Prajstiké Manouch (Sinté Prussiens)	Sinto.	Manouch Sinto d'Alsace Sinto Piémontais Sinto de Prusse
Kalé	Catalans Andalous	Kalo	

Ce tableau est valable pour tous les pays, en allongeant la liste des sous-groupes.

Les noms des groupes sont ceux que se donnent les intéressés. Ainsi les **Rom** se nomment eux-mêmes **Rom**, mais appellent **Sintourja** les **Manouch** et **Xitanourja** les **Kalé**.

De « Mutation Tzigane ».
 J.P. LIEGEOIS 1982

TZIGANES ET VOYAGEURS... QUI SOMMES NOUS ?

...250 000 à 300 000 *citoyens français* :
appartenant à cinq groupes ethniques principaux :
GITANS — MANOUCHES — ROM —
SINTE — YENICHES

...*des artisans et des professionnels* :
marchands forains - gens des fêtes et du cirque -
ferrailleurs - récupérateurs - vanniers - rempailleurs -
artistes - musiciens - ramoneurs - saisonniers...

...*des nomades de par nos origines*

...*des sédentarisés par obligation ou par choix*

...*des familles*, souvent nombreuses, restant profondément
attachés à leur culture et à leurs valeurs traditionnelles.

...*des enfants, des femmes, des hommes COMME LES AUTRES*
et qui ne demandent :

- QU'A VIVRE EN HARMONIE AVEC TOUS,
- QUE D'ETRE MIEUX ACCUEILLIS,
- COMME DES ETRES HUMAINS,
- DANS LE RESPECT DE NOTRE IDENTITE...

Par contre

NOUS NE SOMMES DISPENSES D'AUCUNE [REDACTED]
DES OBLIGATIONS DU CITOYEN :

- service national,
- fiscalité,
- cotisations scolaires,
- etc...etc...

QUE RECLAMONS-NOUS ?

Sur un plan général :

Pour l'avenir de nos enfants :

- le libre accès à l'école (qui est loin d'être une réalité, malgré la loi),
- une scolarisation et une pédagogie adaptée à leurs besoins et à notre mode de vie,
- une formation professionnelle liée à nos activités traditionnelles, et la reconnaissance de notre milieu comme susceptible de former les jeunes à ces activités.

MONSIEUR ANDRE HENRY

« UNE HISTOIRE DE L'ECONOMIE SOCIALE »

Lorsque par les hasards de l'histoire, je me suis trouvé membre du gouvernement, Ministre du Temps Libre, je ne me suis occupé qu'indirectement des problèmes de l'économie sociale, et notamment à travers le projet de loi sur le développement de la vie associative.

Ce n'est qu'après avoir cessé mes fonctions ministérielles que l'on m'a demandé de prendre la responsabilité de la délégation à l'économie sociale.

En matière de stationnement et de logement :

- reconnaissance effective du droit de stationner sur
TOUS LES TERRAINS DE CAMPING (notamment en
dehors des saisons de vacances),

- libre accès à la propriété ou la location de « parcelles
individuelles » pour ceux qui le désirent, et contrôle des
agissements de certains maires qui abusent du droit de
préemption dès qu'il s'agit de gens du voyage, qui refusent
l'installation de l'eau et de l'électricité, qui pratiquent les
expulsions arbitraires alors que les personnes sont proprié-
taires de leur terrain, etc...etc...

- accès facilité aux logements sociaux traditionnels pour
ceux qui le souhaitent,

- reconnaissance de la caravane **COMME LIEU D'HABI-
TATION** « normal » et attribution des aides sociales s'y
rattachant : allocation logement, aide à l'achat...

- enfin, sur le plan d'une logique toute simple, mise en
harmonie des possibilités de stationnement (limité à 48
heures) avec l'obligation qui est faite aux commerçants
pratiquant le porte-à-porte d'accorder un délai de sept
jours aux acquéreurs...

ENFIN, [REDACTED]

**LE DROIT DE PARTICIPER A L'ELABORATION DE NOTRE
SORT, DANS LE CADRE D'UNE RECONNAISSANCE
EFFECTIVE DES ORGANISATIONS TZIGANES,
REPRESENTATIVES DES INTERETS DE NOTRE
POPULATION.**

NOTE 4bis _____

Voir dans études tziganes n° 1 1983 la représentation du
rapport Bonnemaïson par P.J. Lambert (rapport de la com-
mission des maires sur la sécurité).

NOTE 5 _____

N° 3 1984 Etudes Tziganes, énumérant plus de 70 associa-
tions affiliées à la seule UNISAT présente dans tous les
départements du pays.

J'ai donc été pendant un an délégué général à l'économie
sociale qui est un secteur tout à fait passionnant, et intére-
sant, ce qui a accentué un peu plus le désir de m'occup
de ces problèmes.

Mais aujourd'hui, je n'ai plus aucune responsabilité da
le domaine de l'économie sociale, puisque je préside
conseil d'administration de la Caisse Nationale de l'En
gié.

Ce grand établissement public dont l'objet est un p
éloigné de mes affinités personnelles me prend qua
même beaucoup de temps.

C'est pourquoi j'ai plaisir à me replonger dans ce q
relève beaucoup plus de ma sensibilité personnelle : vo
le savez, je suis instituteur, syndicaliste toute ma vie, m
titre par le hasard de l'histoire, toujours instituteur syn
caliste, et c'est plutôt à ce titre que je voudrais m'adress
à vous.

J'ai pensé qu'il serait sans doute bon, dans le cadre
votre réflexion générale, de parler des racines de l'écon
mie sociale, de son histoire et d'essayer de voir comme
ce problème a évolué depuis la Révolution Française, que
ont été ses rapports au socialisme et au phénomène ass
ciatif.

Mais il me semble nécessaire, au préalable, de donn
une photographie, la plus exacte possible de ce qu'est
1985 l'économie sociale en France, car c'est un ensemb
dont on ne perçoit pas bien les contours et les réalités.

Certains disent que c'est une nébuleuse, mais je ne
crois pas du tout : l'économie sociale aujourd'hui, c'e
trois grandes familles d'activités économiques, mais e
même temps culturelle, la famille coopérative, la fami
mutualiste, la famille associative.

La coopération

La coopération est un ensemble très vaste avec d'abord le grand secteur des coopératives de productions, ce que l'on appelle les SCOP, sociétés coopératives ouvrières de production ; on retrouve cette expression simplifiée dès le 19ème siècle.

Il y en a un tout petit peu moins de 1400 en France, mais 15000 en Espagne, 15 à 18000 en Italie ; c'est dire que nous sommes très en retard.

Ce secteur a été marginalisé, oublié, il est tombé en dés-hérence petit à petit depuis une cinquantaine d'année.

Les coopératives de consommations, sont regroupées dans la Fédération Nationale des Coopératives de Consommation, qui défraie la chronique actuellement : majoritaire à la FNAC à Paris, elle est obligée de vendre, comme elle doit vendre son immeuble de la rue de Boulogne pour faire face à ses échéances.

La coopération agricole est un secteur immense : 56 à 57% des exportations agro-alimentaires sont le fait de coopératives ; pour le lait c'est 98 à 100% depuis très longtemps, comme dans toute l'Europe d'ailleurs.

En France, l'apparition du tracteur a particulièrement favorisé les regroupements coopératifs.

La coopération bancaire est aussi un secteur important, sans doute l'un des premiers en Europe : le Crédit Agricole est la première banque mondiale, lorsque le dollar est en dessous de 6 francs, les banques populaires, les banques coopératives créées en 1936, le Crédit Mutuel, d'abord l'Alsace Lorraine, et toute une série de banques, par exemple, la banque centrale du Crédit Mutuel sont des outils extrêmement puissants, auxquels on pourrait reprocher d'être beaucoup plus « banques » que banques « sociales ». Un banquier reste un banquier, et même quand c'est une banque dite sociale, l'aspect rentabilité de l'argent l'emporte quelquefois.

Donc, la coopération dans son ensemble, c'est quelque chose d'important, et représente à peu près 300 000 personnes employées, y compris l'énorme secteur agricole qui dans l'économie pèse d'un poids particulièrement important.

La mutualité

Il y a ensuite la famille de la mutualité.

Cela a souvent tendance à ne voir que la mutualité de prévoyance. Vous êtes tous membres d'une mutuelle puisque statistiquement, il y a 25 millions de françaises et de français membres d'une mutuelle.

Ces mutuelles qui complètent la couverture de la sécurité sociale, ont réalisées pour certaines, des œuvres pionnières tout à fait exceptionnelles.

25 millions de mutualistes en France : un poids très important, puisque l'affaire du ticket modérateur en 1980 a été cassée par la FNM, Fédération Nationale de la Mutualité Française, regroupant la quasi totalité des sociétés mutuelles françaises au nombre de 7000.

On verra que dans les origines, la mutualité qui est très ancienne, était composée de sociétés de secours mutuelles, qui ont gardé leur autonomie, leur statut propre, leur indépendance, mais se sont regroupées dans la FNM, qui donne à celles-ci une force importante dans notre pays : c'est elle par exemple qui vient d'imposer au parlement des dispositions qui n'étaient pas prévues dans la refonte de la loi sur la mutualité.

Il faut dire qu'il existe également une deuxième organisation, la FNMT, Fédération Nationale Mutuelle des Travailleurs qui est maintenant coupée de la FNM : celle-ci lors de son dernier congrès, a décidé d'interdire la double appartenance, jusqu'ici tolérée.

La FNMT est d'obédience communiste, surtout implantée sur la Côte d'Azur, et dans la basse vallée du Rhône ; elle représente 7 à 8% du mouvement mutualiste en France.

A côté de cela, il existe la mutualité d'assurance, les assurances mutuelles, toutes les mutuelles de Niort par exemple : MAIF, MACIF etc..., C'est un ensemble mutualiste qui tient à peu près 50% du marché de l'assurance : la presse se fait parfois l'écho des réactions très vives des assurances privées qui essayent d'empêcher les mutuelles privées de se développer parce qu'elles sont dirigées par des bénévoles ; ce qui fait peu de frais de conseil d'administration, et ce qui permet des primes d'assurance 25 à 30% moins cher. Secteur riche et puissant, il oublie quelquefois la solidarité nécessaire dans l'économie sociale pour investir dans une spéculation boursière ou immobilière.

Le mouvement associatif

Enfin, il y a une grande famille des associations ; on l'estime à peu près à 500 000 en France bien vivantes.

Il s'en crée à peu près 40 000 par an. Ce chiffre a augmenté puisqu'on était à 28 000 en 1980, et à partir de 1981, on en compte 10 000 en plus au JO. Mais beaucoup meurent et seulement 2% déclarent leur disparition. On ne connaît donc pas le nombre exact d'associations.

C'est le secteur qui emploie le plus de personnes, puisque on estime à 800 000 travailleurs le nombre d'employés des associations.

Le fonds global de l'économie sociale.

Si l'on réduit l'économie sociale à ces trois grands secteurs, coopération, mutualité et association, cet ensemble représente à peu près, 1,3 millions à 1,4 millions de personnes.

On a estimé son poids économique à à peu près 7% du PNB, mais nous ne pouvons pas approcher de manière très fine ce poids économique, faute d'instrument de mesure.

Pendant l'année où j'ai exercé la responsabilité de Délégué Général à l'Economie Sociale, j'ai obtenu la création de ce qu'on appelle le compte satellite de l'économie sociale pour mesurer famille par famille, secteur par secteur, département par département, le poids économique réel de chacune des entités de l'économie sociale : si on prend par exemple les pêcheurs à la ligne dont on a l'habitude de sous entendre « ça ne sert à rien », leur poids est l'un des plus importants en France, car les associations de pêche ont le monopole de l'alvinage qui fait vivre des quantités de petites entreprises élevant le poisson.

J'estime que ce compte satellite fera apparaître que le poids de l'économie sociale peut atteindre 14 à 15% du PNB dans les 10 années qui viennent, comme c'est d'ailleurs le cas dans d'autres pays d'Europe, tels que l'Italie et l'Espagne, un peu moins pour l'Allemagne, et l'Angleterre.

Je ne vais pas aller plus loin dans cette photographie de l'économie sociale, je vais essayer d'expliquer pourquoi les forces sociales politiques, syndicales ou philosophiques, qui auraient pu, auraient dû soutenir ce mouvement, l'ont laissé dépérir, en particulier les coopératives ouvrières de production.

Pourquoi les a-t-on laissé se marginaliser : elles ont été 400, pendant 20 ans, 400 petites entreprises (sauf quelques unes plus grandes) alors qu'au 19ème siècle, c'était un très grand phénomène qui a culminé à la formidable Exposition Universelle de 1900 : le pavillon de l'économie sociale a été inauguré avec éclat par le Président de la République, et cette exposition faisait suite à quatre autres expositions où il y avait tout un secteur de l'économie sociale avec plus de 800 exposants.

Pourquoi tout cela a-t-il disparu ?

Voilà ce que je voudrais tracer maintenant.

Avant la révolution de 1789.

Dans l'histoire, si l'on veut remonter très loin, c'est sans doute la notion de mutualité qui apparaîtrait la plus ancienne.

Les historiens la font remonter à la construction du temple de Salomon, même sans doute avant, il y a 3000 ans, avec la construction des pyramides d'Égypte, puisque les esclaves se regroupaient entre eux pour faire face aux difficultés, aux accidents.

Il y avait une mutualité, une solidarité qui a été encouragée ensuite sous les Romains.

Cela s'est perdu au Moyen-Âge, du moins nous en avons peu de traces.

En réalité, c'est surtout après la Renaissance que le phénomène est apparu avec beaucoup d'éclat, et notamment au XVIII^{ème} siècle, lorsque tout de suite après la fin du règne de Louis XIV, les prémices de l'industrialisation sont apparus.

C'est en 1730 précisément, qu'on voit apparaître pour la première fois, le mot syndicat dans une ordonnance royale : le roi avait publié un texte très violent contre les compagnons du devoir, et les compagnons gavot. Ces deux groupes de compagnons s'entretenaient pour avoir le contrôle de l'embauche.

Ils interdisaient d'aller chez tel ou tel maître, si celui-ci ne payait pas une certaine somme et n'offrait pas certaines conditions de travail.

L'ordonnance du roi interdisait ces pratiques et interdisait aux maîtres, c'est à dire aux artisans et maîtres de fabrique d'embaucher des compagnons proposés par ces groupements.

Ce compagnonage remonte certainement très loin et c'est déjà une certaine forme de mutualité, de solidarité et sans doute une forme primitive du syndicalisme, ce que recherchaient les compagnons de devoir l'illustre. L'image d'Épinal suivant laquelle maîtres, compagnons, apprentis, constituaient presque une famille est fautive, bien souvent, dès la fin du 18^{ème} siècle.

Au 18^{ème} siècle, les maîtres s'étaient regroupés et s'étaient coupés des compagnons et des apprentis : le système de jurandes, de confréries, de maîtrises se mettaient en place de façon brutale. C'était un obstacle à la liberté du travail. Turgot l'avait bien compris et avait fini par imposer au jeune roi Louis XVI les fameux Edits de 1776, qui libérèrent notamment le commerce des grains.

Mais Turgot a été renvoyé deux mois après et les édits annulés.

A la même époque dans les écoles, l'alphabétisation se mettait en route sous la houlette de l'église catholique, pas tellement pour éduquer les jeunes mais pour lutter contre la Réforme. Car jusque là, l'alphabétisation s'était faite par la Réforme, et l'église de Rome entendait lutter efficacement contre le poids grandissant de celle-ci.

Mais dans ces écoles, il y avait déjà de petites mutualités scolaires qui remontaient pour certaines au 16^{ème} et 17^{ème} siècle.

Deux lois révolutionnaires

Ce que Turgot n'avait pas pu faire, la Révolution Française l'a accompli : il y a deux textes dont il faut se souvenir, car paradoxalement, quand on parle de ces textes révolutionnaires, on ne parle que de la loi Le Chapelier dont on dit qu'elle a supprimé les corporations...

C'est vrai, mais la plus importante, c'est la loi d'Allarde qui, trois mois avant, avait supprimé les jurandes, les communautés d'art et de métiers.

La loi Le Chapelier ensuite interdit les coalitions et quand on regarde l'exposé des motifs, c'est une loi anti-syndicaliste pure avec des thèmes qu'on a réentendu entre 1958 et 1981.

Il y avait même des abbés qui en rajoutaient pour faire interdire les clubs et insistaient pour faire interdire le groupement d'ouvriers agricole. Seules, par un amendement, les chambres de commerce ont été maintenues.

Dans la classe ouvrière, à partir de ce moment là, on s'est trouvé sans aucune garantie, parce que même si les corporations avaient un caractère figé, elles représentaient une sécurité, une garantie de travail, un minimum vital.

Les ouvriers du 17^{ème} et 18^{ème} siècle étaient misérables mais moins misérables qu'ils ne l'étaient au 19^{ème} siècle.

A partir des années 1815-1830 et sans doute bien avant, il y avait une misère effroyable non seulement du fait de l'industrie naissante et de la volonté des patrons, mais aussi du mépris dans lequel la hiérarchie catholique tenait également la classe ouvrière : les ouvriers n'avaient plus rien pour se défendre, le droit de coalition interdit par la Révolution, le droit de grève aussi.

C'est pourquoi au lendemain de 1791, se sont créées de multiples petites sociétés de secours mutuel pour mettre en place un minimum de solidarité contre la maladie, contre la vieillesse, contre les accidents.

Coopératives et pré-syndicalisme

Les sociétés étaient tolérées parce qu'elles ne représentaient pas une coalition mais c'est à partir de ces sociétés de secours mutuel que toutes les grandes luttes du 19^{ème} siècle se sont développées, avec les Canuts, les grandes grèves de Lyon et du centre de la France en 1831-1834.

C'était en fait des associations pré-syndicales, voire pré-politiques le plus souvent les deux, quand elles n'étaient pas coopératives.

En effet, à cette époque, deux phénomènes apparaissent sous l'influence des anglais, qui sont dans le domaine de l'économie sociale beaucoup plus en avance.

Je ne parle pas des pionniers, de Rochdale. C'est une plaisanterie de les considérer comme les fondateurs de la coopération au regard des luttes coopératives antérieures.

Par contre, c'est Owen et quelques autres qui sont venus en France et qui ont eu une grande influence sur des hommes comme Saint Simon, comme Fourier.

Tous ces hommes du 19^{ème} siècle, sont des utopistes, socialistes, communistes et spiritualistes à la fois très croyants et très anti-cléricaux, hostiles à la hiérarchie catholique et au clergé qui ont pris position contre les ouvriers.

Owen, Saint Simon, Buchez, Fourier sont parmi les précurseurs de l'idée coopérative et c'est aux alentours de 1831-32 que se créent à Paris les premières AOP, les ateliers ouvriers de production : on crée une association pour produire et se soustraire autant que possible à l'influence patronale, et essayer ensuite de vendre des produits.

A partir de ces créations, il y a eu des quantités de projets qui ont muri.

C'était l'associationisme du 19^{ème} siècle qui commençait, et qui cherchait à répondre à ce vide du point de vue social dans la classe ouvrière, mais c'était le fait d'une minorité même dans une ville comme Paris ou Lyon qui sont les deux villes phares pour le développement de ces entreprises coopératives.

Ces structures avaient une influence, car la presse naissante répercutait tout cela, par des petites revues très nombreuses qui tiraient parfois à 3 ou 4000 exemplaires et qu'on glissait sous les portes.

Il y avait un mouvement de masse et qui le plus souvent était soutenu par des bourgeois éclairés, par des intellectuels, par des artistes qui avaient des moyens financiers.

Sans entrer dans les détails, tous ces mouvements ont été interdits à plusieurs reprises, car ils entraînaient les ouvriers à la grève. Cette période est un foisonnement d'idées et d'initiatives avec ses grands penseurs utopistes dont j'ai cité quelques uns parmi les plus connus.

En même temps, parallèlement à la reprise en main de l'enseignement par l'Église, se créent à Paris et à Lyon et dans quelques autres grandes villes, des écoles mutuelles.

La première s'est montée à Paris pendant la période des 100 jours. Les maîtres étaient souvent peu savants. Cela relevait de l'idée, qu'on a retrouvé aujourd'hui, que les plus grands élèves, les plus vifs sont capables d'aider les plus jeunes et d'assurer un rôle de moniteur au sein de la classe.

Proudhon qui est allé dans ces écoles a plus tard été un très fervent partisan de ce mutualisme scolaire qui fait appel à la participation d'une partie des élèves comme moniteurs.

1848

C'est dans ce contexte, période difficile et particulièrement misérable qu'intervient l'évènement à mes yeux le plus important depuis la Révolution de 1789, c'est 1848. Un formidable mouvement qui a échoué, car ce fut une révolution politique qui voulait être une révolution sociale.

La révolution politique a réussi pendant trois ans, mais la révolution sociale a totalement échoué et pourtant le programme social de 1848 n'est pas encore totalement réalisé aujourd'hui.

Si l'on reprend le programme de Louis Blanc qui était dans le gouvernement provisoire en février publié dans un fameux décret, on y retrouve le droit d'association, le droit de travail, la sécurité de l'embauche, de l'emploi etc...

Les autres membres du gouvernement avec Lamartine étant opposés, on confie l'application de ce décret à Louis Blanc.

Louis Blanc présidait alors la fameuse commission du Luxembourg qui a siégé pendant des mois pour recevoir les délégations ouvrières : on s'est aperçu alors que les gens venaient en groupe avec les banderoles des corporations des grands pères et demandaient le retour aux corporations, à la sécurité ; ils demandaient des structures ouvrières pour qu'ils puissent se retrouver. corps de métier par corps de métier. Mais il n'y avait aucune solidarité générale, pas de mouvement d'ensemble.

Au Luxembourg, les délégations se sont succédées avec leurs revendications contradictoires, qui se sont perdues dans les sables ou plutôt les fusillades de juin 1848.

Mais ce qui est exceptionnel, c'est que dans cette période de 4 et 5 mois, il y a eu un foisonnement de projets et de création d'associations. Je me souviens avoir retrouvé le programme de l'association des professeurs et des instituteurs socialistes dirigée par une femme Pauline Roland, une militante extraordinaire qui avait un siècle d'avance sur son temps. Elle désirait avoir des enfants sans se marier, le faire publiquement et elle l'a fait.

Elle était institutrice privée, c'est à dire laïque à cette époque, militante mutualiste ; elle a développé un programme de développement scolaire fantastique allant bien plus loin que Saint Simon, Fourier, intégrant formation professionnelle, formation continue.

Cette association a été balayée en 1850 et la plupart de ses membres ont été déportés et sont morts en Algérie ou en Nouvelle Calédonie.

La récupération napoléonienne.

L'arrivée de Napoléon III a décapité tout le mouvement coopératif, socialiste et associationniste.

Seules quelques dizaines à Paris et à Lyon se sont maintenues, largement récupérées par le pouvoir dans la dernière partie du règne de Napoléon III, dirigées par des bourgeois, des militaires en retraite, des prêtres, mettant la main aussi sur les sociétés mutualistes, très nombreuses depuis 1848. Napoléon III les avait reconnues à condition que ces sociétés mutuelles acceptent des membres étrangers qui constituaient un comité de parrainage composé des libéraux et de notables.

Dans la deuxième partie du règne de Napoléon III, a été rétablie la liberté d'association et de réunion, de parler publiquement. Bien sûr, les premières réunions publiques ont souvent été des réunions de coopération, cela d'autant plus que Proudhon, anti-étatiste, anti-clérical défendait l'idée de la mutualité, d'une école au service de la famille, l'idée de coopération et de solidarité. Il avait eu une influence importante.

Mais ce renouveau ne semble pas très important sauf à Lyon où l'on essayait de mettre en place des coopératives de consommation et de production, et, grande innovation, des sociétés de Crédit Mutuel.

C'est encore une femme, Jeanne Deroin, bien avant Raiffaisen en Allemagne qui a créé une société de Crédit Mutuel pour financer les coopératives de production et de consommation et pour mettre en place une sorte de plan économique de la production à la distribution.

Comme c'était interdit, elle a été emprisonnée à St Lazare puis déportée comme tant d'autres.

Ensuite, l'époque 1860—64 est une période clé : à la fin du règne de Napoléon, il y a une relance des coopératives avec la publication du Manifeste de la coopération, en même temps que se crée à Londres la première Internationale.

A cette première Internationale, les délégués français, en particulier Eugène Vaulin font état de leur passé de coopérateurs, et défendent l'idée coopérative comme moyen de transformer la société.

A partir de là, se sont constitués en France des regroupements politiques internationalistes, interdits bien sûr, issus des sociétés mutualistes, des associations qui servaient de couverture.

En 1864, les ouvriers obtenaient l'autorisation de désigner eux-mêmes leur délégation aux conférences internationales et aux Expositions Universelles.

Ce processus a fortement contribué à la naissance d'une conscience ouvrière, d'un parti ouvrier français.

Vers la rupture du socialisme et de la coopération

La commune a eu trop peu de temps pour aboutir bien qu'elle ait favorisé la coopération, en particulier en faisant reprendre les fabriques abandonnées par leurs propriétaires par des coopératives.

Ensuite, il y a une période de transition de 1871 à 1875 : les congrès du Parti Ouvrier, qui se réunissaient tous les deux ans ont commencé par dire que la coopération était le moyen de transformation de la société, le moyen d'assurer le contrôle de la production et de la distribution.

Cette affirmation politique a disparu en 7 ou 8 ans avec la rupture à Marseille sous l'influence de Jules Guesde, en 1879, et l'affirmation que la conquête du pouvoir politique passait par la lutte des classes, et que finalement, la coopération était une construction bourgeoise.

C'est vrai que jusqu'à la fin du 19^{ème} siècle, bien des coopératives étaient récupérées par le pouvoir, composé au 2/3 d'anciens nobles, de très hauts bourgeois etc... ce qui explique que dans les expositions universelles, ce secteur avait une très grande place, mais il échappait largement à la classe ouvrière.

De ce congrès là de 1879, ni les socialistes, ni les syndicalistes ne se sont jamais remis : l'incompréhension, les ruptures, l'indifférence dans tous les pays de l'Europe remontent à ce moment là, alors qu'on avait été à deux doigts après la Commune de créer un parti coopératif.

Sous l'influence de Jules Guesde, le marxisme naissant a empêché toutes ces velléités et 1879 constitue un tournant pour la gauche politique et le syndicalisme.

Incompréhensions et indifférences

A partir de 1884, les syndicats ont ignoré, voire combattu la coopération et la notion d'économie sociale.

Pendant en 1885, quelqu'un relève le gant, Charles Gide, lui aussi un grand bourgeois intellectuel et protestant, habitant Nîmes.

Il fonde l'école de Nîmes, crée la Fédération des Coopérations de Consommation, organise les premiers congrès.

Il relance donc le phénomène de la coopération sur une base doctrinale, avec un enseignement qu'il donne à la Faculté de lettres de Paris, et appuyant toutes les initiatives d'Emile Durkheim qui à l'époque essayait de monter une chaire de sociologie.

A cette époque de lutte contre le conservatisme et le socialisme de Jean Jaurès, Durkheim essayait de créer dans le cadre de la sociologie une chaire d'économie sociale, c'est à dire d'histoire des doctrines sociales.

Cela se traduisait aussi par le fait qu'à l'époque nous avions deux organisations des coopératives de production, l'une était la chambre syndicale des AOP, c'était les « conservateurs », en fait des gens pragmatiques qui voulaient être indépendants de tout parti et continuaient la tradition.

L'autre était la fameuse bourse coopérative socialiste, créée par Jean Jaurès, avec la fameuse verrerie d'Albi dont on reparle aujourd'hui.

C'est Jean Jaurès qui a développé l'idée qu'on ne peut faire le socialisme sans les trois flèches : le syndicat, la coopérative, le parti.

C'est avec Marcel Mauss, grand sociologue (ethnologue) qu'il a créé le mouvement des bourses socialistes, faisant de la coopération l'avant garde du socialisme.

Mais contrairement à ce que certains pourraient penser, Jean Jaurès et Charles Gide n'étaient pas particulièrement des adversaires ; ils se réunissaient d'ailleurs souvent ensemble.

En particulier, en 1900, lors de l'exposition universelle qui vit fleurir de multiples congrès ; il y eut le congrès des quatre grandes organisations de l'économie sociale : les coopératives de consommation avec Charles Gide, les coopératives de production de la chambre syndicale, la bourse socialiste de Jean Jaurès, et l'Alliance coopérative internationale qui avait été créée une dizaine d'années plus tôt.

Les discussions qui ont eu lieu, en particulier sur l'abolition du salariat et la capacité du mouvement coopératif à y parvenir, ont abouti en 1912 à la réunification du mouvement coopératif.

En 1912, Gide avait fait un grand texte de présentation du mouvement coopératif, commenté par Jaurès dans l'Humanité et dans d'autres revues.

C'est l'époque des grands débats doctrinaux, philosophiques sur le sens de l'économie sociale, sur son rapport à l'économie, sur les moyens de transformation de la société, qui se sont progressivement estompés après la guerre de 1914.

Tout cela est progressivement tombé en déshérence malgré la loi de 1901 sur les associations, la création de la Fédération Nationale des Mutuelles en 1901 pour arriver à la situation décrite tout à l'heure en 1981 : 400 coopératives de production, un monde associatif multiforme, une mutualité regroupée.

Quel avenir ?

Malgré l'importance du nombre des associations, ni les syndicats, ni les partis politiques dans leurs congrès, leurs séminaires etc... n'ont exprimé la moindre proposition politique en matière d'économie sociale jusqu'en 1979.

Je crois qu'il faut arriver en 1984, pour trouver dans une revue périodique et confidentielle de la CGT le premier article reconnaissant que les ouvriers des coopératives sont des ouvriers d'égale dignité aux autres travailleurs.

La CFDT a eu une politique d'économie sociale plus élaborée dès 1980-81, alors que FO a une politique positive verbalement sans qu'on ait rien vu de très concret dans ce domaine.

La rupture des congrès de Marseille en 1879 continue de peser et explique l'incompréhension à l'égard de l'économie sociale et sa marginalisation.

Or c'est peut-être un des enjeux essentiels de l'évolution de la société française.

Je crois, sans dire de grands mots que l'acte révolutionnaire, depuis 1981, c'est la décentralisation qui a changé durablement la société : elle ne rapportera rien à la gauche, au contraire, car les français n'aiment pas les responsabilités.

La décentralisation, complétée par les élections régionales au suffrage universel va créer un phénomène économique et social nouveau.

Les présidents de région, les élus régionaux vont vouloir appuyer leur pouvoir politique sur un pouvoir économique fort, alors que jusque là les municipalités, les départements investissaient peu dans l'économie. C'était au privé ou à l'Etat de s'en occuper.

Maintenant, les régions vont contribuer au développement de nombreuses entreprises relevant de ce que j'appellerai la micro-économie en dehors de la grande planification générale.

Cela veut dire : soutien aux PME, PMI, mais pourquoi pas aussi aux SCOOP, entreprises aux structures nouvelles que nous essayons d'imaginer dans le cadre de l'économie sociale et qui pourraient mieux répondre aux besoins des gens de notre temps.

L'économie sociale est peut-être une réponse partielle aux aspirations de la jeunesse qui refuse de se trouver trop insérée dans les carcans de l'entreprise, qui souhaite mieux maîtriser sa vie et son travail, qui recherche des formes d'activités autres que celles qu'on a connues.

Il faut savoir que lorsque cent entreprises se créent, soixantes disparaissent dans l'année alors que pour cent coopératives, trente seulement disparaissent.

Il faut savoir que les coopératives ont créé 10 000 emplois en 4 ans, ce qui veut dire que des travailleurs mettent en commun leurs faibles moyens, imaginent des structures, des relations, des responsabilités différentes, et que cela marche.

C'est très petit, et ne couvre pas beaucoup de secteurs, mais cela correspond à un type d'entreprise à taille humaine avec une conception des rapports différents de ce que l'on connaît actuellement. Je crois que cela peut être une chance pour l'avenir et qu'il faut la jouer, qu'il faut la jouer avec les banques sociales, avec l'aide de la mutualité et des associations, quitte à modifier leur mode de fonctionnement actuel.

C'est là le rôle d'impulsion de la Délégation à l'Economie Sociale, créée en 1981, et qui peut favoriser le renouveau de l'Economie Sociale en France.

La coopération

La coopération est un ensemble très vaste avec d'abord le grand secteur des coopératives de productions, ce que l'on appelle les SCOOP, sociétés coopératives ouvrières de production ; on retrouve cette expression simplifiée dès le 19ème siècle.

Il y en a un tout petit peu moins de 1400 en France, mais 15000 en Espagne, 15 à 18000 en Italie ; c'est dire que nous sommes très en retard.

Ce secteur a été marginalisé, oublié, il est tombé en déshérence petit à petit depuis une cinquantaine d'année.

Les coopératives de consommations, sont regroupées dans la Fédération Nationale des Coopératives de Consommation, qui défraie la chronique actuellement : majoritaire à la FNAC à Paris, elle est obligée de vendre, comme elle doit vendre son immeuble de la rue de Boulogne pour faire face à ses échéances.

La coopération agricole est un secteur immense : 56 à 57% des exportations agro-alimentaires sont le fait de coopératives ; pour le lait c'est 98 à 100% depuis très longtemps, comme dans toute l'Europe d'ailleurs.

En France, l'apparition du tracteur a particulièrement favorisé les regroupements coopératifs.

La coopération bancaire est aussi un secteur important, sans doute l'un des premiers en Europe : le Crédit Agricole est la première banque mondiale, lorsque le dollar est en dessous de 6 francs, les banques populaires, les banques coopératives créées en 1936, le Crédit Mutuel, d'abord l'Alsace Lorraine, et toute une série de banques, par exemple, la banque centrale du Crédit Mutuel sont des outils extrêmement puissants, auxquels on pourrait reprocher d'être beaucoup plus « banques » que banques « sociales ». Un banquier reste un banquier, et même quand c'est une banque dite sociale, l'aspect rentabilité de l'argent l'emporte quelquefois.

Donc, la coopération dans son ensemble, c'est quelque chose d'important, et représente à peu près 300 000 personnes employées, y compris l'énorme secteur agricole qui dans l'économie pèse d'un poids particulièrement important.

Les entreprises alternatives : une réponse à la crise ?

Par P. Sauvage *

* Patrice Sauvage est l'un des fondateurs de l'ALDEA. il travaille actuellement à la Délégation à l'insertion des jeunes.

Le propos de P. Sauvage est tiré d'une recherche qu'il a menée pour le commissariat du Plan et d'une enquête qu'il a réalisée dans le cadre de l'ALDEA

Notion et typologie des entreprises alternatives

Les entreprises alternatives ne se caractérisent pas par rapport à un statut juridique mais beaucoup plus par un certain nombre de principes qui par ailleurs ne suffit pas à les définir. Elles sont plus la traduction d'une éthique, d'une démarche que des principes bien établis. Tout d'abord, à propos de l'aspect de statuts ou (de leur absence), je voudrais dans ce premier point différencier les entreprises alternatives de ce qu'on appelle l'économie sociale ou l'économie souterraine : Très souvent, les entreprises alternatives utilisent les statuts d'entreprises de l'économie sociale, c'est-à-dire la forme associative, coopérative ou mutuelle. Mais en fait, elles vont au-delà de ces statuts. D'une certaine manière, l'entreprise alternative est un peu un retour aux intuitions de l'économie sociale. Il est vrai que dans la mesure où les notions d'autogestion, de solidarité font partie intégrante de certaines valeurs des entreprises alternatives, on constate évidemment une parenté entre celle-ci et les entreprises de l'économie sociale.

La deuxième notion qui apparaît très souvent de façon confuse c'est la notion d'économie.

Mais elle dépend de la conception que l'on en a.

Si l'on a une conception défaitiste, c'est-à-dire essayer de réaliser des activités échappant à certains mécanismes de solidarité sociale qui sont indispensables, dans notre société, alors les entreprises alternatives ne sont pas à priori du ressort de l'économie souterraine. Mais par contre, si l'économie souterraine, c'est le développement d'activités non-marchandes qui justement sont effacés par les rapports économiques et sociaux actuels, notamment tout l'aspect du bénévolat, des relations avec un environnement qui dépassent une traduction en terme économique, de ce point de vue là, l'économie alternative est une

La mutualité

Il y a ensuite la famille de la mutualité.

On a souvent tendance à ne voir que la mutualité de prévoyance. Vous êtes tous membres d'une mutuelle puisque statistiquement, il y a 25 millions de françaises et de français membres d'une mutuelle.

Ces mutuelles qui complètent la couverture de la sécurité sociale, ont réalisées pour certaines, des œuvres pionnières tout à fait exceptionnelles.



forme d'économie qui intègre un certain nombre d'éléments de l'économie non-marchande. Et c'est ce que l'on constate effectivement : les apports non marchands dans les entreprises alternatives sont assez importants. Par exemple, de nombreux revenus liés à des activités non marchandes interviennent dans le cadre de ces entreprises.

Par rapport à la première conception de l'économie souterraine, une autre différence peut être faite en considérant la notion de minorités qui ne s'inscrivent pas seulement contre la société existante mais qui proposent des alternatives et qui se distinguent des minorités qui sont dans l'anomie, se situant dans une attitude de refus vis à vis du système existant mais ne proposent pas d'alternative.

La notion d'économie alternative c'est essayer de proposer une alternative au fonctionnement du système économique en place et dans ce sens elle ne s'inscrit pas dans la notion d'économie souterraine, un peu « dissimulatrice ».

C'est pour cela qu'Alain Romeford de la mission à la création de l'emploi a pu un jour parler d'économie sociale souterraine.

Qu'elles sont les valeurs qui animent les promoteurs d'entreprises alternatives ?

De l'enquête que nous avons fait à l'ALDEA, nous en avons repéré 3 mots qui ressortent souvent :

• C'est d'abord la notion d'autogestion.

Ce terme étant un peu piégé maintenant, disons de nouveaux rapports humains dans l'entreprise dans le sens où il n'existe pas de hiérarchie, très stricte au sein des entreprises alternatives, de la possibilité de rotation des tâches, d'une démocratie qui va très loin, de rapports qui justement dépassent les rapports simplement économique.

Et évidemment, l'idée d'être maître de son destin sont valables seulement pour les personnes qui y travaillent mais pour l'ensemble de l'entreprise. Cela se traduit d'une certaine manière dans l'idée de créer son propre emploi et donc d'autogérer son destin.

• La deuxième notion, c'est l'idée de solidarité, là aussi une notion très proche des intuitions de l'économie sociale. Elle peut se traduire par des relations de solidarité dans les entreprises existantes et dans la perspective de favoriser l'insertion des personnes, en difficulté, alors que le système économique actuel, c'est précisément d'exclure tous les gens qui ne sont pas au niveau.

Cette solidarité n'est pas seulement interne mais aussi externe avec d'autres entreprises alternatives, d'autres entreprises du lieu, du bassin d'emploi.

Mais il reste encore un certain individualisme entre ces entreprises. Des relations se nouent mais sont souvent plus discours que réalité. A cet égard, on peut parler des

réseaux villages et la tentative de créer une solidarité entre entreprises...

Une solidarité aussi avec le Tiers Monde qui peut se traduire par le type de production fabriqué, dans le souci de ne pas exploiter le Tiers Monde.

• La troisième notion est celle de l'autonomie.

Elle peut avoir plusieurs sens :

Tout d'abord, l'autonomie pour les salariés dans l'entreprise où on retrouve un peu la forme autogestionnaire, c'est-à-dire permettre à chaque personne de l'entreprise d'avoir son autonomie et sa liberté de décision.

Mais aussi, autonomie de l'entreprise par rapport aux différentes institutions, au système bancaire comme nous avons pu le constater au cours de notre enquête portant sur une cinquantaine d'entreprises alternatives. En fait notre idée d'autonomie c'est l'idée d'autonomie par rapport au système économique, au système marchand. Il est certain que le développement d'aspect non-marchand dans les entreprises alternatives est un moyen de s'affranchir du système économique.

D'autres idées, d'autres valeurs, peuvent s'ajouter à cela comme par exemple l'idée de produit socialement utile (par ailleurs, difficile à définir car tout produit est lié à la société de consommation, à la société militarisée) et lié aux technologies alternatives comme les technologies douces. Pour ce qui concernent les entreprises alternatives que nous avons rencontré, c'est la volonté de vouloir constituer une alternative par rapport au fonctionnement du système économique actuel dans la perspective d'inventer une nouvelle norme, mais également de remettre « l'économique » à sa place. C'est dire que tout n'est pas réductible à l'économie, dans la vie, et qu'il faut trouver les moyens à la fois de la réaliser et de la maîtriser.

Mais en même temps, c'est s'affronter à l'économie et quelque fois s'enfoncer dedans, car pour le moment le marché impose des contraintes, des compromis avec le système en place et les mentalités. Ce paradoxe est vécu par les promoteurs d'entreprises alternatives, ce qui fait que l'on ne peut donner une définition exacte.

Ce serait là le fondement de l'économie alternative car sa démarche peut se traduire aussi bien par des sociétés qui se créent pour l'insertion des exclus, d'autres qui se conçoivent essentiellement sur l'aspect de nouveaux rapports humains dans l'entreprise, d'autres sur l'aspect de produit socialement utiles... mais cela de façon variable selon les lieux, les mentalités, etc.

Typologie des entreprises alternatives

Dans l'enquête que nous avons réalisé, on peut considérer trois catégories d'entreprises alternatives :

1. les coopératives souvent dans le secteur de l'informatique. Elles affirment une volonté d'être un peu leur propre maître, d'avoir des rapports sympathiques, de ne pas dépendre d'un patron. C'est dans ce sens que l'on retrouve l'idée du retour aux intuitions de l'économie sociale.

La logique de ces entreprises est de jouir de son propre travail. Mais elles manquent d'un aspect plus social, d'une dimension plus globale. Elles représentent une économie sociale un peu plus moderne.

2. ce sont des entreprises plutôt passeistes, c'est-à-dire de type communautaire avec plus ou moins un aspect de retour à la terre, où l'on essaie de relier la dimension du travail et la dimension de la vie, deux aspects qui sont précisément dans notre société cloisonnés : réinsérer la vie dans le travail, le travail dans la vie. C'est un peu le but de ces entreprises qui la plupart du temps sont sous formes communautaires.

Elles sont souvent très difficile à apprécier d'un point de vue économique.

Dire qu'elles sont passeistes, ce n'est absolument pas dans un sens péjoratif mais dans la mesure où comme dans le passé (avant le 19^e siècle) existait une plus grande relation entre le travail et la vie plus ou moins communautaire.

3^e - ce sont des entreprises qui allient un peu les deux, ce que H. Desroches appelle des entreprises utopiques, c'est à dire qu'elles essaient de réfléchir à de nouveaux modes de gestion, à l'utilité sociale du produit qu'elles fabriquent, d'aller au-delà de l'économie sociale, à réaliser des produits socialement utiles, à définir aussi de nouveaux critères de gestion intégrant notamment tout l'aspect social et les effets sur l'environnement, d'essayer d'avoir des relations de partenariat avec les autres entreprises du secteur.

Cela veut dire initier de nouvelles manières de vivre l'économie sans faire nécessairement un retour à l'économie sociale, ni vivre cela de façon communautaire, elles se rapprochent là aussi, des entreprises alternatives.

Les domaines d'intervention pour les deux premières catégories sont généralement bien typées :

Pour les premières des sociétés de service et de conseil en informatique, et pour les deuxièmes des communautés d'accueil ou de vie, de culture biologique, les autres sont dans un peu tous les secteurs, par exemple celui des énergies renouvelables, ou dans d'autres domaines comme l'autoréparation et éventuellement de la restauration qui ne paraît pas tout à fait un secteur moderne mais il y reste des tas de choses à faire.

Outre ces trois volets, on peut citer deux autres aspects, qui ne figurent pas dans cette typologie, élargissant la notion d'entreprise alternative :

Tout d'abord, la notion d'entreprise intermédiaire. Ces entreprises ont pour but de permettre l'insertion d'exclus, notamment de jeunes mais pas seulement, par la mise en situation du travail réel dans une entreprise, c'est à dire par la confrontation au travail et au marché.

Elles n'ont pas un aspect spécifiquement alternatif dans la mesure où ces jeunes se retrouvent dans des situations de travail relativement classique.

Malgré tout, les rapports humains et le processus de prise de responsabilités sont assez innovants : dans le développement du partage du travail et des revenus compensés, par le développement de l'économie non-marchande et des rapports de solidarité où l'on trouvera une solution à la crise notamment en terme de chômage.

Mais d'abord, la crise est peut-être un terme trop économique.

L'aspect de l'économie non-marchande et du partage du travail me paraît beaucoup plus porteur, cela peut être une réponse beaucoup plus massive notamment par rapport aux problèmes du chômage et aussi de la crise de civilisation que nous rencontrons.

Cette réserve ayant été faite, on peut dire que la notion d'entreprise alternative n'est pas totalement liée à l'idée de développement de l'économie non marchande. On peut repérer en fonction des principales données de la crise actuelle, les réponses que peuvent apporter ces types d'entreprises.

Les entreprises alternatives et la crise

La crise actuelle se caractérise par quatre éléments :

- d'une part, la crise de la concentration, c'est donc l'idée que le système économique est arrivé à un seuil de concentration tel que finalement, il ne produit plus des économies d'échelles. C'est à dire comme l'a dit Illitsch que le système économique actuel a passé le seuil où sa productivité peut s'améliorer.

Nous en sommes au seuil où la productivité de ces grandes organisations ne peut que baisser actuellement, cela se remarque au niveau des grands groupes qui connaissent des difficultés de rationalisation et ne font pas des investissements productifs ou créateurs d'emplois, c'est une crise de concentration.

- le deuxième élément, c'est la crise de l'Etat providence.

Là aussi, nous sommes arrivés à un seuil de prélèvements obligatoires extrêmement élevés, cela donne l'impression qu'il est difficile d'aller au-delà, ce n'est pas seulement un ras le bol libéral mais je pense que c'est une réalité : on se rend compte que l'état ne peut assumer tout et s'il assumait tout, il l'assumerait de manière inefficace. Toute une série de compensation que réalisait l'état par rapport au système productif concentré, ne peuvent plus être augmentées.

L'état lui-même est impuissant également dans le cadre des entreprises nationalisées, on ne voit pas trop non plus où peut aller l'état providence.

- la troisième crise, c'est la crise de « l'excentralisation » de notre économie. On est arrivé à un stade où toutes les économies nationales sont interdépendantes et finalement la plupart des pays ne peuvent pas réaliser grand chose tout seul. Ils sont dépendants des autres pays, on l'a bien vu en 1981 où l'on a essayé de faire une politique de relance qui n'a pas échoué à cause de l'inflation, mais à cause de la sensibilité de notre balance commerciale. Cela s'est traduit par un déficit accru de notre balance commerciale et par une dévaluation.

Ce phénomène montre les limites de notre économie actuelle qui est trop « externalisée ».

- quatrième forme de la crise actuelle, c'est le rapport au travail, le rapport salarial qui pose énormément de problèmes, dont nous voyons la traduction par un absentéisme de plus en plus important, par la difficulté pour les gens de supporter le travail dans l'entreprise. Ce rapport salarial, je disais que c'est la crise de l'économie aussi, cela va un peu plus loin : on se demande où nous mènent les économistes, il se produit une remise en cause de la science économique elle-même.

Face à ces crises, quelles sont les réponses possibles de ces entreprises alternatives ?

Sur le premier point : crise du système industriel et donc crise de la concentration, on voit bien tout de suite que ce type d'entreprises sont de petites tailles. Dans notre échantillon nous avons essentiellement des PME et aussi de petites entreprises. Ce type d'entreprises est beaucoup plus adapté à l'économie actuelle et compte tenu de leur petite dimension, elles peuvent aussi arriver à un taux d'efficacité beaucoup plus important. De nombreuses études ont été faites sur l'efficacité des PME-PMI, je crois que beaucoup de gens ne s'y trompent pas et les grandes sociétés nationales non plus : elles ont créés des sociétés de conversion pour lesquelles elles consacrent une certaine somme d'argent au développement de micro-initiatives locales.

Ces entreprises sont un atout mais elles ont des limites car un certain nombre de production nécessite des investissements et une certaine taille : peut-on arriver à fabriquer de l'acier avec des PME-PMI ? C'est une question que l'on peut poser malgré l'expérience italienne ou chinoise.

Le risque est d'avoir un tissu de groupes de taille importante dans l'industrie et dans de nouveaux secteurs, de nouveaux services, un tissu de PME-PMI. Le secteur industriel serait surtout dominé par de grands groupes.

Sur le deuxième point : par rapport à la crise de l'état providence, je crois que ce type d'entreprise est une réponse dans la mesure où parmi les produits socialement utiles, on retrouve de plus en plus de produits de ce que j'appelle le secteur quaternaire : c'est à dire de même que l'on a eu les secteurs primaires, secondaires, tertiaires, on peut penser à l'existence d'un quatrième secteur. Le quatrième secteur qui se développe est un secteur à la limite des services collectifs, des biens collectifs, à l'origine des services assumés par l'état et les collectivités locales ou par les familles (économie familiale).

Cela concerne les services de proximité, l'aide aux personnes âgées, les garde-enfants, l'animation, finalement tout le secteur qu'on donne bien actuellement aux TUC : ce type d'emploi est satisfait au rabais par la mise en place de ces travaux d'utilités collectives, mais il y a certainement une piste importante pour des entreprises alternatives de type associatif ; des petites entreprises, des associations, qui seraient subventionnées par les collectivités locales ou par l'état, mais cela lui coûterait moins de subventionner ou de soutenir des initiatives plutôt que d'assumer lui-même tous ces services.

Je pense qu'il y a là une piste importante ouverte par la crise de l'état providence mais en même temps, comment pouvons-nous concilier le développement de ces initiatives locales de solidarité avec une solidarité nationale plus importante. Par exemple, dans le cas de développement

d'école parallèle, ce sont souvent des familles d'un certain revenu qui peuvent l'assumer.

L'état garde certainement un rôle pour permettre cette solidarité sociale, il reste encore un équilibre à trouver.

A propos de troisième type de crise, la crise de l'externalité de nos économies, tournées vers l'extérieur, elles sont justement trop dépendantes de l'extérieur. On le perçoit bien avec la crise du dollar et la relance aveugle de 1981.

De ce point de vue là, lors de l'enquête telle que nous l'avons faite, nous n'avons pas eu de réponses précises mais nous avons senti que de nombreuses entreprises alternatives avaient tendance à tester de nouveaux créneaux d'activités, de nouveaux secteurs, notamment par la revalorisation de ressources naturelles locales. On parle beaucoup de la filière bois, de richesses mal exploitées, qui donne lieu à des importations (par exemple, je signale, au titre de mon travail actuel, que l'on importe 80% de matériels pour personnes âgées). Je crois que l'essentiel de ces matériels, leur permettant une autonomie, est importés de Suède et d'autres pays. Actuellement, ce sont des entreprises lancées dans des réseaux locaux qui vont essayer de fabriquer des produits à partir d'études de marché. Cet exemple, montre que d'une certaine manière, on peut arriver à une reconquête du marché intérieur non seulement par l'utilisation de richesse locale, mais aussi par la recherche de nouveaux créneaux en développant des activités de services collectifs à la limite de l'économie familiale et de l'économie non-marchande. Ces services peuvent se développer mais de toute façon, ils ne pourraient pas être satisfaits par des entreprises étrangères.

On peut imaginer un scénario dans lequel on pourrait développer des initiatives de ce type et faire en sorte que dans le budget des ménages, par le biais des impôts, une part accrue serait destinée à ces services de proximité plutôt que d'importer des motos faites au Japon. L'idée serait que l'on pourrait substituer l'achat d'animation culturelle à l'achat de magnétoscopes made in japan par exemple.

Nous savons très bien que c'est la contrainte extérieure qui limite la croissance en France et empêche la création d'emploi. Si l'on arrive à créer des entreprises dans ces secteurs que limitent la croissance extérieure, je crois qu'il y a la possibilité d'aller vers des solutions intéressantes.

Par rapport à la quatrième crise, la crise du travail et de l'économie, il est certain que ce type d'entreprise est précisément une réponse à la crise du travail : elle se manifeste aussi bien par un sentiment diffus de ras le bos général mais aussi par des coûts très importants pour la société que ce soit en terme d'absentéisme, d'accident de travail et de maladie psychomatiques.

Ce type d'initiative est à développer pour répondre à cette crise qui est peut-être finalement la plus fondamentale pour notre société, d'un point de vue économique.

On a pu constater également au cours de notre enquête que ces entreprises étaient très efficaces en matière de création d'emploi. Le coût de démarrage de ces entreprises, par l'effort d'économie non-marchande, de militance, de bénévolat, ainsi que le choix des secteurs retenus, fait qu'effectivement la création d'emploi revient à un coût moindre. (On sait actuellement qu'une bonne moitié des investissements, peut être les 3/4 sont destructeurs d'emplois).

Le raisonnement actuel fonctionne sur un mythe :

Pour créer des emplois, il faut faire des investissements, c'est totalement faux car les investissements sont en ce moment pour la plupart des rationalisations. Ils économisent des emplois et sont conçus dans cette perspective.

Faire un investissement ne suffit pas, il faut plutôt envisager une démarche visant à créer des emplois, au contraire, avec peu d'investissement et de capital, avec le souci de limiter les importations dans ce secteur.

Je voulais montrer ainsi les possibilités de réponse à la crise. J'ai indiqué un certain nombre d'éléments qui ne correspondent pas nécessairement à des entreprises alternatives stricto-sensu : cela correspondait plutôt à des PME-PMI innovantes dans ces nouveaux secteurs. Mais il est certain que l'aspect dynamique autour des entreprises alternatives et des aspects comme les nouveaux rap-

ports humains, de produits socialement utiles sont des éléments de lutte contre la crise qui doivent être valorisés en tant que tel.

Ce n'est pas seulement quelque chose en plus, c'est une composante dont il faut tenir compte dans la lutte contre la crise.

Les financements des entreprises alternatives.

Quatre problèmes se sont posés pour ce type d'entreprise :

L'assistance technique, le financement, la communication et le problème du changement de mentalité.

1° - L'assistance technique : les gens qui se lancent dans de tels projets le font dans une perspective non pas de faire du profit mais justement d'envisager de nouveaux rapports économiques.

Ces entreprises courent le risque d'avoir des difficultés face au marché. Leurs promoteurs eux-mêmes ne sont pas toujours bien formés et ne connaissent pas nécessairement toutes les contraintes de la gestion d'une entreprise. Il faut absolument maîtriser toutes ces contraintes. Il ne s'agit pas de s'engluer dans ces contraintes mais il faut les maîtriser pour justement les dépasser.

A ce propos, on peut noter depuis quelques années, une évolution et un certain nombre d'éléments intéressants, comme les réseaux d'assistance technique.

Il s'est créé en plus des réseaux classiques du type chambre de commerce qui en fait étaient inadaptées à ce genre d'entreprise, des réseaux d'aide économique, de gestion, créés au début sur une base militante avec de nombreux bénévoles.

C'est le réseau d'une trentaine de boutique avec des permanents, des bénévoles et des subventions venant en partie de l'Etat. Il répond souvent assez bien aux problèmes techniques de ces entreprises et également sur l'aspect de la gestion, du choix d'un secteur, du produit que l'on désire fabriquer et commercialiser.

Il existe différents réseaux comme les boutiques de science, l'ALDEA fait aussi un peu d'assistance technique, l'agence nationale pour la création d'entreprises commence à s'ouvrir également à l'idée d'aider ce type d'entreprise.

Je fais une parenthèse mais c'est très important : de plus en plus, l'esprit d'entreprendre n'est plus le fait de catégories classiques habituelles. Ce sont des gens de ce type de promoteurs alternatifs, des créateurs d'entreprises intermédiaires, des gens qui veulent participer au développement de leur lieu de vie et se lancent dans ces genres d'initiatives.

L'ANCE notamment qui est un organisme classique commence justement de faire une place à ce type d'initiatives et à envisager des méthodologies plus spécifiques pour tenir compte de l'originalité de ces entreprises.

Il existe aussi des réseaux d'assistance technique comme le réseau de retraités qui fait du conseil en entreprise. Jusqu'à présent, c'était une structure assez classique mais elle commence à s'ouvrir à ce genre d'initiative.

Une nouvelle initiative vient d'être lancée par le centre du volontariat qui justement veut s'orienter spécifiquement vers l'économie sociale, les entreprises alternatives et intermédiaires dans le cadre du projet PIVOD. D'autres réseaux se créent en particulier le réseau des UREI (Union Régionale des Entreprises Intermédiaires) pour assister les promoteurs d'entreprise intermédiaire, compte tenu du fait que les boutiques de gestion sont adaptées aux entreprises alternatives mais beaucoup moins aux entreprises intermédiaires. C'est une notion assez complexe dans la mesure où je cotoie du social et de l'économique une partie marché et une partie état/collectivité locale. Il s'agit de mettre en place une méthodologie plus spécifique.

De nouveaux moyens apparaissent : ces réseaux quelquefois vivent difficilement malgré tout, ces moyens sont assez limités. Il faudrait envisager quelque chose de plus solide parce qu'ils tendent à être dispersés manquent un peu de cohérence.

En matière de financement, je vais présenter tout d'abord les financements publics sans pour autant vouloir trop compter dessus. Cela signifie qu'il faut aussi compter sur la mobilisation de sympathisants de ce type d'initiatives.

En ce qui concerne les financements publics, je citerai l'action de certains ministères, comme la mission de promotion de l'emploi avec les emplois d'initiatives locales, le secrétariat d'état et de l'économie sociale qui vient de lancer un certain nombre d'initiatives en matière de financement, notamment ce qui concerne les opérations de partenariat. La délégation à l'insertion des jeunes a également soutenu des initiatives mais beaucoup plus à titre d'étude de faisabilité, c'est à dire de l'assistance technique.

Il existe un certain nombre d'aides publiques.

L'une des toutes récentes qui vient d'être créée c'est l'aide aux entreprises intermédiaires. Elle est attribuée de façon permanente pour le service d'insertion que ces entreprises rendent à la collectivité. En fonction du nombre de jeunes accueillis, l'entreprise a droit à une aide de 30 000 Frs par poste de jeune en moyenne. Elle est reconductible systématiquement pour ce type d'entreprise dans la mesure où ce sont des jeunes qui se relaient. Elles doivent donc supporter durablement un surcroît que finance la collectivité. Ce type d'expérience reste très fragile, mais elles signifient la reconnaissance d'un décloisement du public et du privé, cela me paraît un point important.

Sur la question des financements nous avons un projet actuellement en cours qui est d'arriver à mobiliser d'autres partenaires que les administrations ou les collectivités locales. Car malgré tout, les aides publiques sont soumises aux impératifs budgétaires et on ne doit pas trop compter dessus indéfiniment.

Dans le cadre de la diversité des financements, je pourrai citer également les sociétés de conversions, qui ont été créées par des entreprises nationalisées. Elles se sont vues affecter une aide par l'état pour leurs reconversions. En contre partie, elles doivent financer des micro-initiatives sur leurs bassins d'emploi ou en dehors. Ce n'est pas très développé actuellement, mais des sommes très importantes peuvent être dégagées à ce titre, on peut citer l'exemple de Saint Gobin.

Il existe des possibilités de financement de ce côté mais aussi par le mécénat d'entreprise avec la loi récente sur l'initiative économique. Cette loi permet aux entreprises de verser 2% de leur chiffre d'affaire aux associations dont le but est de créer de nouvelles activités. Parmi ces aides, le côté entreprise est un aspect nouveau en matière de financement.

On pourrait évoquer également les banques comme partenaires financiers.

Mais pour le moment, les banques n'investissent pas dans les projets dont je viens de parler.

Ce n'est pas nécessairement la structure financière qui est mise en cause ni le manque de débouchés ou de dossiers sérieux mais, pour elles, se pose un problème au niveau de la garantie du risque. C'est pourquoi nous avons l'idée de créer un fond de garantie qui permettrait aux banques d'investir dans ce type d'initiatives qui pour le moment sont en grande partie ignorés de l'appareil bancaire. Les choses évoluent mais jusqu'à présent cela reste au stade du discours, c'est en particulier le cas de la banque française du crédit coopératif... Il est anormal que les banques ne prêtent pas à ce type d'entreprise.

D'autres initiatives sont à développer pour ne pas avoir à compter sur les institutions publiques, para-publiques et privées. C'est peut-être le fait de compter sur nous-mêmes c'est à dire de mobiliser ce qu'on appelle l'épargne locale. A l'ALDEA, nous nous sommes beaucoup préoccupés de cet aspect de mobilisation de l'épargne locale : l'idée était initialement de créer une banque alternative mais en fait nous ne sommes pas allés jusque là. Nous nous sommes rendus compte que l'un des problèmes qui se posaient, c'était plutôt le manque de capitaux propres pour la majorité des promoteurs de projets.

Après avoir réfléchi et expérimenté, nous avons mis au point un outil qui est le Club d'Investissement CIGALE. Cela nous change de l'Ecureuil ou de la fourmi qui sont des animaux plus classiques dans le bestiaire financier ! CIGALE signifie club d'investissement pour une Gestion Alternative et Locale de l'Épargne. Ce sont des clubs d'investissement. Les CIGALES chantent tout l'été mais dans ce cas, les CIGALES investissent, font des économies, c'est un peu nouveau. Elles sont bâties sur le modèle des clubs d'investissements boursiers.

Il existe depuis 1972, des clubs d'investissements qui ont été créés pour faciliter l'investissement par les gens en bourse, l'achat d'actions par les particuliers. Nous avons repris cet outil qui permet aux gens d'avoir des déductions fiscales importantes étant donné que ce sont des déductions fiscales du compte d'épargne en action : c'est à dire 25% des versements annuels à déduire des impôts. Nous avons repris un outil reconnu par la législation fiscale, pour l'utiliser dans le cadre d'entreprise alternative.

Les clubs CIGALES qui existent comme le CIA12 notamment, investissent dans ces entreprises locales SA, SARL, de préférence étant donné que les 3/4 du portefeuille des clubs doivent être investis dans des sociétés commerciales, le quart restant pouvant être prêté à des associations.

Le problème du financement des associations par les CIGALES reste encore un problème qui est posé et il n'est pas encore tout à fait résolu.

Il existe à l'heure actuelle une cinquantaine de clubs, d'ici la fin de l'année nous en aurons une centaine. Ils réunissent entre 10 et 20 personnes qui investissent dans des projets locaux. Ces sommes ne sont pas nécessairement importantes, un club réuni environ 30 000 Frs par an.

D'autres initiatives dont le but est de mobiliser l'épargne locale existent. Je signalerai notamment le réseau France Initiative qui regroupe des entrepreneurs investissant dans des entreprises locales sans être nécessairement alternatives. De plus en plus ces entrepreneurs sont intéressés par des initiatives de ce type car finalement la création d'entreprise classique est assez rare. Très souvent, ce sont des entreprises nouvelles très innovantes du point de vue des rapports sociaux qui se créent. Elles sont donc financées par des plates formes d'initiative locale, c'est à dire des entreprises, des particuliers, des notaires, des gens classiques qui par certaines institutions cotisent et investissent dans ces entreprises.

D'autres réseaux se forment comme par exemple le réseau Fémin'autre qui a créé un outil particulier pour les projets de femmes ou bien encore le réseau village.

Toute une série de réflexion se mènent au sein du gouvernement sur la mobilisation de l'épargne de proximité. Le secrétariat à l'économie sociale a lancé cette initiative qui a été reprise par la DATAR. Il devrait y avoir normalement des mesures pour faciliter ce type d'initiatives. L'un des outils qui pourrait être mis en place serait les fonds communs de placement à risque. C'est à dire des fonds communs de placement dans lesquels la plus grande partie au moins la moitié du portefeuille est constituée d'entreprises de ce type. Vous avez peut-être entendu parler du fonds commun de placement du CCFD « Faim et Développement » qui est un fonds commun de placement du crédit coopératif ou on dit finalement « prenez des parts de ce fonds commun de placement et vous investirez dans le Tiers-Monde ».

La réalité n'est pas tout à fait celle-là puisque les parts de ce fond commun de placement sont des parts d'entreprise tout à fait classiques. Ce sont des titres d'état ou des sociétés cotées qui sont choisies dans une perspective qui n'est pas anti-Tiers-Monde.

Ils essaient d'avoir une certaine cohérence, mais c'est seulement un pourcentage de ce fond commun de placement qui est affecté, la plus value, ce qui supérieure à l'inflation, est reversé au CCFD et attribué au Tiers-Monde. Ce fond commun de placement réalise des taux de 15% de plus value. L'inflation étant de 7 à 8% compte tenu des frais de commission, environ 5% vont effectivement au Tiers-Monde.

L'idée des fonds communs de placement à risque semble plus ambitieuse dans la mesure où au lieu de financer des structures classiques puis de redistribuer quelques brouilleries aux entreprises alternatives, on dit : on investit la plus grande partie possible dans ce type d'entreprise, cela implique un suivi de risque. A l'ALDEA, nous sommes justement en train de lancer, à la suite de notre opération CIGALE, un fond commun de placement à risque, dans cette perspective, et nous voulons donc investir la plus grande partie possible dans ce type d'entreprise. mêmes des individus intéressés par ces idées, qui veulent assurer une certaine cohérence dans la gestion de leur épargne. Ce qui est tout à fait fondamental d'un point de vue éthique dans notre société.

Ces deux sortes de financements ne sont pas incompatibles, pour le moment nous avons abandonné à l'ALDEA l'idée selon laquelle on pourrait tout financer avec seulement l'épargne locale. Il s'agit de l'utiliser comme un levier pour mobiliser des institutions faites pour cela.

• La communication, commercialisation :

Il me semble qu'il s'agit de mettre en place un aspect de mise en relation, de communication entre ces entreprises alternatives.

Elles doivent faire connaître leurs expériences, communiquer leur savoir faire afin de créer éventuellement des services communs de commercialisation de promotion. Tout un travail de partenariat entre entreprises alternatives mais aussi avec les consommateurs est à faire.

Actuellement, nous sommes en train de réfléchir à l'ALDEA, à un annuaire d'entreprise de ce type qui pourrait être une première ébauche de quelque chose. Toute une série de documents ont déjà été fait mais il reste certainement un travail de communication à développer.

• Le changement des mentalités :

Un certain nombre de points ont déjà été avancés comme la mobilisation d'institutions existantes, les grandes entreprises, les banques, l'opération partenariale du secrétariat d'état à l'économie sociale qui consiste à développer dans des bassins d'emplois une collaboration entre des groupes industriels, des collectivités locales et des initiatives locales.

Cette opération est intéressante. Elle montre que les mentalités commencent à évoluer dans ce domaine.

L'idée de décloisonnement entre le social et l'économique est aussi repris en compte. On s'aperçoit que l'on ne peut pas examiner séparément le social et l'économique, et la reconnaissance des entreprises intermédiaires est une avancée importante. Il y a tout juste un an lorsqu'on évoquait ce type d'entreprise, c'était sous l'aspect d'entreprise sociale uniquement. Ce que souhaitait le Ministère des affaires sociales notamment, c'était voué ce type d'entreprises à des marchés protégés, à des réseaux non rentables, etc...

Pour que les mentalités évoluent, l'une des pistes où il faudrait travailler serait de réfléchir à de nouveaux critères d'évaluation des entreprises.

Cette réflexion a déjà été évoqué depuis un certain temps. Il s'agit de compter d'une autre façon, d'évaluer autrement tout le travail de formation réalisé à l'intérieur de ces entreprises, également tout le travail d'économie externe vis-à-vis de l'environnement. L'idée de fabriquer des produits socialement utiles, de ne pas faire de concurrence sauvage, de réaliser des économies pour la collectivité en insérant des gens en difficulté, de reconquérir le marché intérieur. Cela devrait donc être valorisé et peut-être réfléchir à une nouvelle comptabilité de l'entreprise. En tenant compte non pas de l'entreprise en tant que propriété, détenteur de capitaux mais comme étant la propriété des travailleurs, de son personnel qui doit en retirer un certain bénéfice, qui n'est d'ailleurs pas individualisé dans le résultat de l'entreprise, propriété des travailleurs mais aussi de la collectivité qui est l'un des partenaires. On pourrait avoir une entreprise tripartite : détenteur de capitaux, travailleurs et la collectivité qui se fait un partenaire à prendre en compte.

La réflexion autour de nouveaux critères de gestion et de nouveaux critères d'évaluation (savoir compter autrement) est quelque chose de fondamental si l'on veut faire évoluer les mentalités.

Je dirai en conclusion que depuis 81 et la création de l'ALDEA beaucoup de choses ont évolué en quatre ans : les entreprises alternatives commencent à être prises en considération même si elles ne s'appellent pas nécessairement comme cela.

A l'ALDEA nous nous sommes posés la question sur l'intérêt de considérer les entreprises alternatives comme une fin ou un moyen. C'est peut-être là l'aspect pédagogique des entreprises alternatives qui ne sont pas non plus une fin en soi. Actuellement à l'ALDEA, malgré toutes les discussions à ce propos, nous n'avons pas l'intention de créer un système alternatif comme par exemple en Allemagne, malgré l'image qui en est donnée, ce n'est peut-être pas si évident, d'avoir d'un côté une économie classique et de l'autre une économie alternative obéissant à ces propres règles.

L'idée, c'est surtout de susciter des lieux où des hommes puissent se former, faire l'apprentissage de nouvelles manières de vivre, de nouvelles façons de travailler. Où des individus qui ne travaillent pas nécessairement dans ce type d'entreprise puissent gérer différemment leur compétence, leur argent.

Je dirai que c'est par la participation à cette dynamique locale de changement de mode de vie et de formation professionnelle des hommes que les entreprises alternatives peuvent continuer. En tant que structure, je pense que cet outil est une réponse possible à la crise. Elles peuvent créer des emplois, créer une relance de l'économie d'une certaine manière, elles peuvent répondre à la crise du travail.

Mais il ne faut pas considérer les entreprises alternatives comme un système clos ou une structure ayant une fin en soi mais comme un moyen de permettre à des hommes d'assurer une certaine cohérence, je dirai une certaine cohérence entre l'être, l'avoir, le faire, le dire.

Ma conception des entreprises alternatives est qu'elles ne sont pas une fin en soi mais avant tout un outil pour de nouveaux rapports humains et des hommes qui assument de nouvelles manières de vivre en cohérence avec leur conviction.



JEAN CHESNEAUX

LA MODERNITE

Dans mon livre, « De la Modernité » (Paris, La Découverte 1983), la modernité est comprise comme l'état de développement de notre société actuelle, c'est à dire tout le système de contraintes dans lequel nous sommes pris de plus en plus sévèrement aujourd'hui, à la fois au niveau de la vie quotidienne et au niveau de la société elle-même.

Un exemple de ces contraintes, c'est la dette internationale du Tiers Monde, il est impossible de ne pas continuer à s'y enfoncer parce que sans ça, tout s'effondre ; c'est une contrainte énorme, c'est ce qu'on appelle l'impératif mondial.

En même temps, dans la vie quotidienne, il y a non moins de contraintes nouvelles. L'espace et le temps, dont nous allons parler ce soir, en sont de bons exemples.

LE NOUVEL ESPACE URBAIN.

Examinons ensemble la façon dont aujourd'hui nous vivons l'espace, je pense d'une façon très différente, dont nous vivons le temps, d'une façon très différente, très nouvelle et à mon sens appauvrissante. Appauvrissante pour l'épanouissement de l'être humain, et appauvrissante pour les perspectives sociales, les perspectives de lutte, de changement.

C'est une question concrète.

Tout à l'heure, je regardais avec vous ce film sur le monde des jeunes immigrés et il y avait une séquence sur l'espace urbain, la façon dont aujourd'hui, la grosse majorité de la population s'agglomère dans des banlieues, qui représentent un espace tout à fait nouveau, un espace dépressif, qui n'a pas la richesse de la ville traditionnelle, foyer social très actif, qui n'a pas non plus la richesse de la campagne, de l'espace ouvert, de la nature, du contact quotidien avec toute une réalité. Telle est la banlieue.

Or, aujourd'hui, ce n'est pas loin de la moitié des français qui vivent dans les banlieues, on a déjà dépassé le tiers. Mexico annonce 30 à 40 millions d'habitants pour la fin du siècle, il est difficile de penser que c'est dans la ligne directe du progrès de l'histoire. Les villes étaient depuis des siècles des pôles de progrès historiques. Bruges, Florence, c'étaient des pôles de progrès culturels, de progrès économique, et commercial, de liberté politique. Nous vivons dans l'idée que au moins en Europe, la ville, c'est la figure centrale du progrès de l'histoire. Or au terme de notre évolution urbaine « moderne », Mexico en arrive à 30 à 40 millions d'habitants, cela signifie que la modernité ne continue pas dans le sens de l'histoire, elle la casse, elle la bascule, il y a une inversion des sens : ce qui était positif, la ville devient négatif.

Il est évident que dans une ville, de plus de 30 à 40 millions d'habitants, il n'y a plus de vie politique, il n'y a plus de citoyenneté, il n'y a plus de maîtrise de l'espace social. On n'est plus rien, on est entassé, c'est tout...

L'exposé présenté ce soir avait été préparé initialement à l'intention d'un groupe de formateurs d'une association pour la formation des immigrés. On m'avait demandé de faire un exposé sur le temps et l'espace. Ces formateurs avaient affaire à des jeunes femmes immigrées.

Elles ont expliqué quelles étaient les capacités très inégales de ces femmes, en ce qui concerne leur interprétation de l'espace urbain. Il y a celles qui se situent dedans, l'espace urbain, elles savent où elles habitent, elles savent où elles vont, elles vivent dans un espace « réel ». Et puis il y a celles qui connaissent le réseau du métro, elles savent s'y retrouver, mais elles ne font aucune correspondance entre l'espace réel d'une grande ville comme Paris et les circuits inscrits sur la carte du métro, le nom des stations où l'on circule quand on prend des lignes de métro. Ainsi, elles circulent dans un sous-espace, dissocié de l'espace réel. Et puis, il y a celles qui ne connaissent que le point d'arrivée et le point de départ de leurs trajets habituels, elles n'ont même pas le sens de l'espace, mais elles savent qu'elles vont à la sécu, à tel endroit, qu'elles vont chercher l'enfant à tel endroit, qu'elles vont le dimanche à tel endroit. Donc leur espace est réduit uniquement à une série de points, éclatés à travers l'espace urbain.

Pour terminer avec les exemples concrets et pour lancer la discussion, je viens tout de suite de demander une montre, notre ami Oreste qui n'est pourtant pas un adepte du modèle social dominant, m'a proposé une montre que j'ai refusé, parce que c'est une montre qui ne donne pas le temps, elle donne le moment, mais elle ne donne pas le temps, elle ne donne pas la durée. C'est une montre digitale, dont les chiffres sautent électroniquement de seconde en seconde, de minutes en minutes.

Mais on m'a souvent fait cette réponse : cette montre qui est une fausse montre coûte moins cher : c'est très sérieux et pour beaucoup de gens. Mais voici une autre montre, dont les aiguilles indiquent qu'il est 9h 20. Cette montre ne nous donne pas seulement 9h 20 comme indication ponctuelle, elle nous permet d'apprécier une durée, projetée sur un espace.

Donc, la montre à aiguilles permet de suivre la progression du temps, le temps qui est une continuité que nous vivons tous ensemble.

Avec la montre d'Oreste, la marche du temps est simplement réduite à un sautillerment.

A Hong Kong, dans les grands hôtels, c'est encore pire, non seulement il y a les petits volets électrochromiques qui sautent pour donner l'heure, la minute, la seconde mais aussi le dixième de seconde. Or aucun business man japonais aussi important soit-il a le besoin de connaître le temps à un dixième près.

Dans tous ces hôtels, il y a des petits carrés qui sautent et rien d'autre. Cette négation de la durée, est une idéologie : cela affirme que les clients de ces hôtels appartiennent à une collectivité qui se veut à la pointe du progrès.

Les montres digitales ne donnent que le moment. Elles ignorent la durée. Encore plus grave, elles suppriment le sens des rapports entre le passé et le présent. Cette montre à aiguilles a un passé et un avenir, elle me permet d'évaluer le rapport entre le temps déjà écoulé et le temps de la causerie qui reste disponible. Nous avons un passé, commun ou pas, mais le passé existe, la durée historique **ça existe, et puis il y a un avenir. Ce soir, entre nous, il y a un avenir et un passé, petits mais je sais que j'ai commencé à 9h 15, je sais que je dois terminer à peu près à 10h, donc à chaque moment de mon exposé, je pourrai me situer par rapport au passé de l'exposé depuis le moment où j'ai commencé et je pourrai me situer par rapport au futur de l'exposé, dont je connais le terme. Le rapport entre le passé et l'avenir, c'est le fondement même de l'existence politique et de la réalité civique collective, on sait d'où l'on vient, on sait où l'on va. Mais ce genre de gadgets a tué et écrasé complètement non seulement l'espace mais aussi le temps.**

La conscience politique, on pourra en parler tout à l'heure.

Voilà donc deux ou trois petits exemples que je voulais donner pour montrer qu'avec le temps et l'espace, il s'agit de choses réelles, que nous vivons tous.

J'ai parlé de la ville et de la banlieue, j'ai parlé des réseaux de circulation des femmes immigrées, j'ai parlé de la montre et de l'inscription du temps dans l'espace et de la perception politique qu'on a du temps.

Ces exemples vous aident à réfléchir.

Et pourtant, quand on parle de l'espace et du temps, on est sur un terrain qui n'est pas directement inscrit sur le champ des luttes sociales. On rencontre partout l'espace mais il n'y a pas de lutte pour l'espace comme il y a une lutte des femmes, ou comme il y a une lutte des immigrés. Il n'y a pas une lutte pour le temps, comme il y a une lutte des ouvriers, pour les salaires. Même si les luttes des ouvriers dans les usines, souvent concernent aussi le temps, mais je veux dire que c'est une référence plus lointaine. Plus lointaine que la médecine ou le droit, qui sont des enjeux concrets de la vie sociale, et de la lutte sociale. L'espace et le temps, nous baignons dedans, c'est très concret, je viens de le montrer, mais en même temps, ça ne débouche pas directement sur des luttes. Il y a là un piège de la modernité. On ne s'aperçoit pas suffisamment, à quel point, cela commande directement notre existence sociale.

Par contre, s'il y a très peu de littérature politique ou idéologique sur l'espace et le temps, il y a cette chose très riche, qu'est la science fiction alternative, la science fiction de gauche, pas celle des vaisseaux spatiaux et des galaxies et des grandes machines de fantaisie, mais la science fiction de réflexion sur notre réalité. Ceux d'entre vous qui connaissent un peu la science fiction, connaissent le nom de Jevry qui a beaucoup écrit sur les perturbations, sur les perversions du temps, c'est un de ses thèmes majeurs. De même, l'anglais Jim Ballard est obsédé par le temps et l'espace, Ballard dont l'œuvre est considérable, ça méritait d'être rappelé.

Revenons nous aussi à l'espace. Mon ami Paul Virilio, un urbaniste « radical », a publié, il n'y a pas très longtemps un livre qui s'appelle « L'espace critique », un livre intellectuel dans son vocabulaire et pas très facile d'accès pour un lecteur ordinaire. Mais il y propose des idées tout à fait

intéressantes, il montre comment l'espace dans lequel nous vivons et spécialement, l'espace urbain a perdu ses caractères « naturels », par exemple, sa continuité.

Avec les réseaux d'autoroutes, on ne peut pas aller d'un point au point apparemment proche, parce qu'on est pris dans un circuit qui nous dissocie de l'espace global. On voit une église, mais on est sur l'autoroute, on croirait qu'on peut toucher le clocher mais il faut effectuer des détours compliqués pour retrouver cette église à proximité de laquelle on est passé. Cet espace social tel qu'il est vécu à travers son organisation techniques complexe n'a plus rien à voir, avec l'espace naturel.

LA VILLE A ECLATE.

En particulier, c'est un espace du vide, c'est un espace qui n'est plus politisable. Une route, un carrefour de rues, c'est politisable, des gens marchent, des quatre coins, des quatre chemins, ils se rencontrent là, ça peut même être historique.

Si ce sont des autoroutes, pas question, et l'espace extérieur aux autoroutes ne communique plus avec les autoroutes elles-mêmes, ce n'est plus un espace sur lequel un mouvement peut se développer, c'est un espace qui échappe à l'emprise humaine, parce qu'il est éclaté en sous-ensembles. J'ai pris l'exemple des autoroutes et des réseaux circulatoires en tant que sous-ensemble où ne roulent que les voitures, les piétons ne peuvent pas y aller, c'est assigné à une seule activité.

Il y a aussi des sous-systèmes fixes. La ville a éclaté, en zones « monoprogrammées ». J'emploie ici un mot abstrait, c'est à dire que le centre commercial est très actif, aux heures où le centre commercial fonctionne, mais le reste du temps, c'est mort, c'est un « espace-temps » monoprogrammé, donc appauvri. De même, la cité scolaire est fréquentée aux heures d'entrées et de sorties des enfants, le reste du temps, c'est mort, ça ne participe pas à la vie commune, comme était l'école du village, ou l'école du quartier, même le dimanche l'école est intégrée dans un espace contigue et commun.

Il y a donc des fonctions dissociées, inscrites dans l'espace de la ville, il y a la cité administrative, il y a la cité scolaire, le centre commercial, le centre hospitalier, chacun sait que en face des hôpitaux traditionnels, (j'habite en face d'un hôpital, boulevard de l'Hôpital) il y a des marchands de fleurs, il y a des marchands de gâteaux, souvent ouverts le dimanche car les gens achètent avant d'aller visiter les malades.

Mais quand on va en banlieue, ou même dans une ville de province « modernisée », visiter un malade dans un centre hospitalier moderne, on ne peut pas compter acheter des gâteaux ou des fleurs : le centre hospitalier est au milieu des champs, au milieu d'un complexe de béton, il est dissocié de la réalité vivante qu'était la ville.

C'est cela l'aliénation de l'espace comme réalité sociale, vécue collectivement. Il suffit de se promener dans les villes nouvelles, telle Evry ou Cergy. Il y a les circuits réservés aux voitures, il y a les circuits réservés aux piétons, avec des cheminements piétonniers dont il ne faut absolument pas s'éloigner, sans ça, on peut tomber sur une falaise, de béton de quatre mètres de haut, et tomber sur l'autoroute, on ne sait pas où on tombe. Il faut suivre exactement les flèches ; cette ville est éclatée en sous-systèmes dissociés.

Cet éclatement de l'espace est très caractéristique de notre société actuelle, à mon avis, c'est une opération politique sinon idéologique. Ça m'a toujours beaucoup surpris, l'idéologie du patchwork, c'est à dire des petits morceaux coupés les uns des autres, posés soi-disant côte à côte et qui n'ont plus d'unité vivante. Il y a même des gens qui ont fait publié une revue qui s'appelait patchwork ce qui m'a toujours semblé bizarre, parce que ce n'est pas une idéologie positive, mais une mode, celle des petits morceaux séparés, les uns des autres.

Cet espace moderne, en particulier en liaison avec les nouvelles technologies et les facilités de transport, est dilaté ; il a pris, il a atteint un ordre de grandeur qui échappe de plus en plus au repérage des humains, et aux capacités des humains. Nous avons ainsi perdu la capacité de le maîtriser. Dans une boutique traditionnelle, on a une certaine maîtrise, on a le sentiment de respecter un certain ordre de grandeur. Mais dans ce qu'on appelle un hypermarché, j'ai un sentiment physique d'être complètement décalé, c'est être complètement écartelé, on se réfugie vers l'objet qu'on a devant son nez. C'est lié à des mécanismes économiques, car évidemment, les grandes surfaces permettent un abaissement des coûts de transport, un abaissement des coûts d'organisation de l'espace, de la présentation des marchandises, ça va loin. Mais il y a aussi je pense un effet idéologique systématiquement recherché dans une dilatation de l'espace, il y a la volonté d'affirmer la puissance de la société de consommation.

Ce qui est vrai des hypermarchés est tout aussi vrai des ensembles résidentiels géants, ceux de la Courneuve ou des Minguettes à Lyon. Et là, il n'y a pas de doute, ça s'est passé dans les années 60, les technocrates et les capitalistes ont programmés ça dans des buts de profits qui étaient aussi des buts politiques. La Vème République, ce n'était pas seulement la concentration du pouvoir politique à l'Élysée, la Vème République c'était un projet de société dont l'urbanisation forcée était l'élément fondamental. Au nom d'impératifs économiques, on entendait concentrer la main d'œuvre, concentrer les consommateurs, vider les campagnes, assurer des champs de profit nouveaux par les grands travaux publics, l'équipement électro-ménager etc...

Mais on n'a absolument pas mesuré le coût social de ce projet banlieusant. Et finalement ça coûte cher. J'ai interrogé beaucoup de gens et tout le monde, absolument tout le monde a gardé un souvenir très fort de la vision des tours de Minguettes plastiquées qui s'effondraient sur l'écran de télévision. Tous les gens qui l'ont vu sur l'écran en ressentent très fortement. C'était un tournant, un projet de société basculait complètement. Ces tours qui avaient quelque chose de pharaonique, qui était l'orgueil de la Vème République, il fallait les faire sauter, car elles étaient des échecs sociaux, des « trous noirs » de délinquance et de désocialisation.

L'espace du fait même qu'il est dilaté, est de plus en plus difficile à maîtriser, à nettoyer, à contrôler, on balaie une rue mais on ne balaie pas la « Défense ». Autour des hypermarchés, c'est pas nettoyable : les amas des boîtes de conserves, de morceaux de plastiques, de morceaux de papier, on ne peut pas les nettoyer ; cela représenterait des coûts techniques et de main d'œuvre énormes, ça supposerait des aspirateurs géants qu'on ferait passer sur des pentes à 45°. On est dans un hyper-espace de science-fiction qui a atteint un point critique d'absurdité non-maîtrisable.

LE HORS-SOL

Relativement à l'espace, j'ai proposé aussi l'idée de Hors-Sol. Ce thème vient de l'élevage : un veau « hors-sol » est enfermé dans une boîte en béton, on lui donne à manger, on évacue les déjections, ensuite on le tue, on le mange, il pourrait aussi bien vivre dans un container, dans un grand ensemble en béton comme dans une cave, ça ne changerait rien. Pour les tomates de Hollande hors sol, une motte de laine de verre est posée sur une bande de polystyrène expansé, les racines de la tomate baignent dans un jus qui a été calculé au point de vue de ses qualités nutritives, on cueille des choses qu'on appelle des tomates, mais qui n'ont vraiment aucun rapport avec des tomates.

Mais le hors-sol est une catégorie générale de la modernité ; les tours de Hong-Kong sont du hors-sol ; les experts des multinationales itinérants, ils vivent hors sol

Ce que l'on appelle aujourd'hui la jet society vit hors-sol, ils vont d'un hôtel à l'autre, d'une banque à l'autre, d'une plage à l'autre.

Il faut bien dire aussi qu'une certaine catégorie de main d'œuvre transplantée vis aussi en hors-sol. Dire cela, c'est regarder en face l'oppression qui frappe les travailleurs immigrés. Le hors-sol c'est une catégorie générale de notre temps, c'est la situation d'un système dissocié de son environnement social et naturel, séparé de la réalité ambiante et qui doit fonctionner sur lui-même. Là on touche peut-être, je crois, un des problèmes de l'immigration.

Le hors-sol conduit ainsi au déclin de la proximité, au déclin du prochain, au sens spatial comme au sens moral.

Encore un tout petit exemple du hors-sol pour m'arrêter là : autrefois, les standards téléphoniques avaient des lettres, et des chiffres, les lettres étaient une indication, quand quelqu'un nous disait « Odéon », on se disait, tiens ça c'est un intellectuel qui habite le Quartier Latin et puis si on disait Botzaris, on savait qu'il habitait Belleville, qu'il habite dans un quartier populaire, on pouvait repérer où les gens vivaient ou qui ils étaient. C'est important de savoir où les gens habitent, ou du moins c'était important. En effet, dans une banlieue banalisée, c'est probablement moins important parce qu'elles se ressemblent toutes... Tant que chaque quartier avait son profil particulier, c'était un élément de communication, au bon sens du mot, que de dire Odéon 84 000 mais maintenant, il y a sept chiffres, c'est à dire qu'on utilise un codage complètement dissocié de l'environnement. Aujourd'hui, on est passé à huit...

Encore une idée, c'est que l'espace moderne est produit d'un seul coup, par exemple un ensemble de tours, un ensemble de logements comme ceux dont j'ai parlé tout à l'heure, un grand ensemble est élaboré, programmé, il est réalisé en tranches d'un seul bloc, il n'a pas de passé et donc il n'a pas d'avenir, il n'est pas le produit d'une évolution progressive. L'espace socialiste n'est plus une création continue et donc ouverte. Tout est sorti du vide en même temps, c'est à dire que l'espace socialiste ne s'inscrit plus dans la dimension du temps.

Evidemment, tout ça nous mène à une idée qui me semble importante, tout cela fait partie de ce qu'on appelle notre crise de citoyenneté, la dislocation de notre espace social programmé, dilaté, éclaté en pachtwork, mis en hors sol, instaure un certain mal de l'espace, que ne connaissent pas les cosmonautes, c'est un espace dans lequel on est mal.

LE REPLI SUR LA PETIT NICHE

Alors, comment réagissons-nous ? On ne le sait pas, on ne le sent pas, on n'en parle pas beaucoup et là je pense qu'il y a une défaillance de la part de ceux dont le rôle devrait être d'aider les consciences à s'éveiller. Comme on ne le sent pas, on le comprend mal, mais on le sent quand même, alors on se replie sur l'idéologie néo-narcissique, on vit chacun pour soi, on se replie sur la petite niche, on se replie sur la famille, aujourd'hui, la famille est florissante, la petite famille, bien serrés les uns contre les autres, ça marche très bien, ça marche beaucoup plus qu'il y a vingt ans, on se replie sur le petit groupe des copains, on se replie sur la télévision etc...

Et en même temps, par contre, il apparaît des tentatives de réappropriation collective des lieux, riches d'un passé qui est quand même chargé d'un sens.

C'est vrai que Barbès, personnellement, j'espère que je ne choque personne, mais je regrette que Barbès soit si sale, je n'arrive pas à croire, à accepter qu'on puisse enraciner un avenir positif dans un endroit aussi dégradé. Et je suis sûr que ceux qui y vivent sont les premiers à le sentir même si ils n'aiment pas en parler et d'abord parce qu'ils y peuvent rien.

Mais en même temps, Barbès, c'est quand même un lieu collectif, c'est chargé d'une identité commune qui est celle des travailleurs immigrés, ceux qui sont souvent les plus opprimés, ceux qui ont une conscience d'être par eux-mêmes donc il y a en même temps des lieux nouveaux qui se reconstituent. Barbès n'est pas ce que c'était il y a quarante ans, c'est à dire une figure du vieux peuple parisien qui y vivait depuis des générations.

Le temps de la modernité, d'abord, c'est un temps de plus en plus rigidement programmé, un temps qui est fait de contraintes et de synchronisation rigides.

Je prendrai deux exemples très simples pour donner l'idée de ces contraintes.

Quand les gens sont malades, bien sûr, je parle de certaines classes moyennes, je ne parle pas de celui qui doit aller à l'usine, il y va puis c'est tout. Mais dans un certain milieu de classe moyenne, qui dispose d'un temps un peu plus souple, quand on tombe malade, il arrive souvent qu'on est pris de panique à l'idée de tout ce qu'il va falloir déprogrammé, parce que pendant huit jours, on ne va pas pouvoir tenir ses engagements, aller à un rendez-vous parce que l'on doit y aller, un ami dont on n'a pas le téléphone et avec qui on a rendez-vous etc...

Alors souvent, on préfère assumer la maladie pendant huit jours que de se livrer à cette déprogrammation de tout ce qui avait été programmé pour les jours pendant lesquels on va tomber malade. Ca, ça donne une idée du réseau de contraintes temporelles qui pèsent sur nous.

Second exemple, les vacances. Le mot vacances signifie détente, liberté, facilité, en réalité ceux qui vivent les vacances comme des moments où l'on peut vaquer, faire n'importe quoi, où on peut improviser, ce sont les plus pauvres ou les plus riches.

Les plus riches pensent qu'ils peuvent toujours se payer n'importe quoi au dernier moment même si l'avion est cher, on prend l'avion taxi, même si l'hôtel est cher, on en prend un quatre étoiles etc... Ou alors les plus pauvres de toutes façons, ils n'ont pas d'argent, ils ne peuvent même pas se payer le Club Méditerranée, ils ne peuvent même pas se payer, les vols bleus, ils peuvent à peine se payer le train, avec les 33%, alors en effet, ils sont aussi en état de « vacances », les plus pauvres. Mais à part ces deux catégories extrêmes, ce qui devrait être un moment de liberté, est un moment de surprogrammation intense. Les vacances ne méritent plus leur nom...

La façon dont nous vivons le temps a donc bien changé.

A la Porte de Choisy dans le XIIIème, ou dans l'ancien quartier Citroën dans le XVème, on travaillait là, on vivait là, et on s'amusait là, et on vivait, bien sûr, on descendait les cinq étages pour aller chercher l'eau dans la cour, mais tous les gens vivaient chaleureusement et ils en parlent toujours avec une espèce de nostalgie, c'est évident qu'il y aurait mieux valu ne pas avoir à descendre cinq étages pour chercher l'eau mais c'était ainsi.

Il vaut la peine de se demander si il n'y avait pas d'autre façon d'éviter de chercher de l'eau que de les déporter (parce que c'est une déportation) à Ste Geneviève des Bois, ou à St Michel sur Orge, ou à 20 kilomètres de là.

Devant la commutation quotidienne des transports entre le lieu de l'habitat et le lieu de travail, c'est une banalité, je m'excuse de le rappeler parce que je crois qu'ici nous la connaissons assez, le mouvement ouvrier avec le M majuscule que certains se plaisent à y mettre, et même 3M majuscules, tourne à vide.

J'ai vu des affiches de la CGT vantant les réductions progressives du temps de travail comme conquêtes des luttes ouvrières.

C'est vrai mais l'allongement du temps de travail si on y intègre le temps de transport va bien au-delà des réductions des heures de travail pour les luttes syndicales. C'est vrai pour le travail, c'est vrai pour les week-ends, aujourd'hui ceux qui n'ont pas les moyens d'aller en week-end se considèrent, psychologiquement, affectivement, culturellement, comme des défavorisés, c'est une humiliation ou alors un snobisme comme ceux que je disais tout à l'heure sur les vacances, seul le très riche ou le très pauvre se moque des week-ends.

Et même chez les travailleurs immigrés, il y en a de plus en plus qui partent en week-end, ils partent dans de vieilles bagnoles qui ne sont pas solides, ils vont sur les bords de route, ils ont pas toujours, bien sûr, la maison de campagne, mais ils partent, et ceux qui restent sur place se sentent

vraiment les plus défavorisés. Alors, on en arrive à cette dislocation du temps. Par pendularité, comme disent les sociologues, on passe son temps à basculer dans la journée, dans la semaine, dans l'année.

Je ne développe pas encore que cela compte beaucoup, l'idée que ce temps social, archi-programmé, également écrasé dans l'éphémère, également disloqué est un temps qui est dissocié de la réalité naturelle, c'est un thème fondamental familier aux écologistes, mais je crois qu'on peut leur donner raison là-dessus, il y a un temps de forêt, la forêt met un certain temps à se constituer mais quand on démolit la forêt dans des buts de profits capitaliste comme au Brésil ou l'Inde Centrale ou l'Indonésie, on perturbe complètement les rythmes naturels à l'échelle de la planète.

Il y a un temps d'épuration de l'eau par l'infiltration dans le sol, pour la constitution de ce qu'on appelle les nappes phréatiques. Le sol a bien résisté, il a mis 25 ans à résister, mais depuis 25 ans, on nous a chanté la grande messe du productivisme agricole avec usage intensif des engrais de nitrate, qui effectivement ont beaucoup augmenté les rendements.

Le résultat, c'est qu'aujourd'hui, dans les zones d'activités agricoles de pointe, l'eau est imbuvable et le restera longtemps. Même pour les riches paysans qui se sont enrichis parce que il y en a qui se sont enrichis, avec la production intense du blé, leurs enfants ne peuvent plus boire de l'eau des sources et puits locaux.

On ne peut plus faire le biberon avec l'eau naturelle, parce que la nappe préatique est nitrifiée, de façon, sinon, irréversible, du moins pour longtemps. Ca, c'est un exemple entre mille.

Il y a un temps des lacs, par exemple, c'est à dire le lac a une capacité d'auto-épuration mais avec les déversages de détritiques humains ou industriels dans les lacs, tantôt c'est la mort par produits chimiques toxiques, tantôt au contraire, c'est trop nourrissant, et donc, c'est ce qu'on appelle des effets eutrophiques, ça nourrit trop bien, et donc il va y avoir une certaine prolifération d'algues, qui va entièrement tuer le reste de la vie du lac, que ce soient les micro-organismes ou les poissons.

Le lac est mort. Les grands lacs américains qui étaient le paradis des pêcheurs, au début du 19ème siècle, si certains ont lu les romans du fameux romancier Fenimore Cooper, aujourd'hui ce sont des déserts, il n'y a plus aucune trace de vie dans les grands lacs américains, ce sont des égouts.

LE MAL DU TEMPS

De même qu'il y a un mal de l'espace, il y a un mal du temps, c'est certain ; une série d'expressions courantes en sont le témoignage obsessionnel : gagner du temps, avoir la faim du temps, savoir bien gérer son temps, savoir programmer son temps. Elaborer les plans de carrière, les plans d'épargne logement, les plans d'équipement électroménager, et même les plans d'activité des enfants même très jeunes.

Il y a une certaine peur devant le vide du temps que tous les marchands de loisirs, tous les marchands de gadgets exploitent habilement. Des gens qui sont de plus en plus nombreux sont victimes de ce conditionnement, ils ont peur devant une journée de vide, ils aiment prendre des rendez-vous, ils aiment prévoir quelque chose, les marchands de vacances jouent énormément là-dessus, Il faut dire que dans les stations modernes de vacances, effectivement, il est dur de vivre en état de détente non-programmée, et donc on va au golf miniature, on veut aller au bar, on veut aller au musée, on va faire tel circuit, tout ça est destiné à remplir le vide, il y a à la fois une aspiration à avoir plus de temps, à gagner du temps et une peur du temps.

Toutes ces perturbations sont fondamentales pour l'équilibre affectif et psychique de chaque être humain mais en même temps, elles ont je pense, des effets fondamentaux sur la vie sociale.

Un auteur qui l'a très bien marqué, Milan Kundera, dit que nous sommes coincés sur la mince passerelle du présent. Dans tous les romans de Kundera, on parle beaucoup de cette dégradation dans l'immédiat, et il est évident, là on y revient une deuxième fois, comme à propos de l'espace que l'on perd la maîtrise politique parce que plus on est écrasé dans l'immédiat, et plus on est découragé, pessimiste, défaitiste, en ce qui concerne la durée, on n'a pas de passé, on ne sait pas trop d'où l'on vient et donc, qu'est-ce que l'avenir ? On ne le sait pas non plus, donc on va s'enfermer dans l'immédiat.

La maîtrise politique, la maîtrise sociale, la capacité des êtres humains à élaborer ensemble une société meilleure par définition, c'est une maîtrise qui s'inscrit dans le temps et la durée, on veut un avenir, et donc on a un passé, on a une conscience du passé, on a une conscience de l'avenir, on a une conscience de l'inscription dans la durée.

Le roman d'Orwell que beaucoup d'entre vous connaissent, s'appelle 1984, et je crois que l'année 1984 n'est pas encore terminée.

On a parlé du stress urbain. Ce qu'on appelle le stress, est finalement bien connu des médecins. Mon ami le docteur Carpentier, me disait, au fond, à propos de la tension artérielle, on pense de moins en moins que cela dépend de plus ou moins de sel, de tel ou tel régime, c'est d'abord une affaire de stress, c'est à dire que cela tient à toutes ces maladies de la modernité dont j'ai parlé, celles de l'espace, celles du temps. Donc, tout cela doit nous préoccuper, déjà parce que nous nous préoccuons d'être heureux et d'être heureux nous-mêmes et que les gens soient heureux autour de nous, c'est fondamental. Deuxièmement, il y a là des références fondamentales, à mon avis, en ce qui concerne toute réflexion politique.

FORUM : VERS UNE NOUVELLE CITOYENNETE

Le terme « Nouvelle citoyenneté » est né au départ d'une initiative : « Convergence 84 ».

Il était inscrit dans une logique d'égalité, de société plurielle, mélangée.

Au cours de ce débat, nous voulions savoir si l'économie sociale pouvait dégager : pour les immigrés qui jouent un rôle sur leur quartier, leur cité, sur le plan national (Marche des beurs 83, Convergence 84...) une nouvelle citoyenneté.

Le débat a bien sûr porté sur le « racisme », les rapports police, justice, les droits civiques, l'autonomie des différentes associations communautaires...

Durant l'initiative de Convergence 84, deux courants se sont dégagés.

L'un refusant les principes de départ de l'initiative affirmant que la réalité vécue était très loin d'une société plurielle où les jeunes jouent un rôle véritable dans leur cité.

L'autre courant a maintenu l'idée d'une nouvelle citoyenneté, dans le sens que c'était une idée susceptible de casser la logique de soutien aux victimes du racisme, qu'il fallait trouver une plate-forme capable de réunir dans un même mouvement social des « Français » qui se sentaient victimes des inégalités sociales rampantes de la société française et des populations issues de l'immigration.

Cette plate-forme d'alliance large au sein de la société française devait laisser tomber les critères de divisions par nationalité ou d'origine d'appartenance à une culture, de différences d'origine ethnique.

Il fallait plutôt parler au terme de fonctionnement de la « société française ».

La société hexagonale composée de différentes communautés.

La nouvelle citoyenneté était une idée à peine ébauchée, il fallait qu'elle soit travaillée.

Il faut aujourd'hui continuer la réflexion, en particulier, trouver des points d'accrochage avec des thématiques qui sont ressenties du côté des Français, et s'unir avec des dynamiques actuelles dans la société française et dans ces

Et pourtant il est certain que les luttes pour la réappropriation de l'espace, les luttes pour la réappropriation du temps, ont à peine commencé.

Bien sûr, cela se dessine un petit peu, c'est vrai que par exemple, la CFDT avait posé dans les années 70, des problèmes de maîtrise de l'espace urbain, des problèmes de maîtrise du temps.

C'était les fameuses revendications qualitatives, ce qui ne veut pas dire que les luttes pour le salaire ne sont pas importantes, évidemment. L'espace et le temps, cela compte aussi, c'est une qualité de la vie qui compte aussi et pourtant aujourd'hui, il y a une sorte d'accoutumance à cette perturbation, à cette perversion du temps, à cette perversion de l'espace, qui me semble quand même vraiment dangereuse et inquiétante. Comment contribuer à une réappropriation du temps, ou de l'espace ? Comment dessiner ces contraintes du temps ? Comment produire autrement ?

Bon, voilà quelques réflexions en vrac. C'est un sujet immense, l'espace et le temps. Alors je n'ai même pas lu la moitié de ce qu'il y avait dans mon papier mais nous pouvons en parler...

dynamique, il y a la création de structures alternatives, la création de contre pouvoirs via les mouvements associatifs, leur évolution : tel que l'apparition de collectifs d'associations, de la communication.

Ce sont de larges alliances qui vont au-delà du travail d'une seule association, et qui essayent de trouver des points entre différentes structures associatives pour en faire des réseaux et agir en tant que citoyens regroupés dans des structures qu'eux-même ont créés.

C'est dans ce type d'actions dans la société française que devrait se trouver les points d'ancrage et casser la logique de séparation : d'un côté les immigrés et de l'autre les Français.

Bien que cela soit minoritaire, mais toute idée innovatrice se trouve toujours dans une situation minoritaire, le problème est d'enclencher une dynamique pour que la minorité devienne une force reconnaissable.

Le concept base de citoyenneté se fonde sur la nationalité, cette idée est ancrée dans l'esprit des gens.

L'abandon de critère de nationalité pour définir la notion de citoyenneté se place dans une perspective de changement social qui est plus vaste que la société française : l'Europe.

Il y a aujourd'hui deux secteurs importants, deux forces de supranationalité et la revalorisation locale c'est-à-dire la nation sur laquelle se crispe des mouvements qui défendent l'Etat Nation.

Nous avons donc intérêt d'être dans la dynamique qui existe actuellement en France et dans d'autres pays d'Europe, à élargir et à reconnaître des autonomies non pas caractérisées par la soi disant différence mais simplement des autonomies qui puissent s'exprimer en égalité avec d'autres autonomies, par exemple : l'autonomie de la communauté portugaise.

La reconnaissance de ces autonomies sociales, et ce qui fait une véritable décentralisation, par exemple, lorsqu'on propose le droit de vote local, sur le critère de résidence et non pas de nationalité, c'est une occasion de définir un autre type de souveraineté, que la souveraineté nationale, c'est l'affirmation d'une souveraineté différente, composée différemment car actuellement la gestion locale, des problèmes de la commune, du département de la région sont conçus comme sous-division de la gestion étatique centralisée.

Les associations de jeunes sur les cités sont-elles vraiment issues d'une volonté d'agir différemment, ou ne font-elles que pallier aux manques de structures sociales, établissant une forme de « contrôle social » ?

— Depuis 1981, où les premières mesures ont été faites : l'arrêt des expulsions et le droit d'association a eu pour résultante de désarticuler un réseau souterrain, aussi il existait un réseau qui se battait contre les expulsions clandestines, et qui était efficace à 90 %, les structures souterraines plus ou moins formelles avaient comme partie visible, la culture, le théâtre... mais depuis il y a comme une extension du contrôle social dans les quartiers où il n'y en avait pas.

Ainsi ce sont des structures tels que les clubs de prévention qui ont favorisé à outrance la création d'association.

Il était difficile de croiser le fer avec ces structures, surtout qu'il y avait une logique de « reconnaissance ».

Pendant plusieurs années, cela avait été difficile, et depuis 1981, il y avait possibilité de monter une association, d'être reconnu légalement et d'avoir de l'argent, c'est ce qui a provoqué un peu dans toute la France la création de dizaine d'associations.

Nous pouvons essayer maintenant de jouer la « carte associations » en utilisant la logique de responsabilité sociale, par exemple par rapport à la justice et à la possibilité de se constituer partie-civile, c'est-à-dire ne plus subir la position de la justice, et participer à la constitution du dossier, donc d'intervenir sur le cours de l'instruction judiciaire, dans le déroulement d'une enquête de police.

— Un autre moyen c'est l'objection de conscience, pour les jeunes qui refusent le service militaire, au pays d'origine ou en France, et ils sont très nombreux : les associations loi 1901, peuvent employer ces jeunes d'origine étrangère.

D'autres moyens tel que les peines de substitution à la prison, de lieux d'accueil de vie, peuvent être utilisés par le biais des associations.

Mais la création de ces associations a quand même permis dans un premier temps, une première démarche de réappropriation de l'espace (Minguettes à Lyon) quitte à rompre par la suite avec un certain nombre d'institutions, d'utiliser le « levier » association pour créer un certain nombre de choses sur le terrain.

Ce forum-débat a bien sûr soulevé d'autres problématiques tel que le racisme, dans l'entreprise, le quartier, les mesures mises en place par le pouvoir tel que les expulsions, l'aide aux alentours, les crimes racistes ou sécuritaires... L'immigration en France comme un choc culturel et religieux. Le contentieux post-colonial avec une partie de la population maghrébine ont participé à ce débat :

— Farida BELGHOUL : cinéaste, une des initiatrices de Convergence 84,

— Karim ABOUB : psychologue maghrébin,

— Abano CORDEIRO : responsable d'associations à Grenoble,

— M. H. ABDELLAH : agence Imédia et initiateur de Convergence 84,

— TAREK

— FAROUK : formateur à Renault Billancourt.

FORUM FORMATION

Vouloir synthétiser le forum formation ! Une entreprise difficile.

Beaucoup de monde a pris la parole cet après-midi là, et les intervenants d'horizons variés (formateurs, syndicalistes, éducateurs, animateurs, recherchés...) se sont passionnés par les sujets abordés.

Il a été malgré tout possible de retrouver le fil conducteur aux débats et de procéder à un découpage par thèmes s'articulant les uns aux autres.

La formation

Le problème de la formation se pose à l'heure actuelle à tous les âges et dans tous les secteurs.

Nous nous sommes limités à aborder la formation dans l'entreprise.

En règle générale les ouvriers ont peur de la formation car elle évoque pour eux une série d'échecs scolaires.

Hors, actuellement les formations proposées au sein de l'entreprise se modifient.

Elles visent à intégrer plus fermement l'ouvrier dans l'entreprise, en le qualifiant sur des travaux précis, en lui donnant des responsabilités dans le cadre des ateliers, en lui laissant une marge de manœuvre pour organiser lui-même sa manière de produire.

Force est de constater que dans les ateliers qui fonctionnent sur ce modèle, la communication à l'intérieur de cette unité de travail est améliorée.

En ce qui concerne l'immigration, les stages d'alphabetisation à des fins de pré-formation et formation ont donné que peu de résultats et beaucoup d'illusions et ont contribué au processus d'exclusion qui vise les immigrés actuellement.

Un paradoxe se pose : lorsque la formation est conçue comme un outil d'intégration, les immigrés sont atteints d'illégitimité et se voient refuser l'accès à cette formation.

Les possibilités qui s'offrent à eux en matière de formation deviennent des formations retour.

Un tel dispositif à l'intérieur de l'entreprise (les formations retour sont proposées au sein de l'entreprise avec l'accord des syndicats) relève non seulement d'un processus d'exclusion (contradiction et/ou perversion du processus intégrateur) à l'encontre des ouvriers en général et pas seulement les immigrés.

Tout l'enjeu consiste donc à trouver quel type de formation doit-on inventer pour que chaque ouvrier puisse se situer, être valorisé, et retrouver une communication au sein de l'entreprise.

Actuellement donc, la formation faite dans l'entreprise n'assure plus ou peu l'accession des travailleurs à une réalité sociale, et de travail meilleur.

D'une part les syndicats ne remplissent plus leur rôle d'accompagnement dans l'évolution des réalités des travailleurs et les grosses associations semi-étatiques remplissant la fonction de formation ne parviennent pas à établir un lien vivant entre l'entreprise et le monde extérieur du travail.

Actuellement le temps hors travail a plus d'importance, la vie dans la famille, dans le quartier joue un rôle différent du fait du chômage.

Pourtant les connexions entre ses réalités de vie ne se reflètent pas au sein de l'entreprise, du travail syndical ou dans la formation ?

La désyndicalisation est un phénomène globalement négatif et significatif, mais force est de constater la rigidité des structures syndicales et leur résistance à toute l'évolution capable de correspondre aux interrogations des travailleurs ou des chercheurs d'emplois.

Face à une situation où il n'y a pas d'utopie collective ou socialiste, les jeunes veulent se tailler une part de bonheur immédiat.

Au terme du forum une série de questions étaient mises en évidence :

— comment se doter d'outil théorique pour évaluer la situation intra entreprise et dégager les pistes de formation possible ;

— comment concevoir une formation dont les bases seraient redéfinies à partir de cette évaluation bilan et qui tiennent en compte les réalités des travailleurs sans établir de distinction théorique discriminante par rapport aux travailleurs « étrangers » (distinction conceptuelle qui aboutit à une division concrète du monde ouvrier, et à un processus d'expulsion des ouvriers de l'entreprise) ;

— comment repenser la place du travail dans notre société ? Le potentiel de notre société ne serait-il pas dans l'enrichissement du temps libre, que dans l'organisation de la production ?

— comment peut-on améliorer les réalisations et articulations entre monde du travail, monde sans emploi, monde du quartier familial. Quel rôle jouent et peuvent jouer les associations ? Les syndicats, les institutions ?

Pour conclure il est apparu évident que par son histoire l'économie sociale peut éclairer l'actuelle évolution des formes d'organisation du travail des pratiques sociales autour et dans l'entreprise et l'échec de la formation actuelle.

FORUM COMMUNICATION I

Le développement des activités de communication a entraîné une floraison d'initiatives que ce soit dans le domaine de l'écrit ou plus récemment dans le domaine de l'audiovisuel.

Force est de constater que dans la majeure partie des cas, l'idée d'imaginer « une autre communication » a été déviée de ses objectifs, quand elle n'aboutissait pas à un échec : c'est vrai maintenant pour la majorité des radios locales ou pour bien des petits groupes de production et de diffusion cinéma et vidéo.

Les grands médias, leur efficacité apparente provoquent une fascination qui agit à plusieurs niveaux :

Sur les animateurs eux-mêmes : le désir de vouloir être reconnus comme professionnels par ceux-là même qui étaient critiqués mais qui tenaient le haut du pavé, accusés de défendre un monopole, et qui le tiennent toujours.

L'exemple type se trouve dans les radios locales, qui d'interactives, conviviales, informatives, se rapprochent de plus en plus du schéma habituel de boîte à musique : mais on peut faire la même constatation dans la vidéo, ou se fait jour de plus en plus la préoccupation de se placer sur les nouveaux marchés de l'audio-visuel.

Du média, moyen de communication à partir duquel on voulait inventer des relations horizontales, parallèles, on en vient à considérer le média comme essentiellement un moyen de pouvoir, un lieu d'expression personnelle et de réalisation professionnelle, alors que l'idée première était de donner la parole à ceux qui en peuvent jamais s'exprimer.

L'aspect économique a certainement un grand rôle dans cette évolution et en particulier dans la tendance à la professionnalisation et la recherche d'une place, d'un créneau sur la marché de la communication : la vidéo portable a créé un immense élan dans le monde de l'audiovisuel, mais, les documents innumérables et souvent d'une très grande richesse sont souvent initialisable pour des raisons économiques : pas de réseau de diffusion adapté, pas de qualité technique suffisante faute de formation.

A l'heure actuelle, on ne sait plus, dans le cadre d'une entreprise audio-visuelle ou même de presse alternative si on travaille pour le développement d'un processus de communication différent, ou pour un produit qui peut se trouver à sa place sur le marché.

Est-ce qu'il faut d'abord développer une pédagogie de l'image pour éviter le piège de la fascination, pour éviter de perdre de vue qu'une nouvelle communication ne peut-être possible que si elle sait valoriser l'image sociale de celui à qui elle s'adresse ?

Vue anecdote intéressante à titre de symbole a été évoquée : un jeune Portugais fait son pays en vélo pour « monter » à Paris.

Sans qu'aucun moyen médiatique n'ait été utilisé, 7 000 Portugais l'attendaient dans un stage le jour de son arrivée, seul le téléphone « arabe » avait fonctionné.

Si cette information était bien « passée » n'est-ce pas parce qu'elle intéressait une communication de l'intérieur.

Cependant cette belle histoire ne permet pas de répondre à une question qui reste essentielle : est-ce qu'il y a un espace économique, dans lequel peut se développer et vivre des entreprises de communication alternatives ?

(Organisateurs de l'université d'été)

- Alliance des équipes unionistes
- Fédération française des associations chrétiennes d'étudiants
- Université de quartier du XIV^e
- Université de quartier du XII^e
- Relai 59
- Fédération de boutiques de science.



BILAN DE L'UNIVERSITE D'ETE

La publication de cette brochure est la première manifestation de la volonté, des participants à l'université d'Été, de poursuivre et élargir leurs échanges.

Si l'économie sociale comme l'a montré ces journées reste une réalité ambiguë, le partage régulier des expériences diverses, des initiatives qui se multiplient actuellement peuvent permettre de renouveler cette idée et de contribuer à une dynamique de transformation sociale et économique.

Donc, cette brochure veut contribuer dans un premier temps à intensifier la communication dans « un réseau » informel, mais où bon nombre ont l'habitude occasionnellement de se retrouver souvent dans le cadre d'initiatives concrètes.

Et c'est vrai que c'est la multiplication de ses initiatives précises qui peuvent d'abord contribuer à conforter un nouveau mouvement d'économie sociale : on peut citer l'ALDEA par la constitution d'un réseau de financement spécifique, évoquée plus haut, l'Association Solidarité Emploi qui lance une campagne nationale « 1% chômage » pour financer les créations d'entreprises.

C'est le type même de réalisation qui en contribuant à créer des outils communs, contribue à consolider ce fameux « réseau » et à donner des occasions concrètes de confrontation.

Il n'en reste pas moins qu'un travail de clarification reste à faire, surtout au moment où commence à se constituer ces outils communs, si l'on ne veut pas que ces confrontations les mettent en péril : les débats au sein de l'ALDEA sur ce qu'est l'entreprise alternative comme pour « Solidarité Emploi » sur la définition des entreprises « utiles socialement » sont loin d'être clos.

De même dans les débats de l'Université d'Été on a pu repérer un certain nombre de questions qui se reposaient à chaque débat et qui devrait faire l'objet d'un travail d'approfondissement.

Sans vouloir être exhaustif on peut évoquer :

- A quelle condition l'économie sociale peut être un lieu de recomposition d'une identité à travers la reconstitution d'un espace, celui de son entreprise, d'un temps lié à la vie de cette entreprise, à travers une certaine réappropriation du produit de son travail et de la maîtrise de ce qui est produit, la place du sujet dans l'économie sociale, la possibilité de l'affirmation de sa propre expérience.

- Le débordement par l'économie sociale du strict point de vue économique : sa fonction sociale voire politique.

Et comment peut-être pris en compte le coût de ce rôle pour lui permettre d'exister dans un contexte où les contraintes économiques sont fortes.

En fonction de cela, les transformations réglementaires, légales qui pourraient être souhaitées.

- Depuis la rupture avec le mouvement ouvrier au XIX dans quel espace sociale privilégié, peut se redéployer actuellement l'économie sociale ? Quelle peut être sa fonction par rapport à la décomposition du mouvement ouvrier actuel et de ses organisations ?

- La situation générale de la micro-entreprise caractéristique de l'économie sociale par rapport à la grande entreprise, par rapport non seulement au capital financier mais aussi au capital de matière grise, d'informations souvent nécessaires.

Faire petit et penser global ?

A côté de ces problèmes généraux, il y a bien d'autres questions plus précises ou spécialisées qui mériteraient aussi d'être traités.

Mais il est probable aussi que sont déjà prévu en cours d'année un certain nombre de rencontres par tel ou tel groupe ou organisation qui recoupent les préoccupations évoquées.

Plutôt que de multiplier ce type de réunions, il nous semblerait dans un premier temps plus intéressant de faire circuler les informations sur les initiatives des uns et des autres et de contribuer ainsi à réaliser un des souhaits les plus fortement exprimés à la fin de l'Université d'Été : mettre en relation différents petits réseaux, à partir d'un secrétariat léger qui se chargerait de répercuter les informations qui lui seraient communiquées.

Ces échanges plus permanents, rendraient plus utiles une nouvelle rencontre en début d'été qui permettrait de faire un peu la synthèse du travail fait en cours d'année et à partir de là peut-être un plus prospectif.

Daniel Tartier

TEXTE INTRODUCTIF

En septembre 1985, le CREAM a invité les partenaires de la relation éducative à un forum à Cahors appelé :

« Autres Regards pour la Relation Educative ».

Moment fort dans la vie de l'association, moment fort pour de nombreux partenaires : travailleurs sociaux, animateurs de lieux de vie, décideurs, parents, jeunes, artistes, chercheurs, etc.

Cahors et sa région ont été le théâtre de rencontres et d'échanges en petits et grands groupes, mais aussi d'animations en ville, activités corporelles, artistiques... moments privilégiés pour mesurer la richesse et l'importance de la communication non verbale dans la relation avec les jeunes.

C'était une première expérience. Le CREAM avec de nombreux partenaires, prépare d'autres rencontres dans la même lignée et mène par ailleurs des recherches.

Dans les pages qui suivent, nous publions les compte-rendus et réflexions de quelques participants, ensuite nous présenterons le CREAM et l'association Fontenay qui lui a donné naissance.

Des réunions avec des partenaires venant d'horizons différents ont lieu en ce moment pour préparer une journée nationale à laquelle nous invitons les lecteurs de ce numéro commun.

Roger Bouffe, président du CREAM, prépare des réponses aux textes de compte-rendu et réflexion à propos du forum, dont certains sont publiés ci-dessous.

Nous voyons là le point de départ d'un échange de réflexions par correspondance. D'autres participants au forum ou des personnes qui n'ont pu être avec nous à Cahors ont manifesté le désir d'apporter leur contribution à cet échange épistolaire.

Nous souhaitons élargir ce cercle et nous invitons toutes les personnes intéressées par cette action de nous le faire savoir et de nous adresser leurs textes.

L'EQUIPE DU CREAM



Les dessins sont réalisés par :
L'agence de pub UP III
143, avenue de Versailles
75016 Paris
Tél : 45.20.71.81.

UP III est une Junior-Agence gérée par les étudiants en publicité de l'IUT de Paris.

LE PREMIER FORUM DE LA VALLEE DU LOT

Celui qui crée se heurte à la réalité. Il rêve. Mais celui qui ne rêve pas meurt rapidement. Il est déjà mort intellectuellement. Quel est notre choix ? Le rêve ou la mort ?

Lorsque s'est posé la question du Forum, j'ai tout de suite pensé à l'ampleur de l'organisation. Je ne fais pas partie du CREAM. J'en suis proche par mes pratiques, mes engagements et mes tentatives d'élaboration théorique. Aussi ai-je répondu présent dans la mesure de mes moyens. Je n'ai donc en rien ou presque rien participé à la mise sur pied de cette manifestation qui voyait large.

Néanmoins, ayant accepté d'animer plusieurs ateliers, j'ai investi sur trois thèmes principaux : « Les lieux de vie marginalisent-ils ? » - « Violence des jeunes, violence des adultes » - « Quelles informations sur la sexualité et la vie affective auprès des jeunes aujourd'hui ». Je suis donc venu aux tables rondes organisées sur ces thèmes au mois d'avril, à la Porte d'Asnières.

Cela m'a permis de rencontrer de vieilles connaissances, des camarades de lutte que je côtoie depuis plusieurs années et de nouveaux venus dans l'univers des lieux de vie et des structures intermédiaires. Nous avons déchiffré le terrain, fait le point et lancé des perspectives pour le Forum. J'y voyais déjà plus clair sur le déroulement des quatre journées et je situais mieux ma place au cœur de cette dynamique aux formes d'alambic ou de corne du diable.

C'était en effet, très audacieux de réunir les jeunes, les vieux et les autres. Une des grandes réussites du Forum a été de rassembler des adolescents résidant actuellement dans des lieux de vie, des animateurs de lieux de vie et des structures intermédiaires, des assistants maternels, des techniciens des institutions, des théoriciens, des décideurs et des financiers.

Sans doute, avons-nous été déçus par le nombre des participants très en-dessous de nos espérances. Cela n'a pourtant pas empêché le fonctionnement de tous les ateliers prévus. Si nous exceptons le jeudi 26 et le dimanche 29 septembre où le Forum s'est déroulé en séance plénière, le vendredi et le samedi, nous n'avions que l'embaras du choix entre les trois, quatre ou cinq ateliers tous aussi intéressants les uns que les autres. Celui sur le massage alimentaire beaucoup de discussions : « Avez-vous effectué des travaux pratiques ? » Nous étions nombreux à fantasmer, surtout si nous ne pouvions pas vérifier de visu ou par le toucher ce qui se passait réellement dans ce groupe. C'était le cas pour beaucoup d'entre nous, intégrés à la réflexion sur d'autres thèmes, comme celui des lieux de vie, qui s'est poursuivi pratiquement pendant deux jours.

Certes, des ateliers ont été supprimés. Des sujets différents ont été mis à l'ordre du jour. Mais c'était, me semble-t-il, un élément tout à fait positif, malgré nos protestations, que cette faculté d'improviser ici ou là soit privilégiée au cours de ces journées. Un ordre du jour et des commissions rigides traduisent une organisation monolithique et plus ou moins totalitaire. La spontanéité, l'interchangeabilité relative et non systématique des thèmes a fait passer un souffle d'air dans la Vallée surchauffée du Lot...

Par contre, un problème s'est posé tout au long des quatre jours : la dispersion des lieux d'activité du Forum. Nous ne cessons d'aller au Théâtre municipal, à la Bourse du Travail ou du Centre Genyer à la Maison des Oeuvres, de la Bourse du Travail à la nouvelle Préfecture Bessière, du Syndicat d'Initiative à la Mairie, du Pont Valentré à la MJC. C'était trop. Nous n'arrêtons pas de marcher. En particulier, cela a entraîné une importante perte de temps. De plus, en cas de suppression d'un atelier, de changement de sujet, ou d'erreur dans le choix, cela créait d'importants retards pour de tristes pèlerins de la ville de Cahors. Nous parlions, avec humour, parfois dans la dérision, de Forum éclaté.

Pour la plupart d'entre nous, maintenant, Cahors est une seconde patrie. Nous connaissons la vieille ville, qui est si typique et rafraichissante, la Maison Roaldès, la Tour des Pendus, les Thermes Romains, la Cathédrale Saint-Etienne, et son cloître. Heureusement, la ville n'est pas trop étendue. Sinon le Forum aurait été itinérant.

Le choix, en tout cas, de Cahors, était des plus heureux. Non seulement la ville, mais encore toute la région recèlent des trésors et des merveilles comme l'extraordinaire village de Saint-Cirq-La-Popie, entièrement classé site historique et véritable joyau planté à pic, en surplomb de la Vallée du Lot.

Le Forum a démarré en fanfare, au Théâtre municipal. C'est Tertous et Cie qui arrivait de l'esplanade, avec son spectacle parade. A grands coups de tambours et de cymbales, guidée par Christophe, l'échassier, la troupe s'engouffrait dans la salle du théâtre. Là, elle annonçait les festivités, à la fois, à la manière des bateleurs du Moyen-Age et des comédiens du théâtre de rue.

La séance était ouverte. Nous avons tout de suite eu en point de mire les principaux acteurs de cette rencontre, les jeunes, les animateurs des lieux de vie, les professionnels des institutions, les décideurs et les chercheurs. La richesse des débats nous propulsait d'emblée au cœur de nos questionnements : qu'en est-il de la mouvance ? Comment évolue l'alternative ? Les lieux de vie deviennent-ils des institutions ? Qu'apportent-ils aux jeunes ? Quelles sont les relations entre les institutions et les lieux de vie ? Entre financeurs, décideurs et lieux de vie ? Entre jeunes et adultes ? Entre parents et enfants ? Ces thèmes allaient revenir en permanence durant les quatre jours.

La rencontre avec les jeunes passés par des lieux de vie nous a permis de réapprendre à quel point une telle expérience peut faire bifurquer une trajectoire. Agnès et Jimmy m'ont beaucoup touché, car la rue et les institutions les normalisent ou les détruisent, tandis qu'une rencontre différente leur donne une chance de s'arracher au fatal engrenage. Tous les deux sont porteurs et messagers de cet espoir.

Ils nous ont dit ce qu'ils aiment et n'aiment pas. Leurs centres d'intérêt, informatique, électronique, animation, théâtre, musique et, en particulier, le rock'n'roll, nous ont entraîné au cœur du débat. Nous n'avons pas résisté au désir de leur poser des questions et de leur dire nos propres préoccupations, que ce soit en tant que parents ou en tant que travailleurs sociaux.

Un temps fort a été l'invitation à prendre l'apéritif à la Mairie. Nous avons été reçus par Maurice Faure, sénateur-maire de Cahors et représentant historique de l'un des courants du mouvement radical. Nous étions nombreux et la grande salle était pleine. Maurice Faure nous a parlé avec émotion du Lot qu'il aime profondément et où il était heureux de nous accueillir.

La soirée s'est clôturée par la parade de Tertous et Cie et la représentation offerte par la troupe Amboule, de Cahors : « Les fantômes ordinaires de Monsieur Blanchard ».

Le journal de bord d'un « congressiste » est forcément incomplet. Il relate un voyage partiel et subjectif. C'était, par excellence, le cas au Forum, avec tous les ateliers entre lesquels nous devons choisir. Ayant opté, bien sûr, pour celui relatif aux lieux de vie, j'y suis resté un jour et demi. Nous avons opéré en trois temps.

Le vendredi matin, j'ai noté avec intérêt la confrontation de tous les protagonistes du travail social. Les lieux de vie exercent une fascination. Dans beaucoup de DDASS et d'institutions, ils sont considérés comme l'idéal ou le nec plus ultra. D'autres en sont revenus et tiennent à nous dire qu'ils ont cessé de croire que c'est la panacée. Nous gardons cependant un héritage. C'est de l'institution totalitaire (hôpital, prison) qu'est née la révolte de certains travailleurs et théoriciens. Une rupture s'est effectuée de façon à la fois réactionnelle et consciente. L'alternative est née.

Et, qu'on le veuille ou non, il subsiste des traces de la dialectique manichéenne : dans l'hôpital et les dispensaires, on fait du sale boulot. C'est dans les lieux de vie que l'on effectue la belle ouvrage. Nous voilà confrontés à l'impossible dialogue des bons et des mauvais.

La discussion nous permet d'avancer. D'abord, il est clair que rien n'est jamais aussi tranché. Tout est infiniment plus subtil et nuancé ! Dans certaines institutions, des personnes peuvent avoir une vision réellement humaine et non répressive de leur travail. Elles se posent alors en contre-pouvoir de l'entité bureaucratique. Elles agissent en tant qu'individus, même si c'est professionnel, en face de ceux qui se trouvent en situation de dérive ou d'échec. Sans doute leur rôle n'est-il pas de combler le manque affectif des jeunes qui leur sont confiés. Mais elles peuvent alors se situer en tant que relais, offrir des possibilités de rencontre à ceux qui en ont besoin, et dans ce sens, être précisément en relations avec des animateurs de lieux de vie.

Les structures de soins ne permettent pas de guérir. Le prétendre est un leurre. Par contre, elles constituent des étapes pour surmonter une crise, se reposer, fuir un environnement destructeur ou se rassurer. Elles ont évolué. Les secousses imprimées par l'antipsychiatrie ont obligé le personnel soignant à bouger. Le système économique et politique a récupéré les idées de l'extrême gauche et des libéraux. Ainsi sont nées les structures intermédiaires du secteur psychiatrique, foyers de jeunes, appartements thérapeutiques, lieux de vie, foyers de nuit, lieux de crise et autres lieux de consultation. Le pouvoir socialiste lui-même a provoqué l'accélération. Il a fait savoir, dès 1982, que les hôpitaux psychiatriques devaient être fermés.

Réciproquement, certains lieux de vie se sont institutionnalisés. Coincés entre le prix de journée et les tracasseries soupçonneuses de l'Administration cautionnée par la circulaire Dufoix, les babas cools se sont mués en animateurs créatifs ou en techniciens « clean » et « new look »...

Et, pourtant, subsistent, en arrière fond, les ombres chinoises des bons et des mauvais, même si tout le monde s'accorde pour affirmer que la réalité est bien différente. L'institution et le lieux de vie sont complémentaires. Ils peuvent correspondre à des moments différents d'une vie en difficulté. Tout est une question de personne et de contexte politique. Certains professionnels de l'hôpital s'avèrent tout à fait utiles et positifs pour leurs patients, au même titre que des permanents de lieux de vie.

C'est alors qu'un éminent représentant du Crédit Coopératif, qui est la banque de l'économie sociale, nous renvoie la même antienne en miroir. Pour être bien compris des partenaires sociaux et des organismes payeurs, les animateurs de lieux de vie devraient se présenter autrement. Selon lui, ils apparaissent souvent comme ceux qui se trouvent du bon côté de la barrière, tous les autres étant implicitement rangés du mauvais. De plus, ils ne sont pas assez clairs sur leurs pratiques. Cela reste toujours assez mystérieux. Comment un permanent peut-il se définir, à la fois, comme papa et poubelle, ainsi que l'a fait l'un d'entre eux au Forum ?

Enfin, et c'est peut-être le plus important, les lieux de vie restent trop isolés. Soucieux de préserver leur originalité, ils fonctionnent chacun autour d'une ou deux fortes personnalités. Mais ils ne s'unissent pas. Ils sont séparés par des conflits de tendance, des oppositions inter-individuelles, des divergences éthiques ou idéologiques. Il apparaît qu'ils gagneraient à se fédérer ou à se rassembler en un large mouvement unique et cohérent, représentatif sur le plan national, auprès des financeurs et des autorités qui statuent au niveau le plus élevé.

Tout cela est bel et bon. Je souscris à ces propos empreints du désir de conciliation et de coopération. Pourtant, bien qu'identique à moi-même ici et là, lorsque j'étais psychologue à l'hôpital, animateur au foyer de jeunes délinquants ou sociothérapeute au Centre psychiatrique, je n'ai pas réussi le quart de ce que j'ai réalisé avec ceux que j'ai hébergés chez moi...

Un spectacle m'a beaucoup plus, celui donné par Tertous et Cie, le vendredi soir, près du Pont Valentré. Il nous relatait sous le titre « Le pont du Diable », l'histoire de l'architecte Valentré qui du s'y reprendre à plus de dix fois pour arriver à construire la magnifique œuvre d'art que nous connaissons. Le Diable était très inquiétant. Il parlait manouche, argot et verlan. Lorsque son effigie est tombée à l'eau, dans un véritable feu d'artifice, ce fut une splendide illumination.

Deux autres débats m'ont offert le privilège de riches confrontations : celui sur les nouveaux créneaux réservés aux jeunes dans le monde du travail, et celui intitulé « Violence des jeunes et violence des adultes ». J'avais dû renoncer à animer l'atelier sur la sexualité et la vie affective, à cause de la poursuite de la réflexion relative aux lieux de vie. Mais je ne l'ai pas trop regretté, tout se déroulant dans une dynamique en continu mouvement.

Il est apparu que les prétendus créneaux offerts aux jeunes, stages, TUC, formations, sont des trompe-l'œil. Cela ne concerne qu'une petite partie d'entre eux. Une grande majorité passe à côté et va rejoindre la masse des demandeurs d'emploi. D'où une immense angoisse des nouvelles générations qui arrivent sans illusion et presque sans espoir. Une question lancinante est revenue au cours de la discussion : que pouvons-nous inventer pour faire fonctionner le lieu de vie ? Un des temps forts a été l'échange d'idées avec des exemples concrets, la tonte des moutons, la fabrication de chaises, la récupération des vieux pneus, l'invention de cyclo-poussettes en France, l'entreprise de nettoyage etc...

La même inquiétude est apparue au cours de l'intense échange sur la violence. Certes, des animateurs ont exprimé leur peur face à des jeunes en crise. Que faire ? Est-il possible d'éviter les incidents ? Mais cela n'a pas été l'essentiel du débat. Les adultes se disaient : « C'est normal que les jeunes se révoltent et recourent à la violence. On leur offre une situation tellement catastrophique qu'il ne leur reste rien d'autre ».

Et ce sont des jeunes qui ont répondu : « Mais non, dans la plupart des cas, les jeunes ne se révoltent pas. C'était vrai pour votre génération. Nous, on n'est pas pour la violence. De toute façon, on n'a pas le temps d'aller casser ou de se battre. Tout ça, c'est fini. Notre problème, c'est de trouver du travail. Or, il n'y a rien. On est obligé de se débrouiller individuellement. C'est chacun pour soi. Il faut survivre. Voilà nos vraies préoccupations ».

Nous étions loin du discours sur la révolte et la prise de conscience politique des classes sociales opprimées. Ce qui nous a été renvoyé, c'est que tout ce qui est politique est « pourri ». Nos enfants se disent revenus de ce rêve de leurs parents. Ils n'espèrent rien de la révolution. Ils nous citent 68 en exemple. Nous pourrions nous replier jusqu'en 1789, mais qu'en reste-t-il ? Et il pourrait nous être alors rappelé la Révolution d'Octobre.... Nous n'avons pas trop insisté sur ce terrain et il nous a bien fallu admettre qu'aujourd'hui, la véritable violence, c'était surtout celle des adultes. De toute façon, nous n'en avons jamais vraiment douté. Si les enfants ont des problèmes, cela vient bien du système social, des parents ou de l'absence de tout parent. Ce ne sont pas les jeunes qui se trouvent à l'origine de la névrose de leur père et de leur mère !

La journée du samedi s'est clôturée par la représentation du « Mariage forcé » de Molière, que donnait Tertous et Cie.

L'essentiel du Forum de la Vallée du Lot tient, pour moi, dans quelques conclusions simples mais fécondes. Il est capital de réunir tous les protagonistes de l'institution et du lieu de vie, le jeune y compris. Ce genre de rassemblement doit être maintenu et même multiplié. Le projet du deuxième Forum, à Cahors, ou ailleurs en 1986, serait le bienvenu. Et il serait vital pour le mouvement des lieux de vie, qu'une seule et unique fédération par-delà toutes les divergences, originalités et spécificités, soit le carrefour, la plate-forme et le porte-parole de l'Alternative Française et même européenne.

JACQUES LESAGE DE LA HAYE

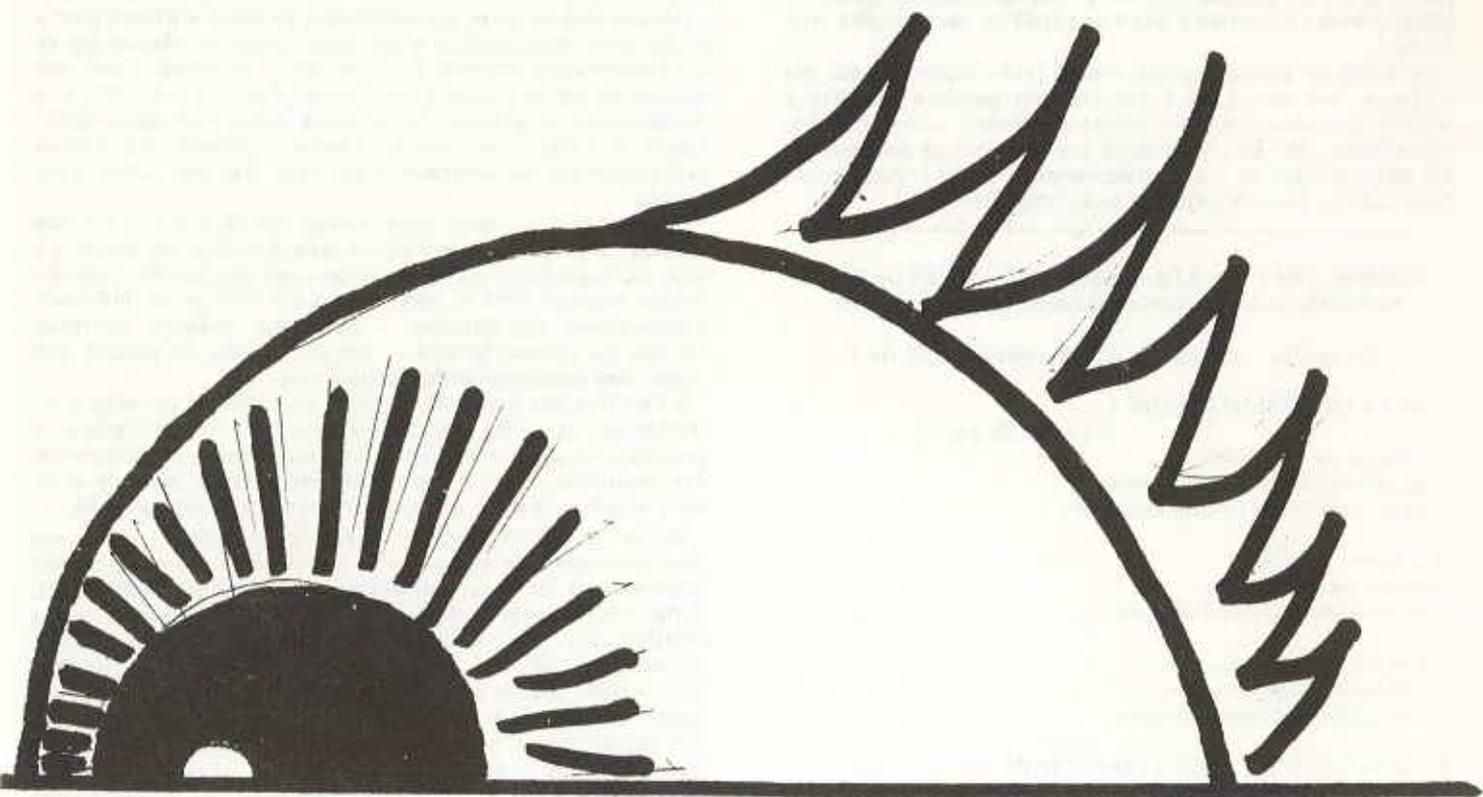
**« AUTRES REGARDS POUR
UNE RELATION EDUCATIVE »**

**FORUM DE LA VALLEE DU LOT
CAHORS — 26/29 SEPTEMBRE 1985**

Intervention de Henri Petit, Conseiller Technique
du CREA. Ile de France le 26 septembre 1985.
sur le thème :

ADMINISTRATION, ETABLISSEMENTS

ADMINISTRATIONS, ETABLISSEMENTS, LIEUX DE VIE :
perceptions réciproques et logiques en contradiction



POURQUOI SE CACHER
QUAND ON A DES
CHOSSES A DIRE ?



UN MALAISE : UNE MORT PROCHAINE DES LIEUX DE VIE ?

Les communautés adultes/enfants fonctionnant de façon non traditionnelle, sous la forme d'un accueil familial, le plus souvent appelées « lieux de vie », sont-elles en train de disparaître ? On le croirait aisément en entendant parfois certains permanents de ces lieux décrire leurs règles de vie, de leurs budgets, de leurs conditions d'existence administratives ou juridiques. Une incompréhension des valeurs de ces communautés mènerait — certains faits tendant à en accélérer le processus — à rechercher leur fermeture après une relative tolérance. L'argent pour vivre — promis et dû —, celui des prix de journée, ne venant pas, ou avec tant de retard, plus d'un y voit là le garot choisi par l'Administration pour y parvenir par une asphyxie lente, mais certaine.

Ces intentions « d'en haut » sont-elles réelles ? Moi, de ma place, je ne les perçois pas, et le méchant loup croqueur de jolies chèvres blanches n'est-il pas théâtre persécutoire trop facile ?

La réalité est plus complexe, mais il faut s'interroger sur ces frayeurs, ces discrédits supposés ; on gagnera en effet à révéler les perceptions, les représentations : comment l'Administration, les Etablissements traditionnels et les lieux de vie se perçoivent-ils ? et à se demander : quelle logique induit pour chacun d'eux le regard et leur comportement ?

ADMINISTRATION, ETABLISSEMENTS, LIEUX DE VIE : perceptions réciproques et logiques en contradiction

Un malaise : une mort prochaine des lieux de vie ?

I - LES « REPRESENTATIONS »

a) Le lieu de vie

- l'image qu'il se donne,
- sa perception des établissements,
- sa perception de l'Administration.

b) L'Administration

- attentive et fascinée,
- le code et l'appareil à mesurer.

c) Les établissements

- une curiosité admirative,
- une curiosité soupçonneuse.

II - LES LOGIQUES EN CONTRADICTION

- le monde de l'Administration, son espace et son temps,
- le monde éducatif, son espace et son temps.

CONCLUSION : DEUX LOGIQUES NECESSAIREMENT EN CONTRADICTION.

I - LES REPRESENTATIONS

a) Le « lieu de vie »

Quelle image le lieu de vie entend-il donner de lui-même ? Quel regard porte-t-il sur les autres, Etablissements traditionnels et Administration ?

l'image qu'il se donne

Chacun sait que les communautés de vie adultes/enfants ou « lieux de vie » sont nées d'une double sensibilité : d'abord une sensibilité à tout ce qui enferme. Certes, les murs constituent le périmètre enfermant le plus visible, ceux de l'hôpital psychiatrique, ceux de l'établissement spécialisé, ces murs qui rassemblent en ghetto et pour longtemps, des jeunes qui ont la même difficulté, ces murs qui empêchent que se côtoient d'une façon hétérogène, comme le voudrait la vie, des personnes différentes, adultes ou enfants. Mais bien d'autres choses renforcent cet enfermement : les étiquettes nosographiques « débiles », « psychotiques », par exemple, les nombres quand ils quantifient une capacité et ramènent l'homme à sa mesure, les médicaments etc.

Mais se surajoute une autre sensibilité, celle de l'inadéquation entre ce que profondément demande un jeune en difficulté quant à la disponibilité des adultes qui prétendent être ses éducateurs et ce que ceux-ci dans le confort professionnel que Code et Convention leur ont octroyé, peuvent lui donner.

Plus d'un éducateur a alors ressenti dans l'Etablissement traditionnel l'étouffement, l'impossibilité de concilier le cadre habituel du salariat, des conditions de travail et la disponibilité qu'il présentait nécessaire pour accomplir authentiquement un accompagnement éducatif.

Dans la tête de ceux qui souffraient de cette « mise à part » et de cette inadéquation s'est alors conçu un ailleurs où se concrétiseraient comme possible deux ruptures, l'une par rapport au travail éducatif traditionnel, l'autre par rapport aux commodités du salariat. La première induit une disponibilité totale à l'égard du jeune, l'autre repousse les acquis professionnels patiemment engrangés par les luttes syndicales.

Le lieu de vie prend alors visage d'une maison où des adultes, mariés ou non ensemble, ayant ou non des enfants à eux, partagent leur vie en commun avec des jeunes, voire de jeunes majeurs dont la particularité est une grave difficulté, momentanée ou durable, — handicap, maladie mentale, trouble du comportement — qui les a pour la plupart fait rejeter des établissements traditionnels.

A l'artifice des prestations habituelles institutionnelles : orthophonie, scolarité, psychothérapie etc... additionnées et juxtaposées comme les pièces d'un patchwork, apportées par des techniciens qui « font trois petits tours et puis s'en vont », le lieu de vie n'offre rien d'autre que la vie partagée.

Et ce que l'on partage, c'est le quotidien, vivre ses quotidiennetés, le simple et le banal de la vie dont on fait précisément ce tissu qui lie des personnes qui cohabitent. Ainsi « vivre avec » devient le matériau, le support d'une relation qui n'est plus présence décousue, limitée aux seules nécessités de tel geste technique, mais continuité, disponibilité entière qui exprime là l'intérêt profond qu'on veut porter aux jeunes accueillis. Vivre « avec » l'enfant, c'est lui dire la passion qu'on a pour lui, s'arrêter devant lui le temps d'une prestation, ce n'est que vivre « de » l'enfant ; et pour bien des jeunes, prestation inutile, puisque l'essentiel est d'abord d'être entendus, c'est à dire reconnus comme sujets suscitant chez les adultes de l'intérêt.

Nul mieux que Claude Sigala n'a décrit la haute valeur du quotidien, ces petites choses de la vie partagées qui seules font naître la rencontre et la reconnaissance profonde adultes/enfants, laquelle à son tour crée souvent curieusement le mieux-être, le dépassement des problèmes, bref la santé et l'adaptation progressive. Le repas, le soin aux canards, la cueillette des haricots, une promenade, des amis qui viennent, autant d'instant à vivre qui sont richesse de tous les jours à accueillir et lieux inestimables de l'échange.

Dès lors, ont été grandement magnifiés les « éléments » primordiaux retrouvés : l'air, l'eau, la terre, le feu non pour en faire quelque « leçon de choses » à la manière des pédagogues ou quelque support à loisirs mais parce qu'ils sont ressentis comme induisant des espaces de rencontre simple mais archaïquement nécessaire, lieux de créativité possible : le feu qu'on allume et qui pétille, le vent qui plie les arbres du jardin, l'eau de l'évier qui mouille les mains et l'air marin de la plage si fort qu'on se sent respirer. Alors le foin, le pain, le chien, le tilleul sont plus importants que toutes les rééducations. On n'agit pas pour s'occuper mais pour répondre aux besoins de ce quotidien, l'activité est « nécessitée ».

Les lieux de vie ont souhaité aussi pour la plupart, la transparence et le réseau. La transparence tend à faire ouvrir ses portes à qui veut voir et comprendre par intérêt ou par obligation de tutelle. Par le livre, on écrira le visage de ces communautés. Le réseau, lui veut réunir divers lieux, libres et indépendants certes, mais qui ressentent entre eux un besoin d'échanger sur leur expérience de vie. De l'un à l'autre, parfois des jeunes iront par désir d'aller voir ailleurs, par foucade ou par liberté.

Le lieu se veut aussi lieu de tolérance ; si la loi existe, dictée par les contingences matérielles ou les valeurs fondamentales de la communauté à un moment de son histoire, la loi doit en permanence être réinterrogée : est-elle justifiée ? De plus, elle doit s'accompagner d'une « tolérance personnifiée face à la transgression ». Il y a là tout un champ de nouveau « possibles ». La règle n'est pas donnée une fois pour toutes. Elle est ensemble à construire en permanence entre ceux qui vivent et elle se veut attentive aux personnes. En cela le lieu de vie est peut-être un laboratoire, créateur de valeurs nouvelles.

Mais l'amour, autre nécessité vitale, est à dire et à estimer ; il n'est pas de communauté humaine où ne circule le désir ; dès lors, celui que d'autres taisent ou étouffent, Eros, les lieux de vie délibérément le nomment où ils le ressentent. Il est l'énergie qui motive, fait naître l'intérêt, suscite l'action commune et le désir d'entreprendre ensemble. On ne saurait, par abstraction stupide, l'isoler du reste de la vie, il la traverse et contribue à la rendre belle, mais on ne saurait tout autant se focaliser sur sa recherche obsessionnelle. Ainsi enfants, adolescents, adultes voient leurs échanges et leurs rapports traversés par cette dimension. Tout nommé qu'il soit et reconnu, les lieux divergent sur la possible étendue de la réalisation du désir : pour les uns, au risque de se perdre, tendresse et caresses sont richesse, pour les autres elles sont faiblesse.

Quand au registre administratif, les lieux rejettent avec véhémence tout ce qui apparaît comme un cadre obligé à leur action, à leurs valeurs. L'agrément fige ce qui, par nature, est mouvant. Il est reconnaissance officielle qui cadenas. La vie se voulait ouverte à l'imprévu, au neuf, au différent, l'agrément fixe un contour « barbelés » : clients, modes de vie se trouvent définis et pour toujours.

sa perception des établissements

Le regard du lieu de vie sur l'établissement traditionnel et son personnel est à comprendre à la lumière de ce qui a fondé ces lieux pour la plupart : une dissidence, une désertion, le passage volontaire d'éducateurs de l'un à l'autre par souffrance d'être devenus trop « professionnels », dans une structure volontairement excluante.

Dès lors, ceux qui au sein des établissements s'y complaisaient ne pouvaient être que d'abominables matons dont l'objectif essentiel tacite, ou même avoué par voie syndicale, était de rentabiliser la structure pour qu'elle produise ce qui seul retenait l'attention de ces « fonctionnaires », des salaires, et des commodités professionnelles, sur l'air du « toujours plus ». La finalité des établissements est leur survie, rien que leur survie et de surcroît leur confort, les 4/5 du budget ne sont-ils pas d'abord et en priorité la part que s'attribue le personnel ? Les syndicats veillent à ne pas laisser dissiper les acquis et à les accroître.

Cette vision de la fonction des établissements et des objectifs inavouables de leur personnel s'est certes modifiée au fil des ans, mais elle colore encore maint débat passionnel entre les uns et les autres et reste en fait vivace dès lors que, la courtoisie débordée, on ne se reconnaît plus « complémentaires », « espaces différents mais pouvant avoir des richesses propres dans le parcours d'un jeune ». Cette vision a rendu les rapports difficiles, d'autant que ceux-ci s'établissent souvent à l'occasion d'une demande de relais : le lieu de vie accepterait-il d'accueillir tel perturbateur qu'on ne supporte plus dans les murs de l'établissement ? « Ils nous prennent pour leurs éboueurs » pense le lieu de vie, et même s'il ne le dit pas expressément, il renvoie à l'établissement son échec, son incapacité.

sa perception de l'Administration

Les lieux de vie, peu ou prou, ont tous reconnus qu'ils devaient quelque compte à l'Administration, puisqu'ils hébergent des mineurs et que le prix de journée versé pour chaque enfant accueilli l'est presque toujours par une collectivité publique.

Cette réalité, incontournable, les a amenés alors à une double attitude quelque peu contradictoire. D'une part, les lieux ont souvent déployé une grande séduction vis-à-vis de la puissance publique : « Venez voir, nous sommes ouverts et transparents, jugez sur place, nous voulons votre contrôle ». Certains responsables des lieux ont même plus d'une fois franchi le portail des ministères pour recueillir en haut lieu une possible reconnaissance de la spécificité de leur travail et une caution estampillée. Mais d'autre part, et souvent les mêmes, ont autant manifesté une allergie hypersensible à tout ce qui « oblige » administrativement, et juridiquement, comme si le lieu perdait son âme, son identité, sa raison d'être ; dès lors que de l'extérieur, une obligation lui était signifiée.

La peur d'une récupération par l'Administration coexiste avec le désir qu'elle « reconnaisse ». Ainsi l'obligation de déclarer au Préfet qu'on héberge un mineur (art. 95 du Code de la Famille) est une intolérable exigence qui entrave la mouvance inter-lieux, l'obligation de se définir sans ambiguïté quant à la catégorie de jeunes reçus (sexe, âge, etc.) est tout autant vécue, je le disais, comme cadre intolérable, carcan mortifère. Quant au contrôle qu'on proclame voulu, recherché, le lieu de vie ne l'entend que sur un plan de totale égalité au sein d'un seul « échange » où le contrôleur devrait se laisser convaincre obligatoirement par le contrôlé.

Au gré des événements qui font resserrer les boulons du contrôle ou au contraire autorisent une relative liberté d'action, l'Administration est alors vécue tantôt comme compréhensive, tantôt animé de noirs dessins de reprécailles ou d'étranglement. Ainsi quand les prix de journée tardent à rentrer, la DDASS est supposée vouloir leur mort, oubliant que la DDASS, certes, mandate, mais que le vrai payeur est le trésorier du département lié, lui, à l'état de sa trésorerie.

2 - L'ADMINISTRATION

De l'Administration, on pourrait dire qu'elle est attentive et fascinée par les lieux de vie et tout autant qu'elle leur oppose le code et l'appareil à mesurer.

attentive et fascinée

On ne saurait nier que même si elle n'en comprend pas toujours les enjeux ou les fondements théoriques, même si elle se trouve parfois débordée par les « écarts » des uns et par les exigences des autres, l'Administration a applaudi très vite à l'émergence des lieux de vie et il n'est pas exagéré de dire qu'elle assista, étonnée, fascinée à ces ruptures de vie d'éducateurs laissant derrière eux l'argent assuré et le confort pour mieux accueillir en toute disponibilité des jeunes difficiles. Il lui semblait que quelque chose d'originel était là, retrouvé : le partage d'une vie communautaire qui est en profondeur moyen authentique d'éducation. Alors que les éducateurs au sein de leurs établissements se confortaient dans des acquis toujours plus importants, temps de présence auprès des enfants toujours plus réduit, garantie de formation, de représentations diverses qui multiplie l'absence au point de reconstituer dans l'établissement supposé éducatif l'incohérence de vie dont ces enfants avaient souffert chez eux, des hommes, des femmes choisissaient de retrouver le dynamisme pionnier.

Cet étonnement admiratif a certes été une contrepartie proportionnelle au discrédit à l'égard des personnels des établissements jugés trop peu soucieux de « l'intérêt des enfants ». Des raisons économiques ont pu aussi induire une part de cette admiration, l'accueil en lieu de vie étant nettement moins cher pour le payeur que la prise en charge en établissement.

Toutefois, ces remarques ne sauraient expliquer à elles seules, le crédit réel que l'Administration n'a cessé de porter à ces structures innovantes d'accueil au point d'en saluer officiellement la richesse et de les promouvoir très expressément : « ces formules, bien que marginales au regard de l'ensemble des moyens de placement, peuvent rendre des services irremplaçables devant des situations difficiles. Vous devez donc favoriser les initiatives présentant des formules innovantes en ce domaine » (circulaire du 23 janvier 1981) ou encore « ces modes d'accueil sont nés d'une prise de conscience des limites du travail en institution... », « l'intérêt indéniable de ces formules pour les enfants souvent très perturbés... » (circulaire du 27 janvier 1983). Mais l'attention sympathisante qui génère une assez grande tolérance aux difficultés, aux dysfonctionnements, parfois fait place brusquement comme un changement de décor brutal à une volonté de soumettre et de clarifier.

le code et l'appareil à mesurer

La tolérance est chose fort fragile ; qu'un incident, en effet, parfois dramatisé, amplifié, voire dénaturé par les médias, renvoie à l'Administration sa tolérance comme laxisme et la voilà partant en guerre, sortant le Code pour qu'il soit scrupuleusement respecté, et ses instruments de mesure, budget, agrément, convention, pour mesurer les écarts et les interdire rigoureusement.

L'Administration se vit comme pleinement responsable et des mineurs hébergés hors de leur famille et des deniers publics. A ce titre, elle a une fonction reconnue de tutelle qui vise une exigence de clarté et de référence : tout ce qui se vit doit pouvoir être clairement autorisé par référence aux textes, à tout le moins à des pratiques reconnues.

Dès lors, si l'innovation la fascine, tout autant, elle l'inquête ; la mouvance, l'écart aux règles, l'absence de référence, la création continue, et le dépassement perpétuel des valeurs l'incitent à être plus que prudente ou réticente, elle devient parfois franchement oppressive : elle dit quelle sera la loi désormais et entend que chacun s'y soumette. Tolérante parce que fascinée ou répressive parce qu'un incident vient la fustiger comme irresponsable, telle est l'alternance d'attitudes de l'Administration vis-à-vis des lieux de vie.

3 - LES ETABLISSEMENTS

Les personnels des Etablissements traditionnels ont, comme l'Administration, vu naître les lieux de vie avec une curiosité admirative et tout autant soupçonneuse.

une curiosité admirative

Le passage de professionnels des Etablissements aux lieux de vie a semblé d'abord incompréhensible. Comment quitter le relatif confort institutionnel et sa relative sécurité, le droit à l'alternance — le chez soi après le travail — pour vivre à temps complet avec des jeunes difficiles dans le dénuement ? Comment concevoir qu'après avoir fait sortir le travail social et éducatif de son amateurisme bienveillant, bienveillant de pauvreté, après les avoir fait reconnaître comme un véritable travail professionnel — « le travail social » — auquel devait s'attacher tous les droits et garanties du travail, comment concevoir que certains puissent faire le trajet inverse pour retrouver la situation d'autant dont on avait voulu précisément sortir.

Mais cet étrange comportement se comprenait pourvu qu'on fût sincère. En effet, il apparaissait comme une réaction à un travail en établissement devenu inhumain à force d'être trop technique et trop conforme aux garanties nouvelles. Des éducateurs en fuyant l'Etablissement lui renvoyaient son image mortifère : le « passage » des gens, non réunis par une vie réelle, en coup de vent, et la solitude des enfants face à des adultes qui ne partageaient plus rien avec eux. La création des lieux de vie a fait naître la prise de conscience « des limites du travail en institution » chez les personnels de ces institutions. « C'est qui qui nous garde ce soir ? » interrogent anxieusement les enfants ballottés, sans repères, retrouvant là souvent le grand désert affectif dont beaucoup ont souffert. A la vie découpée des institutions, les lieux de vie offraient une vie partagée. L'origine de leurs succès éducatifs ou thérapeutiques est à trouver là. Ils ont ainsi donné mauvaise conscience à une génération d'éducateurs qui ne percevaient plus que sous la solidité sans cesse accrue des moyens s'oubliait le vrai nature du besoin et de sa réponse.

Le lieu de vie alors représenta pour chacun un idéal de vie, un souffle, un « lieu où vivre » plus authentiquement. Chaque éducateur reconnaît quelque part en lui que là-bas est la vraie vie et que l'établissement ne peut qu'en offrir un pastiche, une caricature, sa logique l'y contraint.

une curiosité soupçonneuse

Et pourtant, critique fondée ou processus de défense ?, les professionnels des lieux traditionnels ont souvent la remarque ironique à la bouche lorsqu'ils évoquent les lieux de vie : leur curiosité sympathisante est aussi soupçonneuse.

Et d'abord les lieux de vie ont-ils le monopole de la vie ? Non, car l'institution peut aussi offrir un cadre où naissent la vie, la vraie vie, à condition qu'elle sache y être attentive, et la percevoir toujours comme lieu éteint, sans chaleur, trop occupée à survivre « sur le dos des gosses », tient de la caricature abusive. Quant à l'enfermement, il peut aussi renaitre entre les chèvres et les éducateurs « cools ».

La très grande disponibilité affective souvent constatée dans ces lieux peut être un véritable outil thérapeutique ou virer à l'engluement captatif quand elle devient trop fusionnelle. L'amour certes, est à reconnaître ; on ne saurait nier dans une communauté éducative, quelle qu'elle soit, l'amour et son corollaire, le désir sont conscients ou non, à l'œuvre dans le rapport entre l'adulte et l'enfant, et pourtant, pour le dire à peu près comme Bernard Durey*, amour et désir nous rendent tous un peu fous, aussi nous faut-il des parapets clairement posés. Or quelques communautés adultes/enfants, par principe, ou par laxisme, ne l'ont pas fait, au nom de la liberté ou du vague concept de « l'amour thérapeutique » ; elles ont alors péri saccagées, piétinées, naïvement étonnées de voir revenir comme faute ce qu'elles avaient cru pouvoir faire reconnaître comme expérience de vie « possible ».

Ce que la Grèce d'Alexandre pouvait éventuellement accepter en 350 avant Jésus-Christ : l'éducateur tuteur aidant l'enfant à grandir dans le partage d'une relation affective et amoureuse reconnue, la France de 1982, ne l'admettait pas. Le déni de cette réalité revenait donc comme défi intolérable à la société appelant sur lui la punition. Des faits reprochés sont probablement imaginaires ou amplifiés par l'imaginaire, mais à se faire prosélytes des transgressions, on prend le risque de susciter la présomption du passage à l'acte.

Aussi le chaleureux slogan « vivre avec » est-il pavé de bonnes et de moins bonnes intentions devenant parfois « vivre contre ». De fortes personnalités ont souvent été à l'origine de la création des lieux de vie ; ces voix puissantes ont su dire avec force certaines vérités, mais elles ont empêché tout autant que s'entendent les critiques que certains comportements des lieux de vie, non compris, suscitaient.

Et puis les lieux de vie sont parfois des havres miraculeux pour des marginaux en rupture de société ; l'enfant apportant son prix de journée permet alors d'assurer le gîte et le couvert pour tous, le plus souvent dans le sud et au soleil ! l'accueil prend là une fonction économique au service d'un idéal de vie.

Les lieux peuvent aussi vouloir « survivre », nul n'est à l'abri de cette déviance, c'est à dire rechercher le client potentiel par tous les moyens comme on va à la chasse ; ce qui était désir de relation éducative nouvelle devient parfois au fil des ans, banalement recherche d'un prix de journée, pour vivre et perdurer ; on vit de l'accueil comme d'autres du tourisme.

De même une tendance à la professionnalisation, ça et là se remarque. Les lieux sont inmanquablement sujets à vouloir se doter de garanties diverses : emplois, salaires, droits divers etc..., ils s'institutionnalisent à pas feutrés : et ce sur quoi officiellement on crache, « les acquis de la classe ouvrière par la lutte syndicale » supposés empêcheurs d'éduquer, le désir secret d'en retrouver le confort revient vite au galop ; et créés en rupture par rapport à l'établissement, ils en retrouvent peu à peu les caractéristiques, et parfois, c'est reparti pour un tour institutionnel. Bref, si le lieu est novateur, il est aussi guetté en permanence par l'institutionnalisation sclérosante.

Telles sont brièvement rappelées les perceptions valeureuses ou péjoratives que lieux de vie, Administration, Etablissements traditionnels ont les uns des autres. Mais si elles naissent de pressentiments subjectifs, obscurs, elles s'originent aussi de logiques différentes, en contradiction, que je voudrais mettre à jour.

II - LES LOGIQUES EN CONTRADICTION

Lieu de vie et Administration ne peuvent que superficiellement se reconnaître et se comprendre ; certes, je l'ai dit, des moments peuvent paraître sereins quand la fascination momentanément l'emporte et donne l'impression d'une entente cordiale, mais c'est probablement au moment même où l'une des parties oublie sa mission ; car l'une est faite pour dépasser, l'autre pour conserver. Leur opposition met d'ailleurs en lumière comme avec un verre grossissant l'opposition fondamentale, foncièrement irréductible entre le monde de l'Administration et le monde éducatif. A vouloir qu'ils parlent un même langage, on sacrifie l'esprit de l'un ou celui de l'autre, voire des deux. Sur ce sujet, Robert Clerc, Inspecteur Général des Affaires Sociales, fit un jour une très riche intervention*.

le monde de l'Administration, son espace et son temps.

L'Administration en effet effectue son action dans un espace administratif et juridique. A ce titre, dans cet espace, les droits, les statuts, les obligations sont clairement définis. Il ne peut supporter l'ambiguïté. La règle juridique dit le droit, la règle administrative dit l'organisation. L'une, l'autre ne peuvent que tisser un monde rationnel, rigoureux, en quelque sorte géométrique, tiré au cordeau. Les lignes de partage sont franches, comme la bande jaune continue des routes ; les situations ne peuvent se chevaucher, et le langage qui les traduit est un langage binaire « oui/non » : on est mineur on pas, handicapé ou pas, un acte est légal ou illégal, autorisé ou

interdit etc... Ce monde mesure et quantifie, il tend à rechercher l'expression métrique de l'action et de ses résultats. C'est donc un monde, dit Robert Clerc, normatif.

Mais le temps de l'Administration est aussi, dans le même esprit, le temps du discontinu, le temps des phases, des stades qui se suivent, se jouxtent sans se superposer : mineur/majeur, enfant/adolescent/adulte. On est ceci, ou cela, pas les deux, le ou est exclusif ; temps statique, temps de l'être plus que du devenir.

L'Administration, et ceci est conforme à sa mission, se veut doublement responsable. Elle est la responsable morale des enfants qui ne sont plus hébergés chez leurs parents, et se veut attentive à la fameuse trilogie : leur santé, leur sécurité, leur moralité ; elle est tout autant responsable du bon emploi des fonds publics.

Dès lors, responsable et prisonnière de sa logique propre, elle ne peut que vouloir voir clair, exiger la conformité à la règle, délivrer des labels, autoriser ou défendre, fustiger les écarts, les flous, les à peu près ; bref, se voulût-elle compréhensive, elle ne peut irrésistiblement qu'être normative et organisatrice. Elle détient la règle et veut que la vie colle à la règle ; la règle est donnée a priori. En paraphrasant Sartre, on pourrait dire que pour l'Administration « la règle précède la vie », et la détermine.

le monde éducatif, son espace et son temps

A l'opposé, le monde éducatif est l'espace, non de la règle, mais d'abord du vivant, de ce qui est vécu réellement, de l'existential. Il se veut attentif, ouvert à l'émergence de la nouveauté, à ce qui change, à ce qui surgit, imprévisible, à la prise en compte des mouvances, des fluidités, à l'évolution, à ce qui, peut-être dans son étrangeté, est porteur, annonciateur de valeurs nouvelles.

Dès lors, le monde éducatif est souvent aux prises avec ce qui ne peut être référé à une règle existante. Un monde parfois sans repère. Tout être vivant bouscule à sa manière l'ordre établi, il est autre que ce qui était prévu pour lui, il lui tord le cou. Ce monde veut laisser surgir la valeur nouvelle. Il est moins attaché à la norme fixée qu'à la valeur en train de se créer.

De même, le temps éducatif est le temps continu, celui des chevauchements, non pas celui de ou exclusif, mais celui du et, de la conjonction ; on est enfant et déjà un peu adolescent ; minorité et majorité se superposent lors du passage de l'une à l'autre. C'est déjà le temps du devenir où le présent est encore du passé et déjà de l'avenir.

Cette logique est donc à l'opposé de la logique administrative, elle admet l'ambivalence, le tiers n'est pas exclu, elle autorise le « hors norme », la création hors du chemin balisé. Pour elle, c'est la vie mouvante qui doit promouvoir la règle, « la vie précède la règle » et la crée.

CONCLUSION : DEUX LOGIQUES NECESSAIREMENT EN CONTRADICTION

On le voit, lieux de vie et Administration ne peuvent que s'opposer sur le fond. Leurs logiques propres interdisent qu'ils s'entendent durablement, à moins de se trahir. Le malaise n'est pas conjoncturel, il est structurel ; et il serait vain, illusoire de croire, à force d'explications, à une réductibilité des langages et des perceptions. Quand l'un veut innover, créer, laisser surgir la vie, parfois dans le désordre et le risque, l'autre veut planifier, organiser, normaliser, contrôler parfois dans l'aveuglement et l'arbitraire. Tout cela est conforme à leur mission propre. Les Etablissements, quant à eux, si situeraient à mi-chemin entre l'une et l'autre, gardien des règles, et aussi opérateurs d'évolution. Selon leur dominante, ils sont alors traversés par une logique plutôt que par l'autre.

On s'étonne que les lieux de vie s'étonnent de voir certains jours l'Administration leur dicter comment la vie chez eux sera agréée, autorisée. On s'étonne de voir ces lieux se sentir

trahis quand après s'être crus reconnus dans leur liberté, ils se retrouvent sous l'injonction d'avoir à obéir. Rien de choquant dans ces revirements de l'Administration à leur égard après une phase plutôt complaisante, en effet, elle est reprise par sa logique profonde et la spécificité de sa mission, comme ce sont celles des lieux de vie de promouvoir « d'autres regards pour la relation éducative » et d'expérimenter parfois une désobéissance constructive aux règles ; deux logiques dialectiquement et fructueusement en conflit, l'une plutôt conservatrice de l'institué, l'autre plutôt promotrice de l'instituant.

HENRI PETIT

CONSEILLER TECHNIQUE AU CREA ILE DE FRANCE



ECHO D'UN LIEU DE VIE SE QUESTIONNANT SUR LES REALITES VECUES AU QUOTIDIEN

« RELATION EDUCATIVE »

Le grand mot (ou gros mot) est lâché... Chez nous, nous parlerions plutôt de prendre le temps de se restructurer, de pouvoir choisir en s'en donnant les moyens. D'autres façons, d'autres manières d'appréhender un groupe (école, stage, lieu d'accueil, famille...).

Nous parlerions de comment « reprendre » confiance en soi à partir des réalisations de chaque jour, nous parlerions de comment on peut faire pour qu'un échec devienne un moyen pour reprendre confiance en soi, redécouvrir ses valeurs.

AUJOURD'HUI, LES REALITES ECONOMIQUES

Vivre dans un petit village de montagne sans autres ressources et ouverture que l'élevage de moutons, est devenu très difficile. Alors, mettre en place avec les jeunes en accueil un outil de production, outil accessible à tous (difficultés sociales, carences affectives...), n'est pas chose simple. Les problèmes juridiques viennent souvent en but devant des projets généraux et nouveaux.

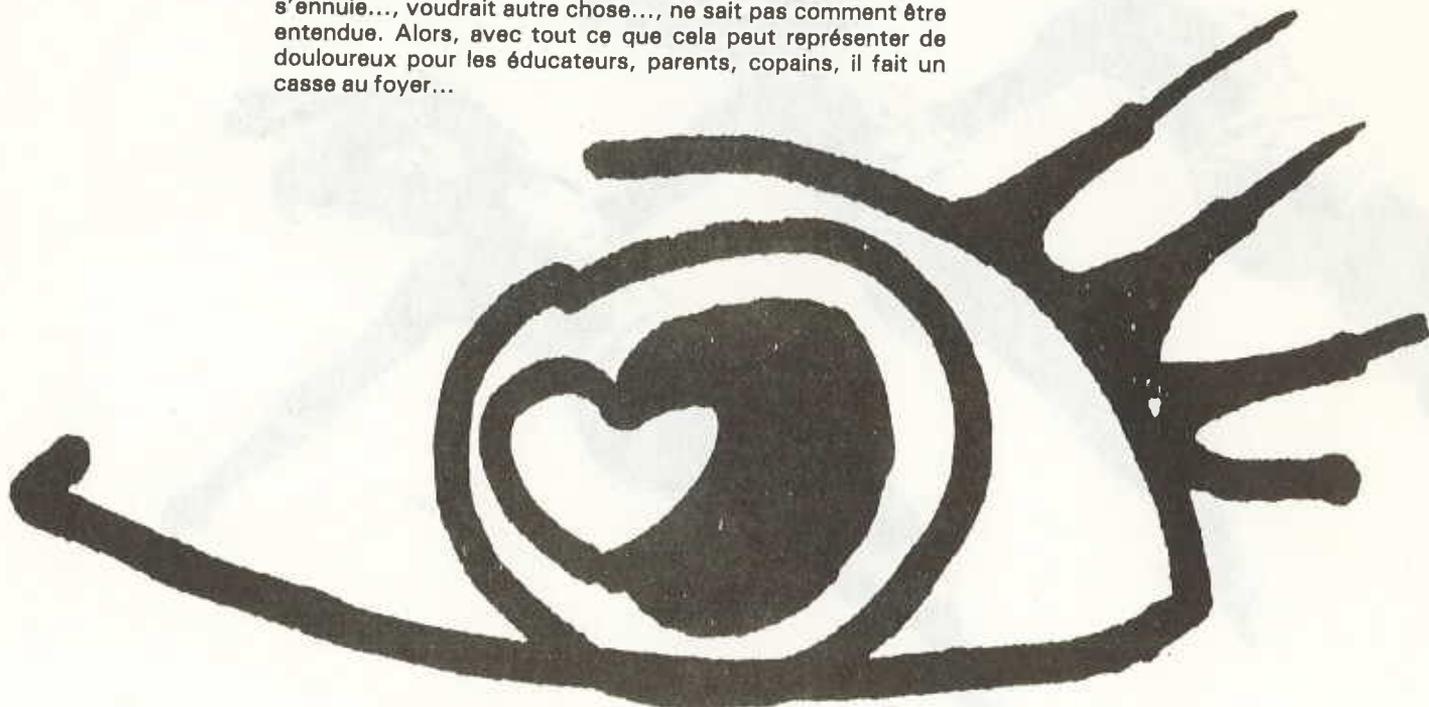
La pesanteur de « l'assistance » transmise par l'administration... prix de journée versés avec de grands retards mais permettant au jeune de vivre sans trop d'inquiétude face au lendemain.

Ces nombreuses questions, juridiques, économiques, sociales, nous font dire :

- Les « Lieux de Vie » doivent se regrouper pour être moins isolés.
- Ils doivent aller vers une conception de l'accueil, le cocon isolé et chaud doit éclater.
- Un travail et une relation autres avec les jeunes doit s'établir. Prendre en compte le passé. Choisir ensemble le temps de rupture et continuer ensemble le chemin de « l'après », envisager le chemin de la vie...

Quelques lignes pour illustrer un peu ce questionnement et ces affirmations.

Avril 85, B... 16 ans, dans son foyer de banlieue parisienne s'ennuie..., voudrait autre chose..., ne sait pas comment être entendue. Alors, avec tout ce que cela peut représenter de douloureux pour les éducateurs, parents, copains, il fait un casse au foyer...



Mineur, la justice et le groupe qui l'entourent proposent un « Lieu de Vie » pour permettre de retrouver une autre manière d'appréhender la vie, une autre façon de s'appropriier les choses.

Ce lieu est le nôtre... nous rencontrons B..., nous nous mettons d'accord sur une demande commune, B... accepte et arrive fin avril dans notre montagne.

Les Services Sociaux confiant, pensent que l'accord financier (prix de journée) est obtenu. Fin août 85, un accord est donné sur un prix de journée inférieur à celui pratiqué par le Lieu.

Prétextes, papiers en retard, mauvaise compréhension, nous n'entrons pas dans les cases codifiées.

Pendant tout ce temps, où d'un côté, nous nous débattons administrativement, B... lui, profite du grand air, reprend goût aux choses et batit un projet d'avenir.

Septembre 1985, en liaison avec une Association parisienne, nous aidons B... à formuler sa demande auprès du Juge des Enfants et de sa DASS d'origine. Demande qui est simple :

« J'ai acquis des moyens, je souhaite être autonome avec l'accompagnement dans mes démarches d'adulte pouvant me guider, je souhaite faire une formation en restauration... »

La DASS d'origine refuse le projet en bloc, motif : « L'Association parisienne n'est pas agréée. »

B... est repris en charge par le Service Social... la réponse à sa demande d'autonomie... un foyer de 150 jeunes avec horaires précis, etc...

B... fugue, galère, se drogue, va de plus en plus mal. Il reprend contact avec l'Association, appel au secours...

L'Association le soutient et se bagarre avec l'administration car une nouvelle fois nous ne sommes pas codés...

Une nouvelle fois, les dossiers et papiers passent avant une demande exprimée clairement, mais grâce à une autre écoute et aux passerelles établies, B... pourra peut-être atteindre son objectif :

« Faire une formation, s'approprier d'une autre manière des moyens de vivre... »

CATHERINE MANGHETTI



REFLEXION SUR L'ECONOMIQUE EN LIEU D'ACCUEIL

L'économique, tout le monde en parle, veut en faire... même avec incompetence ? Alors tous les colloques en parlent et nous cherchons ensemble l'expérience miracle qui va permettre de « tourner » et de tourner avec des jeunes en difficultés ou difficiles.

Pour notre part, à l'Association Village Douze (V 12), nous recherchons un moyen terme (intermédiaire??) qui soit :

1) prendre le travail, l'argent, le client, la formation comme une réalité vraie de tout le monde

2) une pédagogie de l'économique qui utilise cette réalité comme un moyen qui est déjà un projet, pour construire d'autres projets (que le/les jeunes pourront s'approprier réellement).

D'autre part, en dialogue avec les jeunes reçus (de toutes origines de difficultés — et à ce niveau, il n'y a pas de distinction à faire —)

- en analyse de ce qui se passe, de ce que vit un jeune entre rêve et réalité, entre marge et insertion, entre consommation licite et illicite, entre désertion et insertion

- en observation et constat de la vie sociale et de ce que vit une société en crise, mais aussi en mutation.

- en responsabilité d'association, ou plus simplement d'hommes et de femmes dans un monde mutant ses valeurs

- dans une économie en crise, un chômage plus que chronique, des difficultés de développement des capacités de chacun à agir sur lui-même et son environnement, seul et avec d'autres.

Il s'avère nécessaire de tenir ensemble des éléments aussi importants que le rêve, l'espace créateur d'une vie, et la réalité rigoureuse de « l'économique ». « Découvrir les possibilités pour s'orienter selon ses potentialités ».

V 12 veut tenter cela :

Tant sur son lieu d'accueil temporaire ou l'accompagnement de projets de jeunes, que par la mise en place d'un outil qui permette le minimum d'autonomie économique du jeune (les moyens d'une survie : se gagner son pain et son toit).

Nous aimerions ne parler ici que de cet outil de « Prestations de Service - coup de main - SOS entretien ».

Quand à son utilité, sa pédagogie, la rigueur de sa gestion.

Avec un préambule : pour lancer une opération de cette envergure qui devra à terme fournir du travail pour 4 à 7 jeunes à raison de 10 à 30 heures de travail hebdomadaire, il y faut des compétences — techniques, commerciales, gestionnaires — exercées, vérifiées, dynamiques ; faute de quoi, nous ne pouvons que rêver et faire rêver sur des échecs dont nous n'aurons pas à supporter nous-mêmes les conséquences financières ou affectives. Les jeunes, si !

Alors ? !

Pour nous forcer à cette démarche, nous nous sommes entourés de plusieurs éléments

1) pas tant le refus du prix de journée (remplacé par une subvention globale) que le désir et la volonté de tenter de vivre une pédagogie réelle de la réappropriation de son existence tant par l'économie, la formation et la communication, l'espace et le monde, pour se retrouver soi-même. Que le jeune puisse découvrir (et nous, l'aider à le faire) ce que lui a en propre, si nous voulons proposer un choix, libre, conscient assumé de son projet de vie. Il faut se donner les moyens, non tant de sécuriser la jeunesse, que de la stimuler. Et la seule sécurisation possible, c'est la confiance en sa force à elle de faire son chemin (d'après F. Dolto).

Donc, s'obliger à la réalité, en ce qu'elle est ; non pour l'idéaliser ou l'idolâtrer ; le travail n'est pas une valeur, pas plus que l'argent ; ce sont des réalités.

2) un gestionnaire-commerçant, bénévole en l'occurrence, pour prendre la bonne mesure de ces réalités, et les faire tenir debout, en leur donnant une vraie consistance (qui n'a rien d'ergothérapique sous peine de recréer un CAT new-look !).

3) un animateur technique-chef de chantier, presque omniscient, mais omniprésent, pour trouver, gérer, former,

accompagner les jeunes au travail. Il se donnera comme moyen d'évaluation avec le/les jeunes : le boulot, le client, le fric, la formation, la gestion, la négociation, pour que le jeune s'y retrouve et puisse se réapproprier son désir, ses motivations, son autonomie, pour éventuellement se décider à aller plus loin son chemin.

A partir de cela, nous nous sommes efforcés, non seulement d'avoir des idées (qui ne font pas défaut !), mais d'entamer un processus de réalisation sur :

1 - une idée « travaillée » (contacts, publicité, prévision de matériel, d'investissement, etc...) : PRESTATIONS DE SERVICE COUP DE MAIN Tous azimuts ;

2 - un projet de jeune : l'élevage du lapin... en vue de devenir entreprise ;

3 - une mini production d'objets en cuir, sièges bois pliables, permettant de « gagner » momentanément (le temps d'une décompression nécessaire) sa nourriture et son hébergement durant le premier séjour en accueil « initiatique ».

Tout ceci, car il faut partir de l'économique, non comme une valeur à laquelle le jeune devrait obligatoirement adhérer, mais simplement comme une réalité concrète de l'existence, et comme un moyen d'y survivre. Et d'autre part, sans oublier que c'est la richesse qui est créatrice d'emploi, et non le travail à faire !

C'est cette stratégie et ce montage que nous avons pensé comme intermédiaire. L'entreprise du même nom, lorsqu'elle se fera, se réalisera sur le montage d'un projet de jeunes en attente de pouvoir le reprendre complètement à son compte. (cf 2 - l'élevage du lapin).

En résumé :

Ces divers montages économiques le sont :

- pour des gains humains que nous en pouvons, ni ne devons mesurer, sinon, évaluer avec le jeune lui-même, pour décider d'avenir à se faire et à construire, permettant :

- d'assurer sa survie minimum

- et un petit plus (pécule)

- pour un début d'autonomie réelle vers le logement, le travail, la communication, etc... LE PROJET :

Que soit réalisable :

- un itinéraire...

- un emploi à créer...

- une formation à faire...

- une recherche à faire progresser...

- un mieux vivre à être...

On ne peut donc pas faire de travail adapté aux jeunes, pas plus qu'adapter des jeunes au travail... mais...

L'idéal serait d'avoir du travail gagnant à 120% et compensant par lui-même le nécessaire temps de décompression, de formation ou de motivation,... ou bien le tout à la fois.

En attendant, travaillons, cherchons, réalisons...

Vivons le plus autonomes possible en réalités individuelles et collectives !

En faisant de la thérapie, nous nous faisons plaisir, le plaisir du soin d'un malade qu'on veut guérir, puisqu'on est là pour cela, et ce faisant, nous n'acceptons pas la rechute, le retour...

Que pouvons-nous faire, sinon offrir un temps, un espace, des gens, leurs compétences, leurs limites, du boulot, de la « tune » (argent), de la formation.

JEAN LOUIS THENAIL

UN NOUVEAU « FER DE LANCE » POUR L'ACTION EDUCATIVE : L'ESPRIT D'ENTREPRISE

Le Forum de la Vallée du Lot « Autres Regards pour la Relation Educative », organisé par le CREAM du 26 septembre au 29 septembre 1985, s'est terminé dans l'espoir de reconduire cette aventure l'année suivante.

Cette grande rencontre a été l'occasion de voir se réunir des professionnels de la relation éducative issus des Lieux de Vie, du secteur Associatif et de diverses administrations (DASS, Education Surveillée, Jeunesse et Sports, Economie Sociale, principalement).

Une première tentative de regroupement des professionnels provenant d'horizons différents, s'est concrétisée à travers la mise en place même du Forum et de son déroulement. Ceci, en associant une troupe de théâtre « Tertous et Cie » (qui fonctionne en Société Coopérative Ouvrière de Production) et une Association Nationale STAJ, Service Technique pour les activités de Jeunesse, agréée par le Ministère de la Jeunesse et des Sports, qui organise tout au long de l'année des stages de formation BAFA, BAFD, des stages d'insertion professionnelle et qui intervient dans l'animation des quartiers défavorisés.

Le Forum s'est déroulé autour de trois axes tout au long des quatre journées :

- L'animation culturelle et théâtrale par « Tertous et Cie » (cette animation a précédé les 4 jours avec parades au rythme d'une musique brésilienne dans les rues de Cahors).

- Le stage BAFA, spécialisation théâtre organisé par STAJ avec le soutien de « Tertous et Cie ».

- Des tables rondes animées par divers intervenants issus des Lieux de Vie, de diverses associations et administrations... et des ateliers pratiques autour de thèmes tels que la voix, la danse, le massage.

L'ensemble des participants a pu être satisfait par la qualité et la richesse des échanges dont les réunions les plus vives et les plus animées étaient porteuses des thèmes suivants :

a) La pratique dans les Lieux de Vie ;

b) L'ouverture des Lieux de Vie à l'environnement social ;

c) L'Economie Sociale et l'Entreprise Educative, les innovations sociales et économiques : quelles interactions sur les pratiques éducatives ? ;

d) Les Lieux de Vie, les Associations, les Entreprises Intermédiaires, les scoop : quelles propositions pour une indépendance économique ? ;

e) Quelles revendications pour le respect des moyens pédagogiques utilisés dans la relation éducative à l'égard des organismes de tutelle ;

f) La parole des jeunes, pour quelle écoute, etc...

Par ailleurs, le désir de nombreux participants était de savoir quelle suite pouvait être donnée à ce Forum.

Comment éviter le ronronnement de ce type de manifestation, de son satisfait ?

Comment permettre la construction et la concrétisation d'une démarche pour une action commune ?

Les principales interrogations portaient donc sur l'avenir des Lieux de Vie, de certaines Associations et autres structures éducatives et/ou économiques dont la clé de l'autonomie et l'indépendance se trouveraient dans les possibilités qu'offre ou permet l'Economie Sociale.

Les interrogations se situaient également par rapport aux moyens éducatifs utilisés dans ces lieux de socialisation qui pourraient être valorisés et reconnus par les administrations de tutelle.

En effet, les réponses aux problèmes éducatifs faites par les Etablissements de l'Education Surveillée ou de la DASS sont parfois loin de satisfaire aux difficultés rencontrées par certains jeunes. L'alternative à certaines de ces prises en charge éducatives dites traditionnelles est conjugable avec l'alternative à l'insertion professionnelle.

Grâce à l'Economie Sociale, de nouveaux horizons se dessinent dans le paysage morcelé de l'économie et de l'éducatif. La trilogie « Travail, Famille, Patrie » n'a plus cours. Recherche d'identité sociale et redéfinition de pans entiers des valeurs traditionnelles appartiennent à l'actualité.

L'interstice du redéploiement en tout genre serait dépassé. L'appel à l'innovation et à la création remplissent les canaux de communication dont les ondes se font les voix symboliques de l'organe officiel.

Qu'inventer pour être au goût et à l'ère du cablage ? Au-delà de l'imaginaire et le fictif, au-delà des techniques révolutionnaires, au-delà de la vitesse de la lumière, des mythes et des réalités dépassées, branchons l'art de l'effort à l'art du plaisir ; partons à la recherche d'idées, de créations et de réalisations nouvelles qui puiseraient leur énergie dans les sources jaillissantes appartenant à un environnement social encore mal exploré où émergeraient de nouvelles solidarités.

A l'heure de la décentralisation et de l'appel à la solidarité clamée par les porte-voix de nos dirigeants, comment favoriser un rassemblement des professionnels qui ont un souci à la fois éducatif et économique, tout en respectant dans la multiplicité et la diversité, l'identité de chacun.

Enfin, notre préoccupation première à l'issue de ce Forum est la suivante :

- Quelles composantes feront notre « Fer de Lance » utile à chacun des « professionnels » qui se situeraient dans un nouveau champ, un nouvel espace, celui qui favoriserait un esprit d'entreprise pour une meilleure action éducative et sociale.

PATRICK FREHAUT



L'ASSOCIATION FONTENAY A LA FIN DE L'ANNEE INTERNATIONALE DE LA JEUNESSE

Il y a huit ans, l'Association FONTENAY est née avec le projet de découvrir et d'expérimenter des voies éducatives nouvelles, pour apporter une aide efficace à des jeunes en rupture avec les institutions traditionnelles. Depuis, elle a accueilli 150 jeunes. L'équipe fondatrice était composée de travailleurs sociaux, enseignants, professionnels de la santé mentale.

Très rapidement, elle a eu des liens étroits, d'une part avec des animateurs de lieux de vie et également avec les parents et l'environnement médico-social et judiciaire des jeunes qu'elle accueillait. Dans ses statuts, elle prévoyait la création d'un centre de Recherche et d'échanges qui a fonctionné pendant des années, avant de prendre son autonomie, dans le cadre d'une Association distincte, le CREAM.

L'Association FONTENAY a été fortement impliquée dans la création, et les premiers temps de fonctionnement d'une quinzaine de lieux de vie en région parisienne, Normandie, Bretagne, et dans le sud de la France.

Ces lieux et d'autres se sont regroupés dans RELIA « Réseau de lieux alternatifs ». Ce réseau a été dissout dernièrement et chaque lieu a pris son entière autonomie.

Certains continuent leur chemin dans de bonnes conditions, d'autres rencontrent des difficultés graves, certains ont disparu.

Il y a des attitudes diverses, voire contradictoires au niveau des autorités administratives, judiciaires, psychiatriques, par rapport à l'Association FONTENAY et aux Lieux de Vie.

La phrase la plus souvent entendue résume bien la situation :

« Ce que vous faites est bien, nous avons besoin de vous, nous souhaitons vous confier des jeunes et nous assurerons le financement, mais allez vous implanter dans un autre département, vous nous compliquez trop la vie ».

La réglementation en France est inadaptée à la situation. Le besoin de structures d'accueil non traditionnelles, pour jeunes en rupture grave est reconnu depuis la circulaire ministérielle de janvier 1983.

Mais les textes, les consignes et les habitudes aboutissent à une situation cahotique. La mise en place de la décentralisation devrait apporter un regard plus humain sur ces questions.

Pour l'instant, c'est le contraire qui se produit. Nous assistons à la fermeture de nombreux lieux.

L'année 1985 aura vu le retour dans le circuit rue-prison-hôpital psychiatrique, de plus de 1000 jeunes précédemment accueillis dans des lieux de vie. Ce chiffre sera encore plus important en 1986 si les nouveaux décideurs n'ont pas la sagesse de se pencher sur le problème avant qu'il ne soit trop tard.

De nombreux jeunes avaient retrouvé leur dignité et l'espoir grâce aux lieux de vie. Les conséquences du retour à la rue de certains d'entre eux éclatera au grand jour. Les remèdes nécessaires coûteront beaucoup plus cher que les économies réalisées aujourd'hui à la légère.

La fin de 1985, Année Internationale de la Jeunesse, voit aussi l'arrêt de l'accueil des jeunes par l'Association FONTENAY. De plus en plus de DDASS, au mépris de décisions de justice, refusent de payer les frais de séjour dûs à l'ASSOCIATION:

Des procès sont en cours et il est hautement improbable que l'Association perçoive l'argent qui lui est dû à l'issue de ces instances en justice.

Mais aujourd'hui, il n'y a plus d'argent pour nourrir les jeunes, leur donner un toit et tout ce dont ils ont impérativement besoin.

L'Année Internationale de la Femme, de l'Enfant, ont eu un autre impact en France. L'année de la Jeunesse est passée inaperçue. Monsieur Amadou Mahtar Mbow, Directeur Général de l'UNESCO déclarait au début de 1985 :

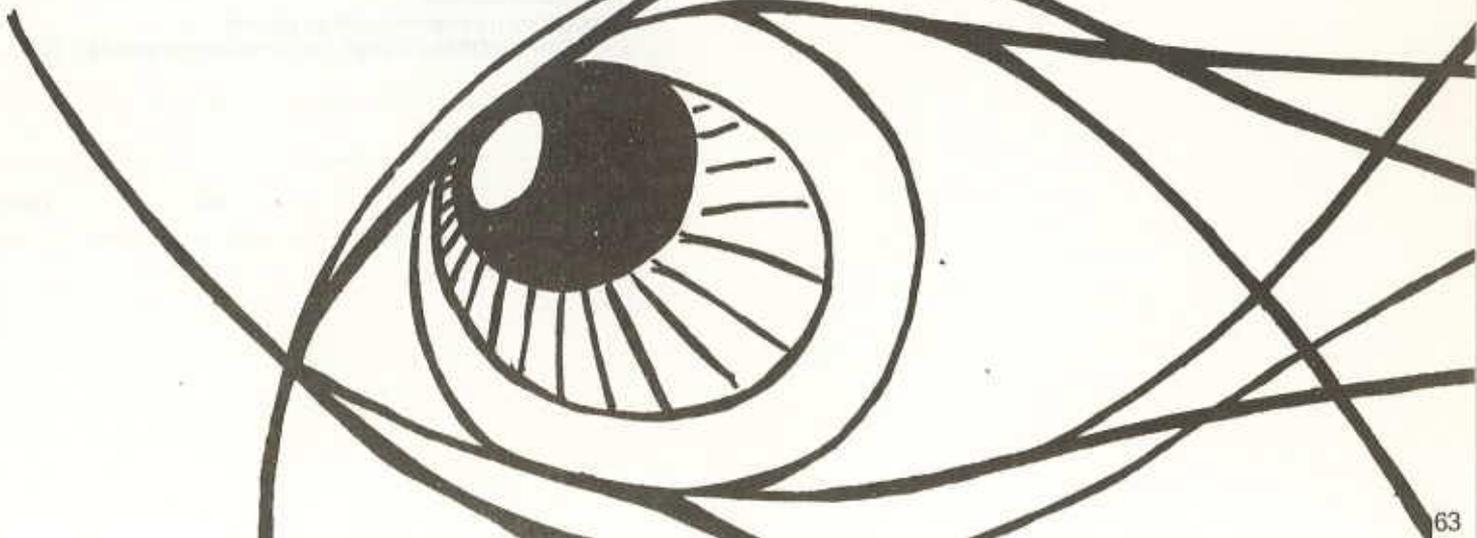
« Cette année a pour objectif essentiel de sensibiliser l'opinion mondiale à la situation, aux besoins, et aux aspirations des jeunes », et il préconisait « Associer les jeunes à l'examen et à la solution des problèmes de développement social, économique et culturel ».

La France, pays des Droits de l'Homme, ne reconnaît pas d'existence juridique aux moins de 18 ans. Toutes les tentatives de l'Association FONTENAY et du CREAM pour organiser une réflexion en vue d'une modification des droits des mineurs se sont heurtées à des réactions de panique et d'hostilité.

Dans les lieux de vie, les jeunes ont la parole, trouvent leur dignité d'homme et de jeune. Cela est insupportable pour certains.

Voilà l'origine des difficultés des lieux de vie et de l'Association FONTENAY. Toute recherche de solution pour les jeunes en rupture est inséparable de la reconnaissance de la dignité de ces jeunes.

ROGER BOUFFE



LE CREAM AUJOURD'HUI

Au fur et à mesure des rencontres et des échanges, de plus en plus se dessine le besoin de mettre en place un outil de communication permettant à toutes les richesses existantes dans les lieux de vie, de ne pas se perdre. Le CREAM souhaite se donner les moyens de les retransmettre à tous.

Les besoins en formation pour les animateurs permanents des lieux est l'une des principales préoccupations du CREAM. Les actions de formation sont ouvertes aux travailleurs sociaux et de santé, ainsi qu'aux parents : ce brassage est source de grandes richesses pour les uns et pour les autres. Les principaux sujets de fond concernant la relation éducative sont abordés avec un regard neuf et avec le souci du respect du jeune, de l'authenticité et de l'efficacité. Des réflexions et des concertations sont organisées pour une meilleure connaissance de la vie associative, tant dans sa gestion que dans sa vie interne et publique. Des contacts sont pris avec des associations qui animent la vie de quartier et de village. Des réunions de parents de jeunes accueillis ont été à l'origine des associations familiales.

Le CREAM a déposé un projet de recherche « innovation éducative et miroir social ». A l'heure de la décentralisation, une réflexion est en cours pour mettre en place les moyens d'une véritable communication avec les nombreux décideurs.

Par ailleurs, une enquête auprès des animateurs de lieux de vie, usagers et services cherchant à placer des jeunes, a été lancée à l'occasion du Forum de la Vallée du Lot, à l'aide de questionnaires.

Le Forum, organisé par le CREAM en septembre 1985, dans le cadre de l'Année Internationale de la Jeunesse, avait pour thème : « Autres regards pour la relation éducative ». Il a permis :

- de mettre en évidence les ponts qui sont possibles de tendre entre les institutions et les « alternatives » à toutes formes d'aliénation...

- Il a fait le constat d'une réponse nécessaire à un besoin affectif.

- Les participants souhaitent mettre en œuvre les moyens permettant une démarginalisation des jeunes en difficulté.

- Dans de nombreux débats, les préoccupations économiques des lieux de vie sont apparues importantes pour leur devenir. De nouvelles rencontres de réflexion et des actions ont été programmées.

- Les participants ont souhaité renouveler l'expérience de ce type de rencontre.

Des échanges épistolaires avec Roger Bouffé, démarré dans ce numéro commun, se poursuivent. Dès aujourd'hui, vous pouvez nous envoyer vos réflexions et propositions.

LES PROJETS DE 1986

La décision d'organiser un nouveau Forum n'est pas encore prise. Le CREAM souhaite regrouper ses efforts avec ceux d'autres associations, pour une action commune. Le thème « Autres Regards pour la Relation Educative » sera repris, mais il peut cohabiter dans une grande rencontre avec d'autres thèmes proposés par ses partenaires.

Une journée nationale est en préparation et y collaborent dès à présent plusieurs travailleurs sociaux, chercheurs et associations.

Les thèmes retenus à ce jour sont :

- quelles solutions pour les jeunes en rupture avec les institutions ?

- intérêt et limites des lieux de vie. Leur avenir dans le contexte administratif actuel. Quelles propositions ?

- le lieu de vie existe-t-il seulement à partir d'un lieu d'habitation, ou est-il là où chacun vit ? (quartier, école, HLM, usine, bureau, groupe social). Recherche de propositions pour une coordination entre les actions éducatives et les actions de quartier, avec participation active des jeunes.

- le monde du travail aujourd'hui. Comment accompagner des jeunes en difficulté à la recherche de leur premier emploi.

- intérêt de l'autofinancement partiel, voire total, pour un lieu de vie. Quels moyens sont nécessaires ? Quels acquis pour un jeune en rupture, accueilli dans le lieu ?

- concertation avec les élus locaux, les nouveaux décideurs des conseils généraux et l'administration. Définir les objectifs, les priorités.

Par ailleurs, le CREAM propose des rencontres avec des parents, des entretiens individuels, des groupes de réflexion « échanges à propos de la vie affective et dans le quotidien avec nos enfants », et ouvre aux parents ses stages de formation pour animateurs de lieux de vie et travailleurs sociaux.

Des interventions dans des écoles de formation à propos de la relation éducative ont lieu depuis plusieurs années. Cette année, elles ont pour thème : « Autres regards pour la Relation Educative ».

COUPON REPONSE

à adresser au CREAM, 26 Porte d'Asnières
75017 Paris.

Je souhaite recevoir des informations sur :

la préparation de la journée nationale.

les formations et les rencontres de parents.

les moyens pour participer aux recherches et enquêtes du CREAM, aux échanges épistolaires avec Roger Bouffé, démarrés dans ce numéro commun.

une intervention dans des écoles de formation pour travailleurs sociaux...

Je souscris un abonnement au journal

« CREAM INFORMATIONS » et joins un chèque de 110F.

Je m'appelle.....

J'habite.....

Je travaille en relation avec.....

LA MACHINE A FABRIQUER LES DELINQUANTS

Ce livre est le récit, en première partie, de quatre aventures qui auraient pu très mal tourner : celles de Muriel, surnommée B.B en Peluche, Mustapha, Pierrot, le Junkie, Marco le blouson noir. Les intéressés racontent eux-mêmes leur histoire.

En deuxième partie, cinq spécialistes ou militants proposent leurs commentaires, réflexions et analyses sur ces quatre exemples-typés de délinquants. Il s'agit d'un juge, Etienne Bloch, d'un prêtre, le Père Jacouen, d'un psychiatre, le docteur Tomkiewicz, d'un directeur de foyer, Serge Adam, enfin, d'un écrivainet, au moment de l'interview, militant du Comité d'Action des Prisonniers, Jacques Lesage de La Haye, apporte ses propres conclusions sur les moyens d'aider les jeunes délinquants, effectuée une démonstration de notre système social comme « machine à fabriquer les délinquants » et en visage des moyens de subvertir l'Etat, en s'introduisant dans ses failles et ses contradictions.

L'auteur a hébergé, avec sa femme Françoise, environ soixante dix jeunes délinquants, psychiatisés et toxicomanes. Muriel, Mustapha, Pierrot et Marco ont vécu cette expérience. Et le livre est, en partie, le résultat de leur rencontre avec Françoise et Jacques.

Jacques Lesage de La Haye a passé onze ans et demi en prison. Il y a obtenu une licence ès-lettres, entrepris une licence de psychologie et une thèse de doctorat. Une fois libéré, il a terminé ses études de psychologie. Il est actuellement diplômé de psycho-pathologie. Il est actuellement psychologue au Centre Hospitalier de Ville-Evrard et chargé de cours à l'université de Paris VIII - St Denis.

LA MACHINE A FABRIQUER LES DELINQUANTS
272 pages, 70 Frs - franco de port. Chez l'auteur-éditeur :
14, rue Brochant, 75017 Paris.

La Machine à fabriquer les délinquants (suite)

Si vous avez l'obligeance de parler de ce livre, merci de bien vouloir mentionner mon adresse. Sans quoi votre critique satisferait l'auteur. Mais l'éditeur ne tarderait pas à disparaître.

Diffusion en librairie : ALTERNATIVE : 36, rue des Bourdonnais, 75001 Paris. Tél. : 42.33.08.40.

BON DE COMMANDE

A retourner aux Editions LESAGE de La Hay - 14, rue Brochant, 75017 Paris, accompagné du titre de paiement.

MONTANT

Drogues informations 10 F
Dossier Education sexuelle 30 F
La Guillotine du sexe 35 F
La Machine à fabriquer des délinquants 70 F

Participation (facultative) aux frais de port.

Mode de règlements possibles : CCP chèques bancaires.

NOM

PRENOM

RUE

N°

CODE POSTAL

VILLE



Je cherche deux ou trois personnes pour l'élaboration en commun d'un projet de partage de la vie quotidienne avec l'enfant en général et l'enfant en difficulté en particulier.

Nous pourrions harmoniser nos projets individuels puis mettre en œuvre les aspects d'un projet commun.

Prendre contact avec :

Gérard Coulon.

Association pour l'accueil de l'enfant.

Lieu dit « Le Patut »

40320 Buanes

Tél : 58.51.15.27.



"LIEU D'ACCUEIL" sur TOULOUSE pouvant accueillir dans une grande villa 4 à 6 enfants et adultes exclus de tout circuit institutionnel, cherche un permanent ou une permanente pour vivre ensemble le projet dès le départ.

Tel : J.M. JOLIVET (61) 70 43 23

LES DOSSIERS DE PEPS ET PRINCIPAUX ARTICLES

- Numéro 1* : DÉCENTRALISATION : LA PAILLE ET LE GRAIN
L'argent : Lien social ou institutionnalisation de la dépendance ?
- Numéro 2* : ILOTS SENSIBLES : DE L'ÉTAT PROVIDENCE AU QUARTIER DE SOLIDARITÉ
Formation 16-18 ans / Le Coral
- Numéro 3* : QUELLE(S) FORMATION(S) POUR QUELS TRAVAILLEURS SOCIAUX ?
Éducation surveillée : « Il reste des verrous à faire sauter »
- Numéro 4 : LA FORMATION : L'AVENIR D'UNE GALÈRE
Le mal d'identité d'une profession mystifiée : Les éducateurs
- Numéro 5 : ÉDUCATEURS SPÉCIALISÉS ET MAL D'IDENTITÉ
Formation : la bourse... et la vie ou le problème des stagiaires
- Numéro 6* : ENFANCE MALTRAITÉE : LES CONDITIONS D'INTERVENTION DU SERVICE SOCIAL DE SECTEUR
Une expérience de circonscription plus proche des réalités locales
- Numéro 7 : VIEILLESSE INNOVATION ET VIEILLESSE RÉELLE
La prévention : mutation ou disparition / Effets de la décentralisation
- Numéro 8* : L'ÉCONOMIE SOCIALE : DES TRAVAILLEURS SOCIAUX CRÉATEURS D'ENTREPRISES
Les écoles d'assistants sociaux : quelles perspectives ?
- Numéro 9 : CIRCONSCRIPTION-COORDINATION : QUEL AVENIR ?
Des sages-femmes et l'IVG / Enfance maltraitée
- Numéro 10 : NUMÉRO SPÉCIAL SUR LES MUTATIONS DANS LE TRAVAIL SOCIAL
Assistants sociaux, Éducateurs, animateurs et Formateurs ont écrit sur l'avenir du social
- Numéro 11 : LES ÉLUS FACE AU SOCIAL : CONCURRENTS OU PARTENAIRES ?
Travail social en Inde et en France / Justice et secret professionnel
- Numéro 12 : SYNDICATS, ASSOCIATIONS : QUELLES RÉPONSES FACE AUX MUTATIONS DU SOCIAL ?
L'insertion douce / Quel avenir pour la déssectorisation ? / Militants ou fonctionnaires ?
- Numéro 13 : Du centre d'accueil et d'orientation au placement familial / Réflexion éducative en milieu ouvert / Innovation en travail collectif / Vidéo-Clip : l'éducateur, Roi des comptoirs.
- Numéro 14 : TRAVAIL SOCIAL EN MILIEU PSYCHIATRIQUE: Educateur : le métier fou, le métier doux / L'Épargne morale : nouvel outil du travail social.

Autres numéros : 18 F port payé
Abonnement pour 8 numéros : 120 F (indiquez le numéro de départ de l'abonnement)



INFOS



ENFIN, ILS BOUGENT !

Colère des travailleurs sociaux.
Suite au projet de réforme du DEAS, des élèves des écoles de services sociaux de la région parisienne et de la province se sont regroupés à Poitiers.

Soutenus par des écoles d'éducateurs, ils proposent au ministère de la Solidarité nationale, un contre projet.

Pour être écoutés, ils ont élaboré les premières bases d'une association nationale de travailleurs sociaux en formation. Cette association aura son siège à Poitier.

A SUIVRE...

Contact : Comité Inter-Ecoles des élèves AS d'Ile-de-France.
1, rue du 11 Novembre
92120 Montrouge.

DECES...

Nous avons le regret de vous faire part de la disparition de Point Jeune, lieu d'accueil pour mineurs ouvert 24 heures sur 24, après 18 mois d'agonie et malgré de multiples traitements de choc.

Une cérémonie a eu lieu dans l'intimité. Les cendres (subventions et parties du personnel) seront dispersées au sein de la Sauvegarde de l'Adolescence.

Ni fleur, ni couronnes.

L'équipe remercie tous ceux qui l'ont soutenu depuis 4 ans.

Les condoléances peuvent être adressées à M. Chirac, Président du Conseil Général.



TRAVAIL SOCIAL EMPIRE DES SIGNES UNIVERS DU SENS

Séminaire
en 2 sessions
15-16 fév. 1986
12-13 avril 1986

avec M. TALEGHANI
Assistant social, chercheur
à l'INSERM.
CENTRE THOMAS MORE
La Tourette
BP. 105
69210 L'ARBRESLE



SERVICE SOCIAL ET RUPTURE DE COUPLES



- Formation aux niveaux juridique, psychologique, sociologique (stage de 3 jours).

- Objectifs : donner aux travailleurs sociaux confrontés à ces problèmes, les moyens d'aborder les partenaires des couples en difficulté et de les informer au mieux sur la démarche et les effets du

divorce, de la séparation.
Les 18-19-20 mars 1986
Les 20-21-22 mai 1986

LE MACIDD

Mouvement d'Accueil, de Conseil, d'information pour Divorcés et Divorcés.
Association loi 1901
4, rue Vigée-Lebrun
75015 Paris.
Tél. : 306.77.71

VOTRE PUBLICITE
VOS ANNONCES
DANS LE PROCHAIN
NUMERO DE PEPS

TARIFS PARTICULIERE- MENT AVANTAGEUX

Exemples HT

1/6 de page (6x13) F 220

1/4 de page (9x13) F 290

1/2 page (18x26) F 510

La page entière
(18x26) F 850

Contacts :

PEPS
Paroles et Pratiques Sociales
8, impasse des 3 sœurs
75011 Paris
(1) 43.42.14.69



TRAITEMENT DES ENURESIES INFANTILES

MAISONS D'ENFANTS SPECIALISES

85, rue de la République, 39110 SALINS-LES-BAINS
Tél. : (16/84) 73.08.56



- 60 lits — Mixte à partir de 6 ans ENURETIQUES et ENCOPRETIQUES ACCEPTES.
- Enseignement primaire et secondaire
- Activités éducatives — soutien psychologique.

ETABLISSEMENT DE LA CRAM
DE BOURGOGNE FANCHE-COMTE

Demande de documentation

NOM :
PRENOM :

ADRESSE :

Tél. :

Si placement envisagé
préciser nombre de dossiers.



APPEL

Bientôt 3 millions de chômeurs ?

Lorsque le chômage produit l'exclusion économique, sociale, morale, d'une partie sans cesse croissante de la population, on ne peut se résigner à attendre, attendre que les retombées de la modernisation apportent un début de solution, d'autant plus qu'il n'est pas encore prouvé que cette modernité crée autant d'emplois qu'elle en supprime.

On ne peut plus se contenter d'aides charitables — même si des mesures d'urgence sont parfois nécessaires — et maintenir les chômeurs dans des positions d'assistés.

NOUS VOULONS FAIRE LE PARI QU'UNE AUTRE DEMARCHE EST POSSIBLE

Etre solidaires,

c'est d'abord donner les moyens aux chômeurs eux-mêmes de réfléchir, de mettre en œuvre des projets de créations d'emplois. C'est aider les premiers regroupements qui, à Paris ou en province, cherchent à créer des emplois.

Etre imaginatifs,

c'est aussi prendre en compte les besoins sociaux non satisfaits ou mal satisfaits dans la cité, y répondre par des petites unités économiques, susceptibles de plus, d'aider à la reconstitution d'un tissu social mis à mal par la crise.

NOUS NOUS ENGAGEONS DANS UNE CAMPAGNE SOLIDARITE-EMPLOI

et décidons de reverser le 1% solidarité, suspendu par le gouvernement, à un Fonds spécial destiné à aider les chômeurs à créer des emplois d'utilité sociale.

Nous nous engageons :

A favoriser l'élaboration des projets, en faisant appel à toutes les compétences (juridiques, économiques...)

A conduire les démarches, auprès des pouvoirs publics à tous les niveaux, permettant un soutien à ces projets.

A autogérer les fonds récoltés, dans le cadre d'une association Solidarité-Emploi, en totale transparence.

A décider collectivement du choix des projets, de leur suivi...

COMPOSITION DU COMITE NATIONAL DE PARRAINAGE AU 4 DECEMBRE 1985

Allie Archimbaud (présidente de « Solidarité-Emploi ») ; André Barjonnet (ancien responsable syndical confédéral) ; Jean Bauberot (professeur à l'Ecole pratique des hautes études) ; Jean Michel Belorgey (député de l'Allier) ; René Burle (maire de Saint Martin de Bromes, foyers ruraux) ; Michel Butel (directeur de l'Autre Journal) ; André Bercoff (écrivain) ; Etienne Butzbach (maire adjoint de Belfort) ; Roland Castro (architecte) ; Jean Chesneaux (universitaire, écrivain) ; Yves Cochet ; Mejid Amar Daboussi (directeur de Sans Frontière) ; Estelle Di Dia (Fémin'autres) ; Jean-Jacques de Felice (avocat) ; Monseigneur Jacques Gaillot (évêque d'Evreux) ; Jean-Marie Guérineau (responsable national CNSTP) ; Philippe Guibert (avocat, cabinet Grumbach-Guibart) ; André Gorz (écrivain) ; Serge Christophe Kolm (écrivain) ; Bernard Langlois (journaliste Antenne 2) ; Yves le Duc (CSCV) ; Jean-Claude Lepage (ALDEA) ; Jean-Philippe Mallet ; Marie-Jo masset (conseillère municipale, Chabottes-05) ; Jacques Maury (président de la Fédération protestante de France) ; Gérard Noiriel (historien) ; Jean-Claude Pecker (astrophysicien, Collège de France) ; Philippe Perdureau (animateur national MRJC) ; Henru Rey (chercheur) ; Daniel Tartier (AEUF) ; Henri Weber (politologue, maître assistant Paris 8) ; Jean-Pierre Worms (député de Saône et Loire).

Avec le soutien de Gilles Deleuze et François Chatelet (philosophes et écrivains)

ADRESSE : ASS. SOLIDARITE EMPLOI
32 RUE TRAVERSIERE 75012 PARIS

Pour tous contacts :

ALLIANCE DES EQUIPES UNIONISTES DE FRANCE
32 rue, TRAVERSIERE - 75012 PARIS -
tel : 43 41 57 05

ASSOCIATION PAROLES ET PRATIQUES SOCIALES
Revue PEPS
8, impasse des TROIS SOEURS - 75011 PARIS

CENTRE DE RECHERCHE ET D'ECHANGES
DE L'ASSOCIATION FONTENAY
26, avenue de la PORTE D'ASNIERES
75017 - PARIS - tel : 47 66 44 22